

Rapport annuel 2025

Rapport annuel 2025

JUIN 2026

Publié par

ASSILASSIME Solidarité
Bd du 30 Août – Adidogomé, Carrefour la Pampa
08 B.P. : 81 641 • E-mail : assilassime@assilassime.org
Tél. : +228 22 51 12 34 • www.assilassime.org

Photo de couverture

ASSILASSIME Solidarité

©Juin 2026, Lomé Togo

CE DOCUMENT EST RÉALISÉ PAR LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL D'**ASSILASSIME SOLIDARITÉ** DU TOGO. DES VERSIONS ACCESSIBLES DE CE RAPPORT SONT DISPONIBLES À LA DEMANDE AINSI QUE SUR LE SITE WEB DE LA STRUCTURE.

POUR TOUTES DEMANDES D'INFORMATION À CE SUJET, VOUS POUVEZ COMMUNIQUER AVEC LA DIRECTION GÉNÉRALE PAR COURRIEL À **ASSILASSIME@ASSILASSIME.ORG** OU PAR TÉLÉPHONE AU **+228 22 51 12 34**.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

9

01

1. PRÉSENTATION D'ASSILASSIMÉ SOLIDARITÉ	10
1.1. Environnement socio-économique	10
1.2. Mission, Vision et Valeurs d'ASSILASSIMÉ Solidarité	11
1.3. Gouvernance d'ASSILASSIMÉ Solidarité	11
1.3.1. Assemblée Générale	
1.3.2. Conseil d'Administration	
1.3.3. Comité de Direction	
1.3.4. Comité de Coordination	

02

2. PRODUITS ET SERVICES OFFERTS	12
2.1. Présentation de la méthodologie appliquée	12
2.2. Produits et services financiers	12
2.2.1. Épargne	
2.2.1.1. Dépôt à vue	
2.2.1.2. Dépôt à Terme (DAT)	
2.2.1.3. Plan Épargne Projet (PEP)	
2.2.1.4. Le nantissement	
2.2.2. Crédit	
2.2.2.1. Le crédit coup de pouce	
2.2.2.2. Le crédit Aménovi	
2.2.2.3. Le crédit vert	
2.2.2.4. Le crédit individuel	
2.2.2.5. Le Crédit Agricole	
2.2.2.6. Le crédit Miyanko	
2.2.2.7. Le crédit stockage	
2.2.3. Transfert d'argent	
2.2.3.1. Mobile money (Tmoney ou Mix by Yas et Flooz)	
2.2.3.2. Transfert d'argent traditionnel (RIA, Money gram)	
2.3. Services non financiers	16
2.3.1. L'équipe de travailleurs sociaux	
2.3.2. Plans de formation et gestion du processus de formation	
2.3.3. Les écoutes individuelles et référen- cements	

2.3.4. Les causeries éducatives et événe- ments communautaires	
2.4. Les activités environnementales	19
2.4.1. Les écoles aux champs	
2.4.2. Les visites d'exploitation	
2.4.3. La promotion d'engrais biologiques et biopesticides	
2.4.4. La collecte des déchets ménagers	

03

3. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE	22
3.1. Analyse des soldes caractéristiques de gestions	22
3.2. Situation patrimoniale	23
3.2.1. Analyse des éléments d'actif	
3.2.2. Analyse des éléments du passif	
3.3. Analyse des indicateurs financiers et ratios prudentiels	27
3.4. Stratégie de financement	28
3.5. Gestion budgétaire en 2025	28
4. ANALYSE DU PORTEFEUILLE	31

04

4.1. Activité de crédit	31
4.1.1. Clientèle et emprunteurs actifs	
4.1.2. Encours brut de crédit	
4.1.3. Évolution du portefeuille (portefeuille à risque)	
4.1.3.1. Évolution de l'encours de cré- dit par agence	
4.1.3.2. Évolution du PAR en volume à 1 jour par agence	
4.1.3.3. Évolution du PAR à 30 jours par agence	
4.1.3.4. Évolution du PAR à 90 jours par agence	
4.1.4. L'encours de crédit par région	
4.1.5. Évolution des crédits octroyés (dé- caissements)	
4.1.5.1. Évolution du taux de fidélisation	
4.1.5.2. Situation des crédits virés en perte	

4.2. Activité d'épargne	38
4.3. Quels changements majeurs au sein de la direction des opérations en 2025 ?	38

05

5. STRATÉGIE ENVIRONNEMENTALE	39
--	----

06

6. ACTIVITÉS DU SERVICE RES-SOURCES HUMAINES	41
6.1. Gestion des ressources humaines	41
6.2. Les indicateurs clés en 2025	41
6.2.1. Évolution et structure de l'emploi	
6.2.2. Recrutements et départs	
6.2.3. Mobilité interne	
6.3. Développement des compétences	45
6.4. Hygiène, santé et sécurité au travail	46
6.5. Dialogue social et vie institutionnelle	46
6.6. Perspectives RH 2026	46

07

7. ACTIVITÉS DU SERVICE INFOR-MATIQUE	47
7.1. Tableau de bord des réalisations	47
7.2. Détail des réalisations par axe	47
7.2.1. Infrastructure et connectivité	
7.2.2. Sécurité du système d'information	
7.2.3. Digitalisation et modernisation des services	
7.2.4. Support aux utilisateurs et collaboration	
7.2.5. Maintenance et continuité opérationnelle	
7.3. Bilan et perspectives du département SIG	48

08

8. ACTIVITÉ DE PERFORMANCE SOCIALE	49
---	----

8.1. Évaluation des objectifs sociaux	49
8.1.1. Les indicateurs de ciblage et profil des bénéficiaires	
8.1.2. Satisfaction et fidélisation des bénéficiaires	
8.1.3. Conformité aux principes sociaux et environnementaux	
8.1.4. Quel bilan tirer des activités sociales et environnementales ?	

09

9. ACTIVITÉS DU DÉPARTEMENT AUDIT ET CONTRÔLE INTERNE	57
9.1. Aperçu du département d'Audit Interne	57
9.2. Portée de l'audit interne et diligences accomplies en 2024	57
9.3. Les outils, méthodologies et sensibilisations	57
9.4. La formation des membres de l'équipe d'Audit Interne	58
9.5. Mise en œuvre du plan annuel d'audit interne	58
9.6. Suivi des principales conclusions et recommandations	59
9.6.1. Audit interne	
9.6.2. Audit externe	
9.6.3. Commissariat aux comptes (CAC) 2025	
9.6.4. Fonctionnement des organes statutaires	
9.7. Dispositif LBCFT/FP	60
9.7.1. Bilan consolidé de l'exercice 2025	
9.7.2. Résultats des contrôles et principales insuffisances	
9.7.3. Actions de formation et de sensibilisation	
9.7.4. Programme d'actions pour 2026	
9.8. Difficultés rencontrées et appréciation	63

10

10. LES PERSPECTIVES D'ASSILASSIME SOLIDARITÉ	64
--	----

ANNEXE 1 : LES PLANS DE FORMATIONS DE L'ANNÉE 2025	68	V. DONNÉES SUR LES AUTRES ACTIVITÉS AUTORISÉES	87
ANNEXE 2 : LES ÉTATS STATISTIQUES ET LES ÉTATS FINANCIERS	75	VI. AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	89
I. DONNÉES GÉNÉRALES	78	VII. OPÉRATIONS AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	91
II. DONNÉES SUR LA GOUVERNANCE	80	VIII. FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES	92
III. DONNÉES SUR LES OPÉRATIONS DE COLLECTE DE DÉPÔTS	81	IX. PERFORMANCES FINANCIÈRES	92

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ADA	Appui au Développement Autonome
ACVO	Association Catholique de la Veuve et de l'Orphelin
ACS	Action Contre le Sida
AFJRD	Association des Femmes et des Jeunes pour la Réconciliation et le Développement
AFD	Agence Française de Développement
AG	Assemblée Générale
AGE	Assemblée Générale Extraordinaire
AGR	Activité Génératrice de Revenu
APAPE	Association des Parents et Amis des Personnes Encéphalopathes
APROFEHTO	Association pour la Promotion de la Femme Handicapée au Togo
APROSCULPH	Association pour la Promotion de Sports de la Culture et des Loisirs des Personnes Handicapées
APSF	Association Professionnelle des SYSTÈMES FINANCIERS DÉCENTRALISÉS
AST	Action Santé pour Tous
APS Afrique	Association pour la Promotion de la Santé pour tous en Afrique
ATAIDEMES	Association Togolaise d'Aide aux Enfants Malentendants et Sourds
ATBEF	Association Togolaise pour le Bien Être Familial
ATOP	Agence Togolaise de Presse
BAD	Banque Africaine de Développement
BLR	Boucle Local Radio
MSC	Mediterranean Shipping Company
CA	Conseil d'Administration
CAS-IMEC	Cellule d'Appui et de suivi des Institutions Mutualistes ou Coopérative d'épargne et de Crédit
CADEPH	Cercle d'Action pour le Développement des Personnes Handicapées
CADETE	Centre Africain de Développement des Technologies agro-Ecologiques
CDSS	Chargé du Développement des Services Sociaux
CTA	Conseiller Technique Agricole
CRIPS	Centre de Recherches et d'Informations Pour la Santé
CSST	Comité Sécurité Santé au Travail
DAV	Dépôt à vue
DBN	Don Boule de Neige
EDM	Entrepreneurs du Monde
EVT	Espoir Vie Togo
FCFA	Franc de la Communauté Financière en Afrique
FH	Faisceau Hertzien

FTTH	Fibre optique jusqu'au domicile
GCA	Grameen Crédit Agricole
HTA	Hypertension artérielle
IMF	Institution de Microfinance
IST	Infections Sexuellement Transmissibles
ITRA	Institut Togolaise de Recherche Agronomique
LBC-FT	Lutte contre le Blanchiment des capitaux et le financement du Terrorisme
LMDF	Luxembourg Microfinance Development Fund
MAIN	Microfinance African Institutions Network
MFS	Microfinance Solidaire
MUSA-VISA	Mutuelle de Santé des Volontaires Internationaux pour la promotion de la Santé en Afrique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAR	Portefeuille A Risque
PV VH	Personne Vivant avec le Virus de l'Immunodéficience
PH	Personne Handicapée
PHM	Personne ayant un Handicap Mental
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Brut
PPE	Personne Politique Exposé
PSM	Personne Sourde et Malentendante
PSH	Personne en Situation de Handicap
RA	Responsable d'Agence
RH	Ressources Humaines
RIM	Initiative pour la gestion des Risques dans le secteur de la Microfinance
SFD	Système Financier Décentralisé
SIDI	Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement SIG
SIG	Système d'Information et Gestion
SPI	Social Performance Indicator
TS	Travailleur Sociaux
UEMOA	Union économique et Monétaire Ouest Africaine
VIH	Virus de l'Immunodéficience
WILDAF-TOGO / FDD	Women In Law and Development in Africa / Femmes, Droit et Développement en Afrique
WPF	Woles Planet Fundation
PISCCA	Projet Innovant de la Société Civile et des Coalitions d'Acteurs
CIP	Consortium Impact Plus





PREMIÈRE PARTIE

Activités de l'institution

1. PRÉSENTATION D'ASSILASSIMÉ SOLIDARITÉ

ASSILASSIME Solidarité est une institution de microfinance sociale qui a été créée avec un statut juridique « Association loi 1901 » de droit togolais sous le récépissé n°1537/MATDCL-SG-DLPAP-DOCA du 28 décembre 2012. Elle a été promue par Entrepreneurs du Monde (EdM), une ONG française créée en 1998 suivant le récépissé N° 2400 du 19 juin 1998 dont le siège social est basé à Lyon (France). Un des principes fondateurs de l'action d'ASSILASSIME Solidarité a été le ciblage des personnes exclues de l'offre classique de microfinance et plus particulièrement les populations vulnérables telles que les personnes vivant avec le VIH, les personnes en situation de handicap, les femmes veuves, les portefaix, etc.

Initialement active seulement à Lomé, ASSILASSIME qui signifie « main dans la main » en langue Ewé, a élargi ses activités à de nouvelles zones géographiques pour porter progressivement depuis 2022 son réseau à dix agences implantées dans le Grand-Lomé, à Amlamé, Anié et Aného avec un point de service à Atakpamé.

Un accent est mis sur la formation des bénéficiaires qui est fondamentale et préalable à toute offre de crédit. Les premières offres de produits financiers délivrées

furent les crédits « coup de pouce » à destination des bénéficiaires particulièrement démunies, mais motivées pour entreprendre ; ces crédits sont exempts de toute caution, de garantie matérielle, de frais de gestion ou d'intérêt. Divers autres produits à découvrir dans ce rapport se sont développés et se sont ajoutés graduellement à la gamme proposée pour s'adapter aux besoins de la population cible au fur et à mesure du développement des activités.

1.1. Environnement socio-économique

L'économie togolaise a confirmé sa résilience en 2025, avec un PIB nominal estimé à 6 919,1 milliards FCFA, contre 6 453,6 milliards en 2024, et une croissance réelle estimée à 6,3 % par l'INSEED¹ (5,0 à 5,3 % selon le FMI et la Banque mondiale²). Pour environ neuf millions d'habitants, le revenu par habitant s'établit autour de 1 119 USD³, le pays demeurant classé parmi les pays les moins avancés. Le secteur tertiaire, porté par le commerce et l'activité du port de Lomé, premier port à conteneurs de la côte ouest-africaine, contribue à plus de la moitié du PIB ; le secondaire est en nette reprise (+7,5 %) et le primaire représente environ un cinquième de la richesse nationale.

La désinflation s'est confirmée ; après 5,3 % en 2023 et 2,9 % en 2024, l'inflation est revenue à environ 1 % en 2025, préservant le pouvoir d'achat des ménages vulnérables. La consolidation budgétaire se poursuit sous-programme FMI (Facilité élargie de crédit, 390 millions USD), avec un déficit cible de 3,5 % du PIB en 2025 et un retour à la norme UEMOA de 3 % attendu en 2026. La dette publique amorce une décroissance (69 % du PIB fin 2024 ; 68,5 % prévus fin 2025), et le

FMI a révisé en mars 2025 le risque de surendettement du Togo d'« élevé » à « modéré »¹

– **Pauvreté et inclusion sociale.**

Malgré cette dynamique, la pauvreté demeure élevée (environ 45 % de la population) et près de deux fois plus marquée en milieu rural (58,8 %) qu'en milieu urbain (26,5 %), les femmes y demeurant les plus exposées ; l'indice de capital humain s'établit à 0,43⁴. L'année 2025 a marqué l'achèvement de la feuille de route gouvernementale « Togo 2025 » et ouvre un nouveau cycle de planification nationale dans lequel l'inclusion financière demeure une priorité affirmée des pouvoirs publics.

– **Secteur de la microfinance**

Le secteur des SFD a poursuivi son expansion : à fin 2025, il comptait 4,69 millions de bénéficiaires (4,45 millions fin 2024), 447,5 milliards FCFA de dépôts, 352,1 milliards FCFA d'encours de crédits et plus de 578 milliards FCFA d'actifs, pour un taux d'inclusion financière national de 90,7 %⁵. Cette vitalité s'accompagne d'un point de vigilance majeur : le taux brut de

1 INSEED / Ministère de la planification du développement et de la coopération, Synthèse de l'activité économique en 2025 au Togo, Lomé, 2026

2 FMI, Togo — Rapport pays n° 25/5 (1^{re} revue de la Facilité élargie de crédit), janvier 2025 ; Banque mondiale, Togo Economic Update, 2025.

3 Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde — Togo, PIB par habitant 2024 (USD courants).

4 Banque mondiale, Le Togo — Vue d'ensemble ; enquêtes harmonisées sur les conditions de vie des ménages (EHCVM).

5 Ministère de l'Économie et des Finances du Togo, données des SFD à fin 2025 (Assemblée nationale, mars 2026) ; APSFD-Togo, 2024.

dégradation du portefeuille sectoriel, replié de 7,8 % en 2024 à 6,7 % en 2025, demeure très au-dessus de la norme de 3 % de la BCEAO. Enfin, la transposition de la loi uniforme de l'UMOA (décembre 2023), adoptée en mars 2026, rehausse les exigences d'agrément, de gouvernance et de supervision applicables aux SFD⁶.

– Implication pour ASSILASSIME Solidarité

Ce contexte conforte le positionnement de l'institution : la persistance de la pauvreté rurale et féminine valide son ciblage des populations vulnérables ; la dégradation du portefeuille sectoriel appelle une discipline rigoureuse de gestion des risques ; et le nouveau cadre réglementaire conforte la transformation institutionnelle engagée.

1.2. Mission, Vision et Valeurs d'ASSILASSIMÉ Solidarité

ASSILASSIME Solidarité s'est dotée d'une mission qui consiste à « *offrir un accès durable à des services de microfinance sociale adaptés pour les personnes en situation d'exclusion ou d'extrême pauvreté, ayant un accès limité au système de microfinance classique au Togo, pour leur permettre de mener des activités génératrices de revenus et d'améliorer leurs conditions de vie* ».

Sa vision est de « permettre à toute personne désireuse d'entreprendre de pouvoir accomplir son rêve pour qu'elle et sa famille s'affranchissent durablement de la pauvreté ».

Pour atteindre sa mission, ASSILASSIME Solidarité a retenu 3 valeurs qui sont : la transparence, l'engagement et le professionnalisme.

1.3. Gouvernance d'ASSILASSIME Solidarité

1.3.1. Assemblée Générale

L'Assemblée Générale (L'AG) est l'organe de gouvernance suprême de l'institution. Elle est composée de l'ensemble des membres de l'association (fondateurs,

adhérents, sympathisants, membres d'honneur). L'assemblée Générale se réunit une fois par an en assemblée ordinaire.

1.3.2. Conseil d'Administration

Le Conseil d'administration se compose exclusivement d'administrateurs non exécutifs, élus par les membres fondateurs et adhérents de l'Assemblée Générale qui les choisissent en leur sein. Leur mandat est de trois (3) ans renouvelables une fois. Conformément à

l'article 30 des statuts, le Conseil d'Administration est composé de cinq (5) membres et leurs décisions sont prises à bulletin secret, à la majorité absolue des voix exprimées par les membres à jour de leur cotisation.

1.3.3. Comité de Direction

Le Conseil d'Administration d'ASSILASSIME Solidarité a institué un Comité de Direction chargé d'assurer la gestion courante de l'institution, de veiller au bon fonctionnement et au suivi de l'ensemble des

secteurs d'activités, ainsi que de garantir une information régulière, fiable et diligente au Conseil d'Administration. Le Comité de Direction exerce les missions.

1.3.4. Comité de Coordination

Le Comité de Coordination a été mis en place par le Comité de direction afin de donner une vue holistique aux Responsables des agences sur la situation de l'institution. Il est composé des membres du comité de direction auxquels s'ajoutent : le Chef comptable, le Chargé SIG, des Coordinateurs d'agences, le Chargé

du développement des services sociaux, le Chargé de la performance sociale, et les Responsables d'agence. Le comité de coordination se réunit au moins tous les deux mois et peut rapprocher ses rencontres selon l'urgence des sujets à traiter.

6

BCEAO / Direction de la microfinance (DMF), Lomé ; loi uniforme de l'UMOA sur la microfinance (décembre 2023), transposée en droit togolais en mars 2026.

2. PRODUITS ET SERVICES OFFERTS

ASSILASSIME Solidarité offre une gamme variée de produits et services financiers et non financiers adaptés aux besoins de ses bénéficiaires. Au-delà de l'appui social, l'institution adopte, avec ses partenaires financiers et techniques, une approche économique visant à renforcer l'autonomie des populations urbaines et rurales, à promouvoir des activités productives durables et à diversifier les sources de revenus de manière pérenne.

2.1. Présentation de la méthodologie appliquée



ASSILASSIME Solidarité applique une méthodologie de groupe dénommée *Aménovi*, fondée sur la responsabilité individuelle des bénéficiaires. Les groupes sont composés de 20 à 40 personnes en milieu urbain et de 15 à 40 personnes en milieu rural. L'institution demeure toutefois ouverte à d'autres catégories de clientèle, sous réserve du respect de sa mission sociale.

La méthodologie Aménovi combine des services financiers et socio-économiques, notamment le crédit, l'éducation financière, les formations et l'accompagnement des activités génératrices de revenus. Contrairement à la caution solidaire classique, elle favorise l'accès

au crédit sans garantie financière préalable (au premier crédit) ni caution collective, tout en limitant les risques de tensions sociales au sein des groupes. Les bénéficiaires constituent progressivement leur garantie financière au fil des cycles de crédit et selon leur besoin.

Les réunions de groupe servent également de cadre de formation et de sensibilisation sur des thématiques sociales, économiques, sanitaires et techniques. Les montants, durées et dates de mise en place des crédits sont adaptés individuellement aux besoins et aux activités de chaque bénéficiaire.

2.2. Produits et services financiers

ASSILASSIME Solidarité propose divers produits et services financiers adaptés aux besoins

et aux situations des bénéficiaires, qu'ils soient membres de groupes ou non.

2.2.1. Épargne

Produit destiné aux bénéficiaires individuels et membres des groupes d'ASSILASSIME Solidarité qui ont un compte ouvert au sein de l'institution.

2.2.1.1. Dépôt à vue

Il s'agit d'un compte de dépôt à vue permettant aux bénéficiaires d'effectuer librement des dépôts et des retraits selon leurs besoins. Les dépôts peuvent être réalisés en espèces lors des réunions de groupe,

directement en agence ou via l'application mobile GASSIASSI. Un solde minimum de 500 FCFA est exigé sur le compte.

2.2.1.2. Dépôt à Terme (DAT)

Ce produit permet aux bénéficiaires de constituer une épargne à terme en bloquant un montant sur leur compte pour une utilisation future, en contrepartie d'une rémunération sous forme d'intérêts. Le taux d'intérêt est fixé

d'un commun accord entre ASSILASSIME Solidarité et le bénéficiaire, conformément à la politique de Dépôt à Terme (DAT) de l'institution. Le montant minimum requis pour un DAT est de 100 000 FCFA.

2.2.1.3. Plan Épargne Projet (PEP)

Le Plan d'Épargne Projet (PEP) est un produit d'épargne complémentaire à l'épargne standard obligatoire des bénéficiaires de ASSILASSIME Solidarité. Validé par le Conseil d'Administration en 2024, il permet aux bénéficiaires de constituer une épargne rémunérée afin

de financer, en toute confidentialité, des projets personnels ou professionnels à court ou moyen terme.

2.2.1.4. Le nantissement

Ce dépôt de garantie est constitué pour les bénéficiaires à partir de leur second cycle de crédit pour les crédits Aménovi, les Crédit Agricole et les crédits de stockage. Pour les crédits individuels (Crédit Miayinko)

il est constitué dès le premier cycle. Cette garantie reste bloquée jusqu'au remboursement de la dernière échéance du crédit.

2.2.2. Crédit

Sept (7) différents types de crédits sont mis à la disposition des bénéficiaires. Ces crédits sont destinés à développer ou créer des activités génératrices de revenus (AGR).

N. B. Tous les crédits de groupes d'ASSILASSIME Solidarité sont octroyés sans garanties matérielles, ni cautions physiques et ni assurance décès (excepté les crédits d'un montant supérieur ou égal à 1 000 000 FCFA qui doivent être assurés par une compagnie externe).

2.2.2.1. Le crédit coup de pouce



Il s'agit d'un crédit productif destiné aux personnes particulièrement vulnérables et qui ont besoin d'un tout petit prêt pour démarrer une activité. Ce crédit est décaissé sans frais de dossier ni intérêt. Son montant varie entre 5.000 FCFA au minimum et de 20.000 FCFA au maximum. Il est accordé pour une durée se situant entre 3 mois et 6 mois au maximum et est renouvelable deux fois.

2.2.2.2. Le crédit Aménovi

Il s'agit ici d'un crédit de groupe à responsabilité individuelle pour financer les AGR. Le montant et la durée du crédit sont adaptés à chaque emprunteur, mais le suivi et la gestion des remboursements se font lors des réunions mensuelles de groupe. La durée du crédit est au minimum de 3 mois et de 6 mois au maximum pour le premier cycle, et de 24 mois pour les cycles successifs. Le montant varie de 25 000 FCFA à 5 000 000 de FCFA. Pour les premiers prêts, le plafond est de 150.000F CFA.

N.B. : Son taux d'intérêt est de 1.5% mensuel dégressif avec les frais de gestion qui sont de 1.8% du montant du crédit accordé. À partir du deuxième cycle, le nantissement respecte 20% du montant de crédit sollicité.



2.2.2.3. Le crédit vert

Ce produit reprend les principes du crédit Aménovi, notamment la méthodologie de groupe à responsabilité individuelle, mais se distingue par son objet. Il s'agit d'un crédit de consommation destiné à l'acquisition d'équipements à forte efficacité énergétique permettant aux ménages de réduire leurs dépenses quotidiennes.

Les équipements financés, fournis par notre partenaire MIVO Énergie, comprennent notamment des lampes solaires, des foyers améliorés et des kits de gaz. Les conditions tarifaires applicables sont identiques à celles du crédit Aménovi excepté le taux d'intérêt qui est de 1% mensuel dégressif.

2.2.2.4. Le crédit individuel

Ce produit dénommé Mavo (je veux être libre) est un crédit proposé à des bénéficiaires qui sont au moins au cinquième cycle de crédit obtenu dans les groupes et qui souhaitent disposer de plus de temps pour gérer leurs activités. Ces bénéficiaires doivent accepter un accompagnement sous forme de formations trimestrielles dans les agences où ils reçoivent les crédits.

Le montant varie de 500 000 FCFA à 7,5 millions de FCFA. La durée maximale est de 24 mois. Pour les premiers prêts de crédit individuel, le minimum est de 500.000F CFA. Comme pour le crédit Aménovi, le taux d'intérêt est de 1.5% mensuel dégressif avec les frais de gestion de 1.8% du montant du crédit accordé. Le bénéficiaire est censé présenter au moins une caution physique et souscrire à une assurance-décès.

2.2.2.5. Le Crédit Agricole

Le Crédit Agricole est destiné aux populations des zones agricoles couvertes par nos agences et repose sur la méthodologie Aménovi à responsabilité individuelle. Il finance aussi bien les activités de production végétale que l'élevage.

Sa spécificité réside dans l'accompagnement technique assuré par des Conseillers Techniques Agricoles (CTA), chargés du suivi et de la formation des bénéficiaires,

de l'appui aux décisions de crédit et du soutien au recouvrement en cas de difficultés.

Les Crédit Agricole sont adaptés aux cycles agricoles, avec des différés selon les spéculations financées. Leur durée varie de 3 à 24 mois, pour des montants allant de 25 000 FCFA à 3 millions FCFA, avec un plafond de 150 000 FCFA pour les premiers prêts.

2.2.2.6. Le crédit Miayinko

Le crédit Miayinko est un crédit individuel qui s'adresse à deux types de bénéficiaires :

- Anciens Bénéficiaires d'ASSILASSIME Solidarité ayant déjà fait 4 cycles de crédit ;
- Non-bénéficiaire ayant la capacité de souscrire au PEP sur au moins 6 mois.

Le montant varie de 500 000 FCFA à 7 500 000 de FCFA. La durée maximale est de 24 mois. Pour les premiers prêts de crédit individuel, le minimum est de 500.000F CFA. Comme pour les autres crédits, le taux d'intérêt est de 1,5% mensuel dégressif avec les frais de gestion de 1,85% du montant du crédit accordé.

2.2.2.7. Le crédit stockage



Il s'agit d'un crédit productif reposant sur la méthodologie de groupe à responsabilité individuelle, destiné aux commerçants de céréales (le maïs, le haricot ou le soja ...) exerçant depuis au moins deux ans une

activité de stockage et de revente. Ce crédit n'est octroyé qu'après un premier crédit *Aménovi* (cycle 1).

2.2.3. Transfert d'argent

ASSILASSIME Solidarité, met également à disposition un service de transfert d'argent en complément de ses produits et services financiers. Accessible dans l'ensemble des agences, ce

service offre aux bénéficiaires une solution sécurisée, rapide, flexible et à moindre coût, avec la limitation des intermédiaires.

2.2.3.1. Mobile money (Tmoney ou Mix by Yas et Flooz)

ASSILASSIME Solidarité, propose dans l'ensemble de ses agences des services de Mobile Money à travers des points de dépôt et de retrait

(Mixx by Yas) TMoney et Flooz. Ces services permettent d'effectuer rapidement et en toute sécurité des transactions financières,

notamment les dépôts, retraits et transferts d'argent via téléphone mobile. Ils facilitent les opérations

des bénéficiaires tout en répondant également aux besoins des populations environnantes.

2.2.3.2. Transfert d'argent traditionnel (RIA, Money gram)

Dans le but de permettre à la population de recevoir et d'envoyer de l'argent sur le plan national et à l'étranger, ASSILASSIME Solidarité offre dans

ses différentes agences des services de transfert d'argent que sont : RIA, Moneygram, small word

2.3. Services non financiers

Les services sociaux économiques sont complémentaires aux services financiers. Le responsable des opérations, le chargé du développement des services sociaux et les travailleurs sociaux sont responsables des services socio-économiques. Ils sont chargés de renforcer la résilience des bénéficiaires, et donc, consolider la performance sociale de l'IMF.

Le service social appuie les animateurs dans les formations socio-sanitaires et sur le genre ; il offre un soutien psychologique et/ou conseille les bénéficiaires rencontrant des difficultés socio-économiques

2.3.1. L'équipe de travailleurs sociaux

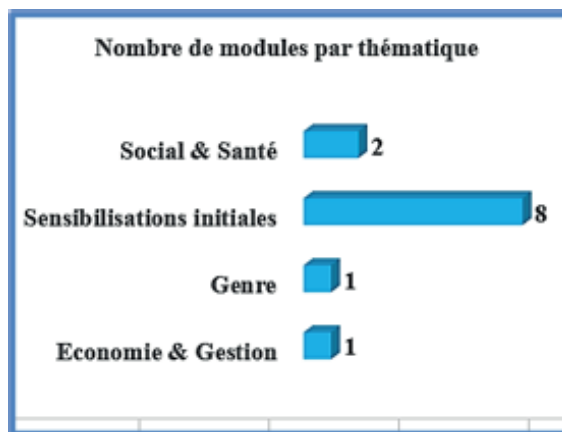
- En 2025, les Services sociaux d'ASSILASSIME Solidarité ont poursuivi leur mission d'accompagnement des bénéficiaires à travers le renforcement des capacités, le suivi de la qualité des formations et la promotion de l'inclusion sociale. Malgré un effectif limité de quatre travailleurs sociaux couvrant

plusieurs agences, les équipes ont assuré l'évaluation des formations, l'accompagnement individuel des bénéficiaires, l'organisation d'activités communautaires ainsi que l'orientation vers les structures de prise en charge adaptées.

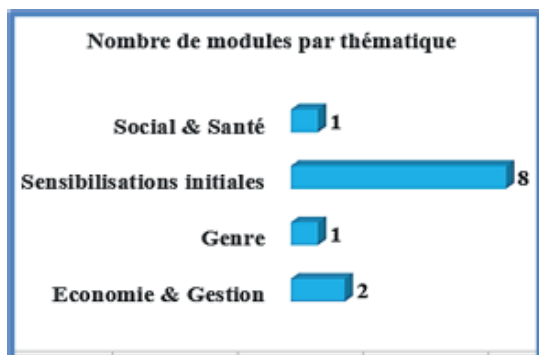
2.3.2. Plans de formation et gestion du processus de formation

Les bénéficiaires suivent chaque année des formations sur le genre, la santé, le social, l'environnement, la gestion des AGR, l'agriculture et l'élevage. Les plans de formation 2025, élaborés sur la base des besoins exprimés avec l'appui de l'équipe opérationnelle et des référents techniques d'Entrepreneurs du Monde, figurent en annexe.

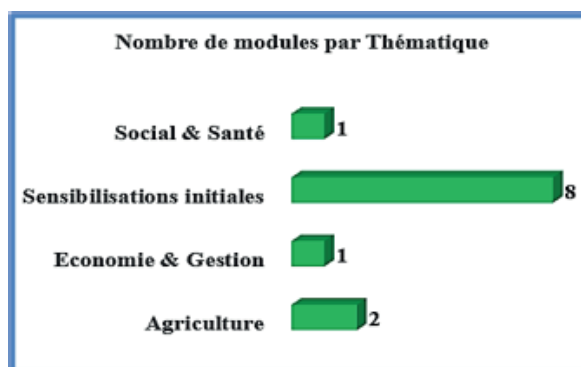
Trois plans d'intégration ont été conçus cette année, deux urbains (A et B) et un rural contre deux auparavant, afin de former les nouveaux adhérents d'Adidogomé, d'Agoè, de Vakposito et de Tokoin à la micro-assurance santé « Lamesin nyo ».



Graphique 2 : Plan de formation d'intégration urbaine B



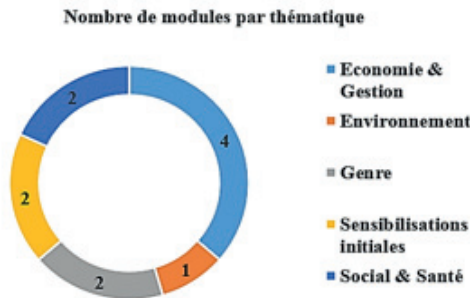
Graphique 1 : Plan de formation d'intégration urbaine A



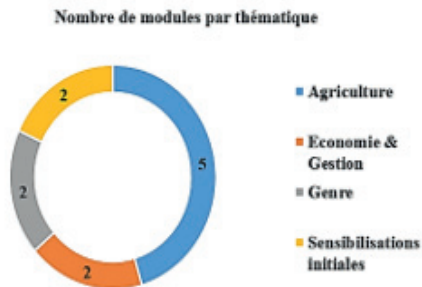
Graphique 3 : Plan de formation d'intégration rural

Le plan classique agro, comporte par ailleurs cinq modules agro, absents du plan classique urbain, du fait

de l'accompagnement spécifique des agriculteurs et éleveurs en milieu rural.



Graphique 4 : Plan de formation classique urbain



Graphique 5 : Plan de formation classique agro

Le suivi de la mise en œuvre a été assuré par le CDSS, les Responsables d'Agence, les CTA (milieu rural) et les TS (milieu urbain). Les agences ont été regroupées en zones (A et B en milieu urbain, Amlamé et Anié en milieu rural), chaque zone étant dotée d'un kit de formation semestriel, échangé entre zones au second semestre. Les capacités des animateurs ont été renforcées sur les modules pédagogiques, les techniques d'animation et la dynamique de

groupe, avec des visites de terrain pour corriger les insuffisances relevées. Une session de révision et de rattrapage des formations non dispensées a été organisée du 1er au 26 décembre 2025. Le tableau ci-dessous fait apparaître une baisse des participations et des séances en gestion ainsi qu'en santé et sociales, mais une nette progression des formations agricoles en 2025. ASSILASSIME Solidarité doit veiller à limiter les départs de bénéficiaires.

Tableau 1 : Nombre de participations et de séances de formation en 2023, 2024 et 2025

INDICATEURS	ANNÉE 2023	ANNÉE 2024	ANNÉE 2025
Formations gestion – nombre de participations	200 428	154 788	120 643
Nombre de séances organisées	7 727	6 509	5 712
Formations santé et sociales – nombre de participations	131 536	103 849	101 831
Nombre de séances organisées	5 065	4 494	4 980
Formations agricoles – nombre de participations	24 014	20 109	35 780
Nombre de séances organisées	963	841	1 575



2.3.3. Les écoutes individuelles et référencements

- Avec 1 883 écoutes individuelles réalisées en 2025 soit la valeur la plus élevée des trois derniers exercices ; les travailleurs sociaux ont intensifié leur accompagnement direct. Les entretiens couvrent cinq domaines : appui-conseil socio-économique, médiation, prise en charge, pré-décaissement et soutien psychosocial. Ils sont systématiquement saisis dans l'application DOGAKABA.
- Six cents (600) bénéficiaires ont été orientés en 2025 (contre 383 en 2024 et 324 en 2023) vers des structures spécialisées partenaires, doublant ainsi le volume de 2023. Ces référencements couvrent

des problématiques de santé, de protection de l'enfance, de violences basées sur le genre, de handicap et d'addiction à la drogue, pris en charge par un réseau de dix-sept (17) structures conventionnées répertoriées dans un annuaire dédié ; parmi ces structures de prises en charge, on peut trouver : APS Afrique, CEA/SMS la famille, CMS la confiance, Lumière Vie Amour, Pouponnière BONJOUR BEBE, RAPAA, CADEPH, WILDAF TOGO, CRIPS, WILDAF-TOGO, KOMAB, AST, APS, PDH, ATBEF.



2.3.4. Les causeries éducatives et événements communautaires

Cent quatre-vingt-treize (193) causeries éducatives ont été réalisées en 2025, centrées sur la thématique de la vie menstruelle dans le cadre du projet « Miapé Dignité Menstruelle » financé par l'AFD et piloté par Entrepreneurs du Monde.

Trois événements communautaires ont été menés : une consultation gynécologique (31 mai, en partenariat avec Digicom Togo, ciblant notamment des bénéficiaires sourdes et malentendantes), un bilan de santé plurianuel 2024 – 2025 (en partenariat avec APS Afrique), et une séance de sensibilisation aux violences conjugales,

accompagnées de soins médicaux sociaux (25 juillet, au CEA-SMS La Famille) ont porté sur vingt-neuf personnes dont 5 hommes ; le thème de la sensibilisation

était « comment éviter les violences conjugales pour la paix durable dans nos foyers et communautés ».

2.4. Les activités environnementales

Dans le cadre de son engagement pour la protection de l'environnement, ASSILASSIME Solidarité a mis en place plusieurs activités et a aussi organisé leurs suivis ; ces activités sont animées par les deux Conseillers techniques agricoles (CTA) à Anié et Amou-Oblo principalement.

2.4.1. Les écoles aux champs



Animées par les deux Conseillers techniques agricoles (Anié et Amou-Oblo), les écoles aux champs développent les compétences pratiques des agriculteurs et les sensibilisent à la préservation de l'environnement et à la production locale. En 2025, 183 sessions ont été organisées au profit de 3 682 agriculteurs, autour de vingt-six thèmes couvrant l'irrigation, le compostage, les pesticides naturels, le maraîchage, le stockage des récoltes et l'élevage (liste complète des thèmes en annexe).

LISTE DES THÈMES D'ÉCOLES AUX CHAMPS 2025

EAC2-1: Bien irriguer par aspersion

EAC2-2: Faire son compost

EAC2-3: Mettre en place des cordons pierreux

EAC2-4: Préparer un compost liquide

EAC2-5: Faire son compost amélioré

EAC3-1: Faire ses pesticides naturels

EAC3-2: Riz irrigué: Faire sa pépinière

EAC3-3: Mais: Lutte intégrée contre la pyrale du maïs ou chenille légionnaire

EAC3-4: Bananier Multiplication par la méthode PIF

EAC3-5: Réagir à une pluviométrie insuffisante à l'installation de la culture

EAC3-6: Maraîchage Faire sa pépinière

EAC3-7: Maraîchage Maladies et ravageurs

EAC3-8: Maraîchage Répiquage

EAC3-9: Lutte contre l'alternariose de l'oignon

EAC3-10: Mise en place d'une rotation en maraîchage

EAC3-11: Les bonnes pratiques de stockage de l'arachide
EAC3-12: Bien conserver l'arachide: Lutte contre la bruche
EAC3-13: Fabrication de l'huile de neem
EAC4-1: Fabriquer une porcherie traditionnelle
EAC4-2: Fabriquer un logement pour les caprins/ovins/bovins
EAC4-3: Bien gérer son embouche bovine
EAC4-4: Bien faire la vaccination des volailles
EAC4-5: Formuler ses aliments pour sa volaille
EAC4-6: Réussir le chauffage de ses poussins
EAC4-7: Importance et utilisation d'un pédiluve
EAC4-8: Lutte contre la fièvre porcine

2.4.2. Les visites d’exploitation

Les CTA d’Amlamé et d’Anié se sont rendus régulièrement sur les exploitations, notamment lors de l’étude des dossiers de crédit, afin d’observer les pratiques

culturelles, de conseiller les bénéficiaires et de leur proposer des solutions fondées sur la nature et les technologies vertes.

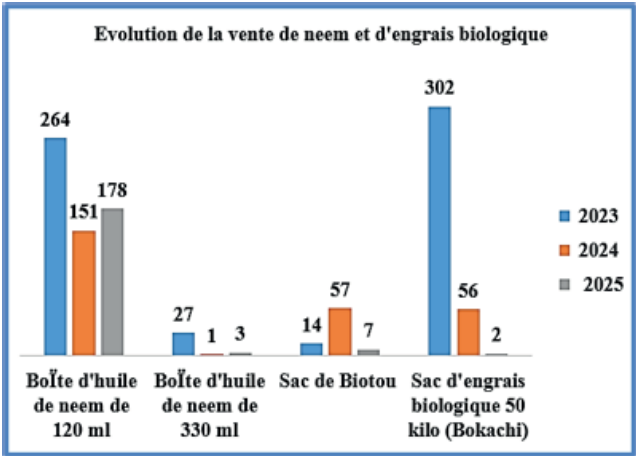
Tableau 2 : Évolution des visites d’exploitation, 2024–2025

VISITES D’EXPLOITATION AMLAMÉ ET ANIÉ	2024		2025		
	Total	% femmes	Total Amlamé	Total Anié	% femmes Anié
Nombre d’évaluations d’exploitation réalisées	336	30,7	311	332	39,5
Nombre de visites d’exploitation effectuées	446	28,7	447	568	36,4
Nombre de bénéficiaires différents visités	388	29,1	–	487	37,4

2.4.3. La promotion d’engrais biologiques et biopesticides

ASSILASSIME Solidarité à fait la promotion des engrais, pesticides et insecticides biologiques en formant les agriculteurs et en créant un crédit vert. Ce crédit vert parallèle au Crédit Agricole permet aux agriculteurs d’acheter et de payer à plusieurs échelons l’engrais biologique : le bokachi et l’insecticide naturel : l’huile de neem.

Ce graphique ci-dessous représente l’évolution des ventes de 2023 à 2025.

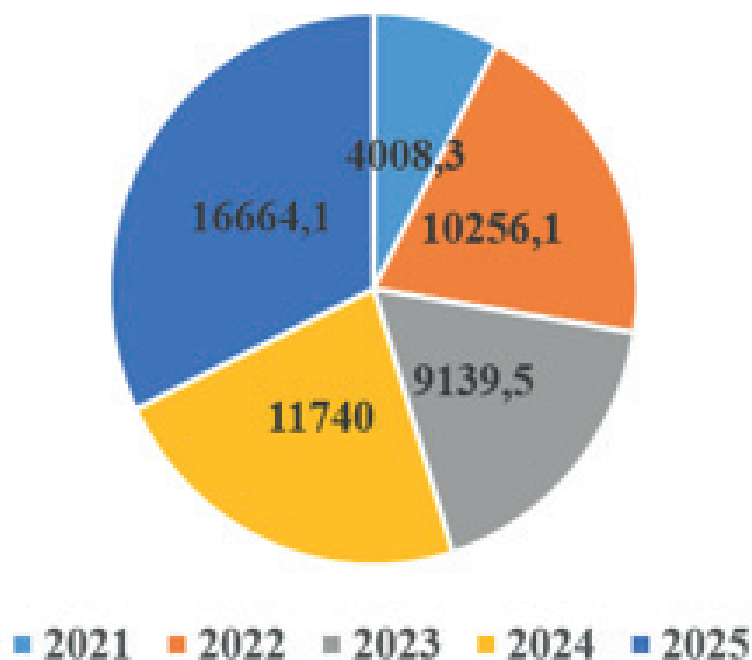


2.4.4. La collecte des déchets ménagers

Au sein des agences et au siège d'ASSILASSIME Solidarité et au-delà, auprès des bénéficiaires dans leurs activités, l'institution a organisée depuis 2021, la collecte des déchets, plastique, cartons, papier... en

partenariat avec Miawodo, qui les collecte et les recycle. De 2021 à 2025, l'évolution de KG de déchets collectés se présente comme suit.

KG de déchets collectés par an



3. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

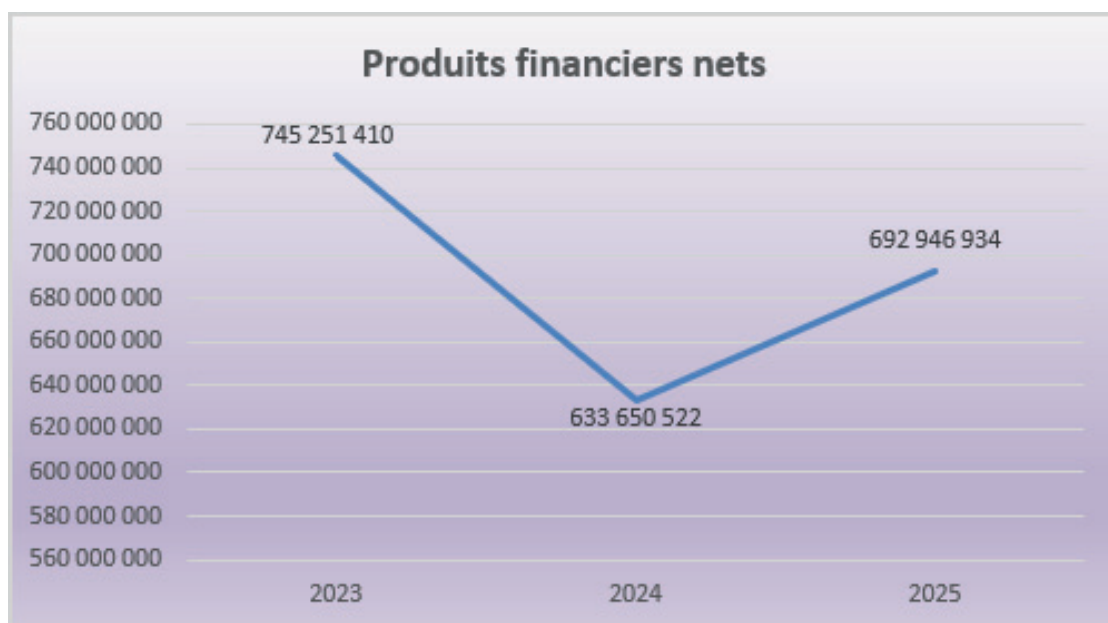
3.1. Analyse des soldes caractéristiques de gestions

La réalisation d'une analyse financière à la fin d'un exercice permet de connaître la performance et la rentabilité dudit exercice et ainsi de prendre des décisions de gestion pour l'exercice suivant afin d'améliorer et faire évoluer les performances de l'institution. Pour une bonne analyse financière, le reclassement des comptes par catégories est une étape importante. Ainsi, pour l'analyse de cette année 2025, une comparaison des soldes caractéristiques de gestion de l'exercice 2025 par rapport à ceux de l'année 2024 permettra de mieux étudier ces différents agrégats.

L'élément primordial à prendre en compte pour le début de cette analyse est la baisse enregistrée sur les produits des capitaux prêtés qui sont passés de 788 125 426 en 2024 à 833 243 466 en 2025. Nous notons une amélioration dans les activités de crédit avec un encours de crédit qui est passé de 3 953 497 270 en 2024 à 4 414 563 452 en 2025 soit une augmentation en valeur absolue de 461 066 182 FCFA.

L'évolution des frais financiers sur les capitaux empruntés a enregistré une régression. Cela se traduit à travers une diminution de plus de 10% et qui s'explique par des remboursements moins importants avec les coûts sur les capitaux empruntés de 89 556 212 en 2025 contre 99 554 595 en 2024. Le montant total des emprunts est passé de 1 610 209 458 en 2024 à 1 734 236 993 FCFA en 2025, soit une augmentation de plus de 7%.

L'augmentation des revenus des capitaux prêtés aux clients implique une progression par rapport à l'année précédente du Produit net financier qui est passé de 633 650 522 FCFA en 2024 à 692 946 934 en 2025, soit une progression en valeur absolue de 59 296 412 FCFA (9%). Ceci témoigne de l'amélioration des activités de l'institution. Le graphique suivant illustre cette tendance.



Graphique 1 : Évolution des produits financiers nets

Afin de déterminer la rentabilité de l'institution, l'appréciation de l'évolution du Produit Net Bancaire seul ne suffit pas, il faut aussi apprécier l'évolution des frais généraux.

Les frais généraux ont enregistré au cours de cet exercice 2025 une croissance d'environ 6% en passant de 735 534 350 en 2024 à 779 371 980 en 2025.

Cette augmentation des frais généraux s'explique par plusieurs facteurs à savoir :

- Une croissance des frais de personnel de plus de 6% dû au renforcement des différentes équipes
- Une augmentation de près de 5% des autres charges d'exploitation s'expliquant par l'augmentation des charges courantes de besoins en fourniture de

bureau, d'électricité, d'eau, de supports de gestion, d'assurance, les dotations aux amortissements des immobilisations, etc....

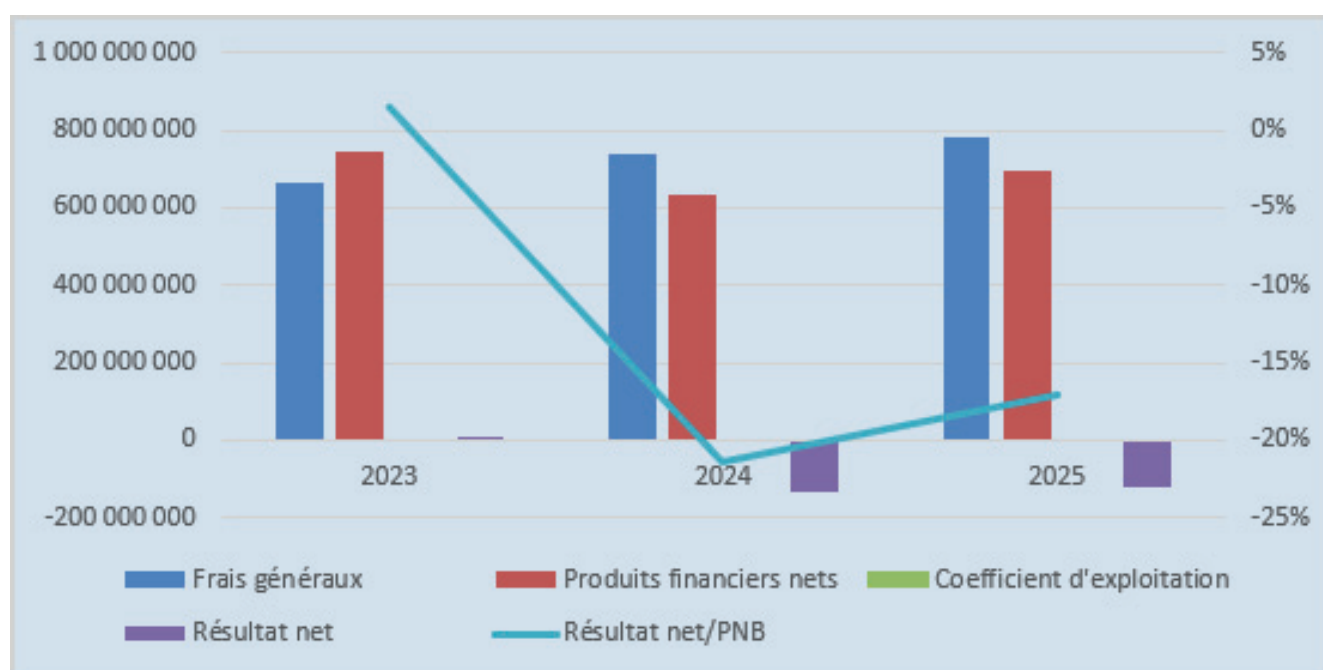
Pour une analyse plus approfondie, il convient de mettre aussi en évidence le coefficient d'exploitation qui est le rapport des frais généraux sur le PNB. Il permet de

mesurer le poids des charges dans la richesse créée par l'institution. Plus ce ratio est élevé, plus la richesse est perdue dans les dépenses de fonctionnement.

Éléments	2023	2024	2025
Frais généraux	666 057 097	735 534 350	779 371 980
Produits financiers nets	745 251 410	633 650 522	692 946 934
Coefficient d'exploitation	89%	116%	112%
Résultat net	11 275 049	-135 590 528	-118 531 396
Résultat net/PNB	2%	-21%	-17%

Le coefficient d'exploitation a connu une progression de 2024 à 2025 en passant de 116% à 112%. Ce qui s'explique par une amélioration dans l'évolution de la rentabilité de l'institution.

Les graphiques suivants illustrent l'évolution des frais généraux, du produit financier net, du coefficient d'exploitation de l'association ASSILASSIME Solidarité.



Graphique 2 : Évolution des frais généraux, produit net financier et du coefficient d'exploitation

3.2. Situation patrimoniale

Afin d'avoir une situation plus claire et pour une analyse complète de l'évolution de l'institution, un examen des grandes masses de la situation patrimoniale est nécessaire.

Ainsi l'évolution des grandes masses du bilan se présente comme suit :

Tableau 2 :

	2023	2024	2025
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	720 463 410	1 013 236 722	836 854 669
OPÉRATIONS AVEC LES MEMBRES, BÉNÉFICIAIRES OU CLIENTS	4 244 796 534	3 876 170 876	4 355 001 971
OPÉRATIONS SUR TITRES ET OPÉRATIONS DIVERSES	112 176 520	105 463 041	131 010 051
VALEURS IMMOBILISÉES	108 727 993	80 967 968	131 641 388
TOTAL ACTIF	4 932 166 582	5 186 164 457	5 454 508 079

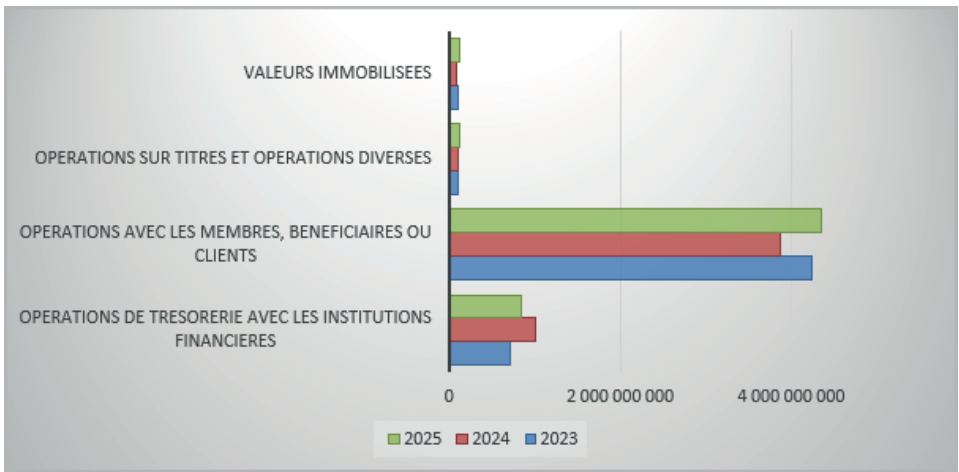
3.2.1. Analyse des éléments d’actif

Nous enregistrons pour l’exercice 2025 une progression du patrimoine d’ASSILASSIME Solidarité de 378 669 472 FCFA par rapport à l’exercice 2024. Ainsi les graphiques suivants vous présentent l’évolution des

différents agrégats de l’actif du bilan au cours des trois derniers exercices en fonction des années puis en fonction des grands postes du bilan.



Graphique 3 : Évolution de l’actif du bilan 2023-2025



Graphique 4 : Répartition de l’actif du bilan 2023-2025

- Au vu de ces deux graphiques, nous faisons les remarques suivantes :
- Une augmentation de l'actif du bilan de 378 669 472 FCFA par rapport à l'année précédente avec une progression des activités.
- Les opérations sur titres et opérations diverses avec une augmentation de la dette des débiteurs divers et autres créances en attente de 24%.
- Le poste opérations de trésorerie avec les institutions financières d'une valeur de 836 854 669 avec une diminution de 17% par rapport à l'exercice 2024 et représente de 15% de l'actif. Il est composé comme suit :
- Valeur en caisse : 54 045 574 FCFA qui constitue les disponibilités en caisse et au coffre au 31 décembre 2025
- Comptes de dépôts débiteurs : 480 462 058 FCFA constituent les soldes des différents comptes bancaires au 31 décembre 2025

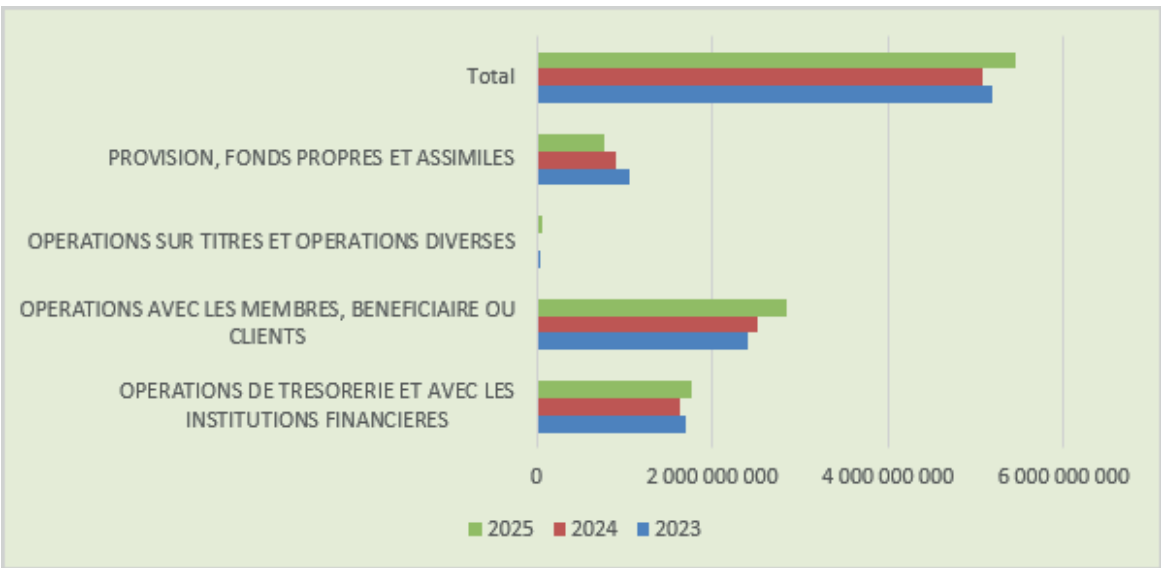
Le poste opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients représente 80% de l'actif total et se compose de l'encours net de crédit d'une valeur de 4 355 001 971 FCFA, dont des créances rattachées de 37 912 566 FCFA.

- Le poste opérations sur titre et opérations diverses d'une valeur 131 641 388 FCFA soit 2% du total actif dont :
 - Comptes de stock : 11 542 879 FCFA
 - Autres stocks : 60 800 FCFA
 - Débiteurs divers : 107 900 538 FCFA provisionnées pour 2 309 869
 - Comptes d'ordre et divers : 13 815 703 FCFA
- Le poste valeurs immobilisées d'une valeur de 131 641 388 FCFA soit 2% de l'actif total. Il représente la valeur nette des valeurs immobilisées au 31 décembre 2025.

3.2.2. Analyse des éléments du passif

Les postes du passif sont reclassés en quatre grandes masses comme suit :

ÉLÉMENTS	2023	2024	2025
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	1 708 098 059	1 623 599 330	1 756 367 006
OPÉRATIONS AVEC LES MEMBRES, BÉNÉFICIAIRES OU CLIENTS	2 394 510 968	2 524 543 231	2 855 711 385
OPÉRATIONS SUR TITRES ET OPÉRATIONS DIVERSES	31 621 800	22 890 758	68 880 956
PROVISION, FONDS PROPRES ET ASSIMILÉS	1 051 933 630	904 805 288	773 548 732
Total	5 186 164 457	5 075 838 607	5 454 508 079



Graphique 5 : Évolution du passif du bilan selon les grandes postes

Le poste opérations de trésorerie avec les institutions financières est composé des emprunts obtenus. Il représente plus de 32% du total passif et est décomposé comme suit :

Désignations	Montant
Emprunt microfinance Solidaire	655 957 000
Emprunt KIVA	440 325 949
Emprunt GCA	39 357 420
Emprunt LMDF	327 500 002
Emprunt BANCAETICA	46 741 975
Emprunt FEFISOL	78 714 840
Dettes rattachées	22 130 013
Emprunt Global Partnership	145 639 807
TOTAL	1 756 367 006

Nous assistons à une augmentation des emprunts de 32% par rapport à l'année 2024 soit 132 767 676 FCFA en valeur absolue due à la réception de nouveaux emprunts au cours de l'année 2025.

Les opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients pour 52% du total passif sont en augmentation de 13% par rapport à l'année 2024 et se décomposent comme suit :

- Dépôts à vue : Il s'agit de l'encours DAV d'une valeur de 1 242 341 812 FCFA
- Dépôts de garantie : il s'agit de l'encours des nantissements constitués d'une valeur de 1 304 463 325 FCFA
- Dépôts à terme : il s'agit des dépôts à terme constitués pour 302 253 400 FCFA
- Dettes rattachées : 6 652 848 FCFA

Les opérations sur titres et opérations diverses d'une valeur de 68 880 956 FCFA soit 1% du total passif. Ils sont en régression de 201% par rapport à 2024 et se décomposent comme suit :

- Crédoeurs divers : 57 013 764 FCFA
- Comptes d'ordre et divers : 11 867 192 FCFA

Les provisions, fonds propres et assimilés sont passés de 904 805 288 FCFA à 773 548 732 en 2025 soit 14%

du total passif avec une régression de 15%. Ils résultent de la somme des éléments suivants :

- Subvention d'investissement : 12 386 752 FCFA représente la valeur nette en subvention d'investissement après dépréciation des immobilisations
- Fond de crédit : 928 615 262 FCFA provient essentiellement des subventions reçues des bailleurs telque Don Boule de Neige (DBN) et Woies Planet Foundation (WPF) pour financer les activités de crédit.
- Les provisions pour charges de retraite pour 17 627 562 FCFA
- Autres provisions pour risques et charges : 19 730 118 représente la provision des congés non jouis du personnel et les provisions pour les débiteurs divers
- Réserve générale : 48 923 FCFA représente le montant total mis en réserve
- Fonds de dotation : 52 137 721 FCFA représente les fonds consacrés au décaissement des crédits miwoè dans le cadre du projet UE en partenariat avec Mivo Énergie
- Report à nouveau : -138 466 210 FCFA qui représente le montant net des déficits et excédents réalisés au cours des années antérieures.
- Résultat en instance d'approbation : -118 531 396 correspond au déficit de l'exercice 2025.

3.3. Analyse des indicateurs financiers et ratios prudentiels

Indicateurs financiers

Type de Ratio	Nom du Ratio	2024	2025	Norme	Commentaires
I- INDICATEURS DE QUALITÉ DU PORTEFEUILLE	Portefeuille classé à risque à 90 jours	7,04%	5,05%	<ou=3%	L'indicateur ne respecte pas la norme
	Taux de provisions pour créances en souffrance	48,50%	51,45%	>ou=40%	Le provisionnement respecte la norme
	Taux de perte sur créances	1,61%	1,60%	<2%	Les pertes sont maîtrisées
II- INDICATEURS D'EFFICACITÉ / PRODUCTIVITÉ	Ratio des charges de personnel	12,19%	12,83%	<10%	Les charges salariales sont trop élevées par rapport à la production de l'association, elles ont augmenté par rapport à 2024
	Charges d'exploitation rapportées au portefeuille de crédit	29,14%	29,41%	<ou =35%	La structure a dépensé plus de 29 FCFA en 2024 contre le même montant en 2025 pour la gestion de chaque 100 FCFA d'encours de crédit.
III- INDICATEURS DE RENTABILITÉ	Autosuffisance opérationnelle	87,22%	88,52%	>130%	La rentabilité de l'institution n'est pas atteinte, cependant elle a progressé légèrement par rapport à l'année 2024 en passant de 87,22% en 2024 à 88,52% en 2025
	Rendement sur actif	-3,03%	-2,59%	>3%	Pour chaque Franc d'actif engagé, il y a pratiquement un déficit d'exploitation de plus de 2 FCFA en 2025 contre un déficit de 3 FCFA en 2024
IV- INDICATEURS DE GESTION DU BILAN	Taux de rendement des actifs	17,54%	17,07%	>15%	Chaque Franc d'actif productif engagé génère environ près de 17 FCFA de produits d'intérêts et commissions en 2025 contre pratiquement près de 18 FCFA en 2024.
	Ratio de liquidité de l'actif	14,00%	15,30%	>5%	La liquidité est bonne, elle est de 15,30% en 2025 contre 14% en 2024
	Ratio de capitalisation	17,83%	14,18%	>15%	La capitalisation des ressources n'est pas bonne. Elle a régressé en passant de 17,83% en 2024 à 14,18% en 2025
	Rentabilité des fonds propres	-16,98%	-18,26%	>15%	La structure a perdu plus de 18 FCFA en 2025 contre une perte de près de 17 FCFA en 2024 pour chaque Franc de fonds propres engagé

3.4. Stratégie de financement

L'institution dépend essentiellement de 2 sources de financement qui sont l'épargne et les emprunts extérieurs. La mobilisation de l'épargne est encore insuffisante. Cependant l'institution dispose d'un bon effet de

levier lui permettant une mobilisation des ressources extérieures sous forme d'emprunts pour pouvoir accompagner les populations vulnérables. La situation des ressources financières se résume comme suit :

Ressources financières

Éléments	2023	2024	2025
Encours d'emprunt	1 697 950 662	1 610 209 458	1 734 236 993
Frais financiers/Emprunt	127 046 387	99 554 595	89 556 212
Encours d'épargne	2 392 066 468	2 512 447 831	2 849 058 537
Rémunération / Épargne	12 583 900	25 179 400	27 379 848

Au cours de l'année 2025, l'institution continue de maintenir la relation privilégiée qu'elle entretient depuis des années avec ses différents partenaires financiers. Ce qui a favorisé la réception des financements

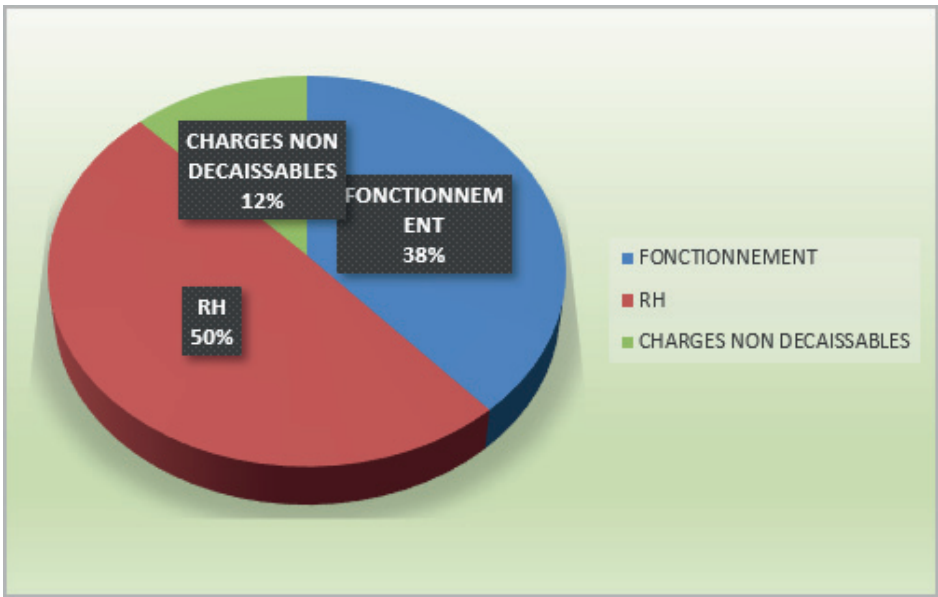
à travers les emprunts mobilisés de 1 068 952 703 en 2025 contre 335 035 589 en 2024 pour accompagner les bénéficiaires.

3.5. Gestion budgétaire en 2025

Le budget de l'association ASSILASSIME Solidarité se divise en 4 grandes parties : les dépenses pour le fonctionnement et les charges non décaissables, pour les ressources humaines, pour les investissements et pour les revenus. Il convient donc de faire le suivi définitif du budget afin de dégager les différents points de dépassement et de sous activités par rapport aux prévisions.

Ainsi, une analyse plus approfondie de la réalisation du budget à travers les postes budgétaires nous permettra de faire le bilan des réalisations budgétaires au cours de cette année 2025.

En illustration le réalisé décomposé par type de dépenses budgétaire :



Graphique 6 : Décomposition réalisée par type de charges

Les dépenses pour les ressources humaines représentent 50% de l'ensemble des charges engagées au cours de l'année 2025, pour le fonctionnement 38% et les charges non décaissables 12%.

Tableau 4 : Suivi budgétaire 2025

Fonctionnement

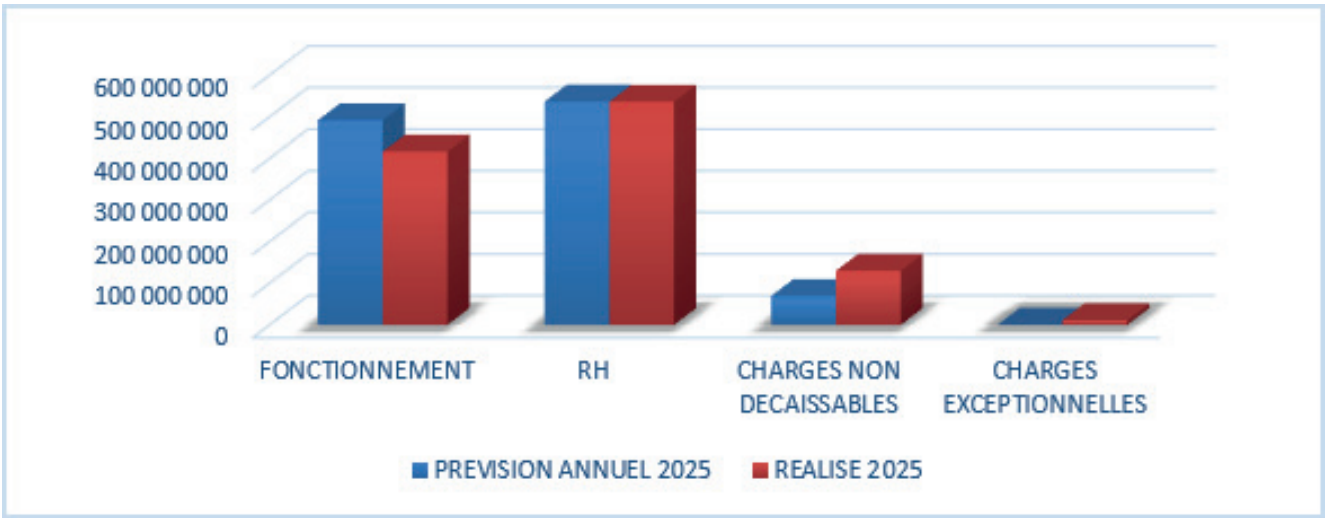
N°COMPTE	RUBRIQUES	PRÉVISION ANNUELLE	RÉALISÉE	ÉCART	Pourcentage (%)
60	CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIÈRE	198 229 959	161 763 923	36 466 036	82%
61	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	84 647 524	75 441 694	9 205 830	89%
621	SERVICES EXTÉRIEURS	91 398 158	68 346 455	23 051 703	75%
622	AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	111 722 752	104 799 567	6 923 185	94%
623	CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	6 129 401	6 339 690	-210 289	103%
69	IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS		1 683 918		
	TOTAL	492 127 794	416 483 329	75 644 465	85%

RH

Rubriques	PRÉVISION ANNUELLE	RÉALISÉE	ÉCART	POURCENTAGE (%)
CHARGES RH	536 809 798	536 643 226	166 572	100%

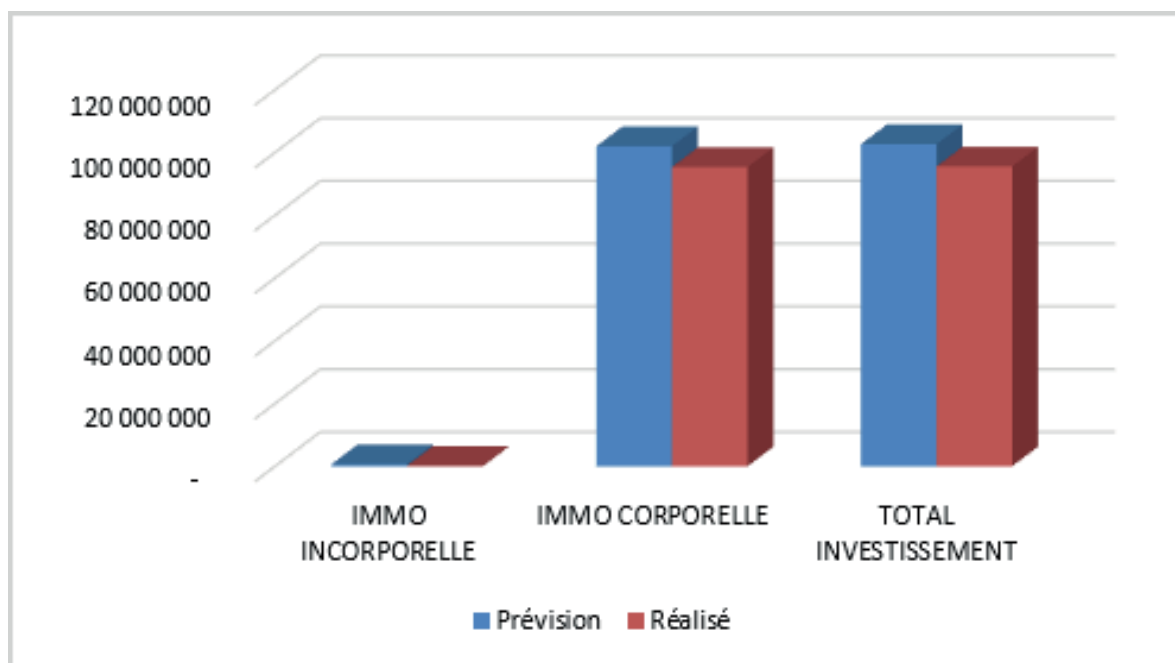
Investissement

RUBRIQUES	PRÉVISION	RÉALISÉ	ÉCART	POURCENTAGE (%)
Immobilisations incorporelles	672 000	200 000	472 000	30%
Immobilisations corporelles	101 957 506	95 321 554	6 635 952	93%
Total	102 629 506	95 521 554	7 107 952	93%



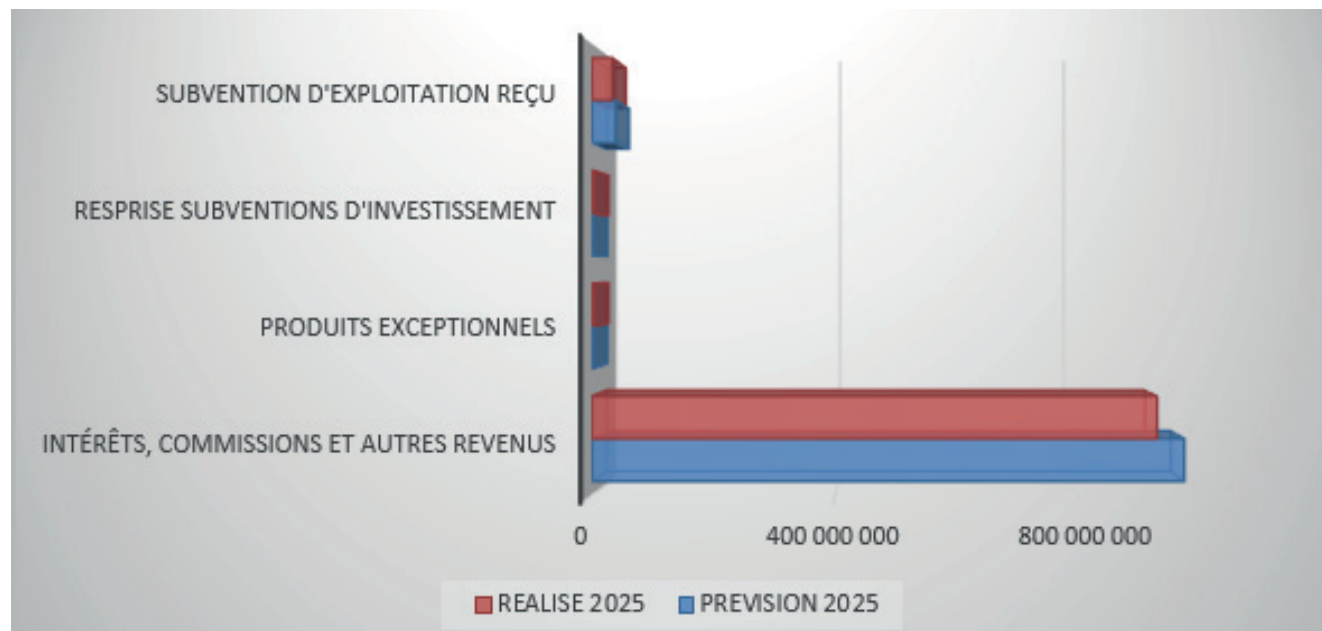
Graphique 7 : Réalisé budgétaire par type de charges

Avec l'analyse de l'exécution des charges nous notons que les charges de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de 85% et 100% pour les charges de ressources humaines. Le budget pris de façon globale enregistre un taux de réalisation de presque 100%.



Graphique 8 : Suivi des investissements

Les investissements ont été réalisés à hauteur de 93%.



Graphique 9 : Rapprochement produits d'exploitation prévisionnels/réalisés

Le revenu total d'exploitation encaissé pour l'exercice 2025 est de 929 944 657 contre une prévision de 974 634 659 soit un taux de réalisation de 95%. Il faut noter que les produits exceptionnels ont un taux de réalisation de 251% et les reprises de subvention

d'investissement pour 118%. Les subventions d'exploitation attendues ont été réalisées à hauteur de 93%.

4. ANALYSE DU PORTEFEUILLE

4.1. Activité de crédit

Sur la période 2022–2025, l'activité de crédit décrit une trajectoire en deux temps : un repli marqué en 2023–2024, puis un net rebond en 2025 qui ramène l'encours au-dessus de son point de

départ. Cette reprise s'accompagne, fait notable, d'une amélioration simultanée de la qualité du portefeuille.

4.1.1. Clientèle et emprunteurs actifs

Indicateur (au 31/12)	2022	2023	2024	2025
Clientèle	45 273	41 357	38 551	38 229
Variation annuelle	—	-8,65 %	-6,78 %	-0,84 %
Emprunteurs actifs	31 118	31 177	27 172	28 298
Variation annuelle	—	+0,19 %	-12,85 %	+4,14 %

La clientèle inscrite poursuit son érosion, mais à un rythme désormais quasi nul (-0,84 % en 2025), après un recul cumulé de 15,6 % depuis 2022. À l'inverse, le nombre d'emprunteurs actifs se redresse de 4,14 % pour s'établir à 28 298, traduisant une réactivation des

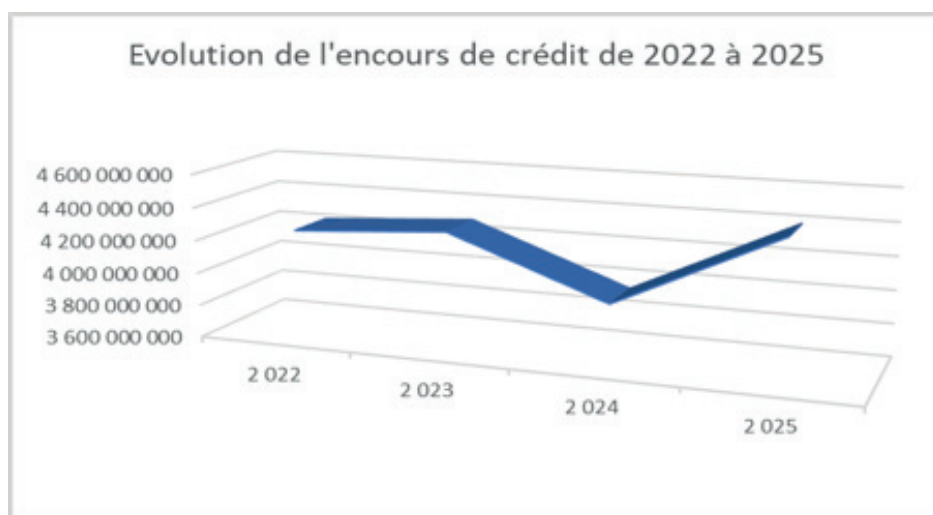
bénéficiaires en sommeil et une meilleure conversion de la clientèle en emprunteurs. L'encours moyen par emprunteur actif progresse de 145 500 à 156 000 FCFA, signe d'un approfondissement des montants financés.

4.1.2. Encours brut de crédit

Encours brut (FCFA)	2022	2023	2024	2025
Encours au 31/12	4 238 526 403	4 300 434 716	3 953 497 272	4 414 563 452
Variation annuelle	—	+1,46 %	-8,07 %	+11,66 %

L'encours brut s'établit à 4,41 milliards de FCFA, en hausse de 11,66 % sur un an. Après le creux de 2024 (-8,07 %), la reprise efface la contraction et porte l'encours à son plus haut niveau de la période. Hormis

Adidogomé et Sanguéra, deux agences orientées prioritairement vers le recouvrement depuis 2023, l'ensemble des agences contribue à cette progression.



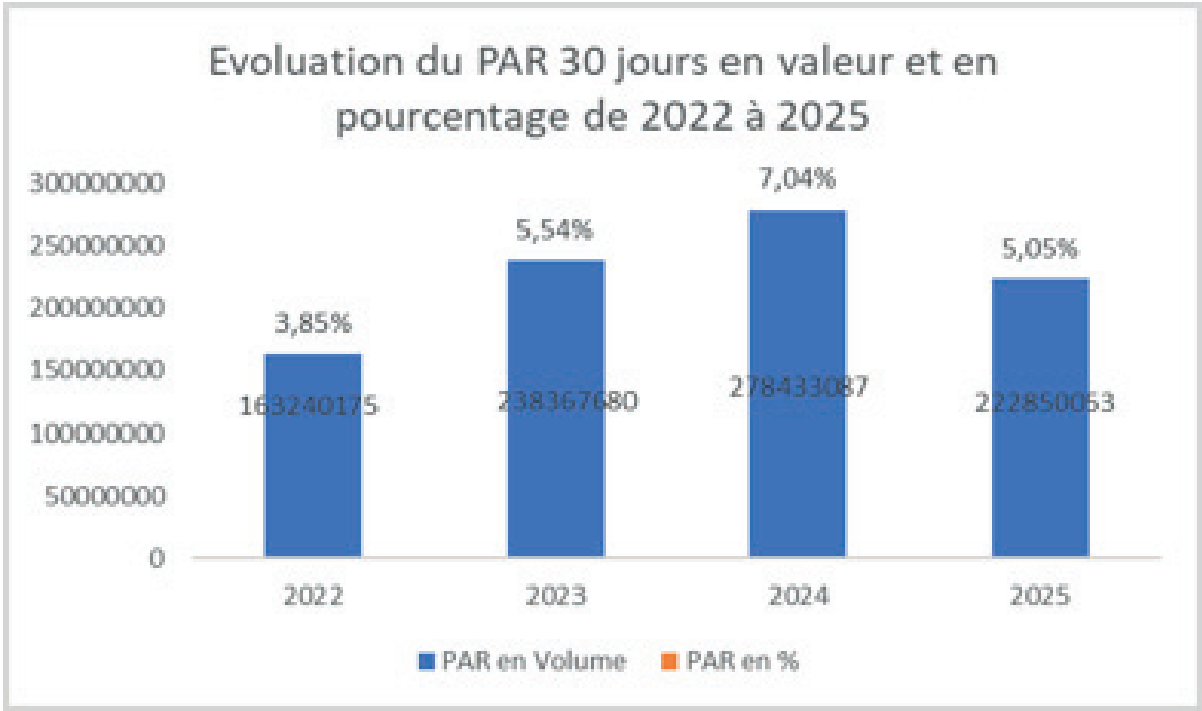
4.1.3. Évolution du portefeuille (portefeuille à risque)

Le portefeuille à risque (PAR) recule sur les trois indicateurs d’appréciation (1 jour, 30 jours et 90 jours) de retard en 2025, inversant ainsi la dégradation observée entre 2022 et 2024

Portefeuille à risque	2022	2023	2024	2025
PAR 1 jour en volume	371 275 755	514 495 798	483 519 657	390 097 643
PAR 1 jour en taux	8,76 %	11,96 %	12,23 %	8,84 %
PAR 30 jours en volume	163 240 175	238 367 680	278 433 087	222 850 053
PAR 30 jours en taux	3,85 %	5,54 %	7,04 %	5,05 %
PAR 90 jours en volume	109 672 715	190 583 945	232 534 492	189 402 418
PAR 90 jours en taux	2,59 %	4,43 %	5,88 %	4,29 %

- Le PAR 1 jour revient à 8,84 % (–3,39 points), retrouvant son niveau de 2022.

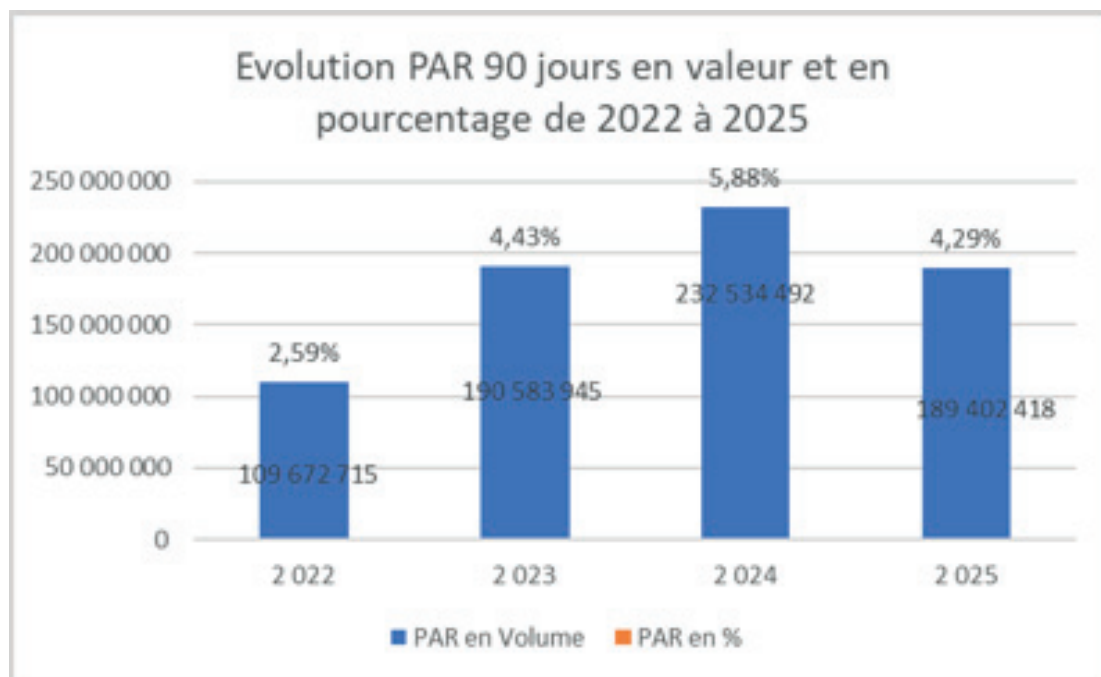
– Le PAR 30 jours se replie à 5,05 % (–1,99 point), au plus près de la norme prudentielle de 5 %. Tel que l’illustre le graphique ci-dessous.



La dégradation du PAR 30 jours a pris de l’ampleur depuis 2022. De plus de 163 millions d’impayés en 2022, les impayés sont passés à plus 278 millions en 2024 avant de connaître une diminution de près de

55,6 millions en 2025. Au 31 décembre 2025 il est de 5,05% contre une norme 5%.

Le PAR 90 jours, illustré ci-dessous, présente les mêmes tendances d’évolution que le PAR 30 jours.



La norme à respecter selon l'exigence de l'UEMOA pour la catégorie des impayés de 90 jours est 3% maximum, cependant depuis 2023, le PAR en pourcentage a été au-dessus de la norme. On constate une forte dégradation du PAR en valeur en 2022 et 2025. Il passe de 109 millions en 2022 à 189 millions en 2025. Comparativement au niveau du PAR en valeur de 2023

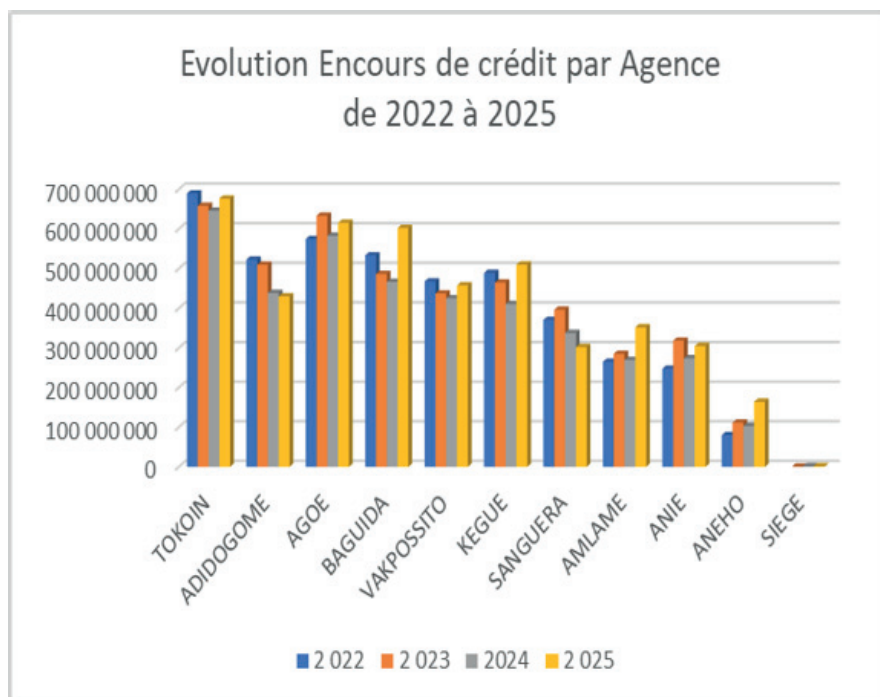
et de 2024, nous pouvons dire qu'il y a une tendance à la stabilisation du PAR en 2025.

L'amélioration concomitante de l'encours et de la qualité du portefeuille atteste de l'efficacité des dispositifs de recouvrement renforcés en cours d'exercice.

4.1.3.1. Évolution de l'encours de crédit par agence

Tableau N° 6 : Évolution encours de crédit de 2022 à 2025

Années	2 022	2 023	2024	2 025
TOKOIN	689 416 098	658 413 295	646 253 045	676 467 475
ADIDOGOME	522 541 580	509 798 783	438 628 042	430 027 533
AGOE	574 475 085	633 330 690	582 867 325	615 462 400
BAGUIDA	533 261 490	486 469 560	466 458 990	602 404 210
VAKPOSSITO	467 358 080	437 237 100	424 961 705	457 386 510
KEGUE	488 901 295	464 649 193	410 599 730	510 140 914
SANGUERA	370 631 275	396 160 915	337 550 400	302 021 235
AMLAME	264 905 160	284 737 245	269 572 655	351 768 290
ANIE	247 285 065	318 312 980	273 712 145	304 839 410
ANEHO	79 751 275	111 324 955	102 893 235	164 045 475
TOTAL	4 238 526 403	4 300 434 716	3 953 497 272	4 414 563 452



Les agences ont connu une petite croissance des encours de crédits entre 2022 et 2023 avant un ralentissement en 2023. L'encours de crédit en 2025 a augmenté par rapport à son niveau de 2024, Excepté les

agences de Adidogomé et de Sanguera, toutes les autres agences ont enregistré une augmentation de leur encours de crédit en 2025.

4.1.3.2. Évolution du PAR en volume à 1 jour par agence

Tableau N° 7 : Évolution PAR 1 jour en volume de 2022 à 2025

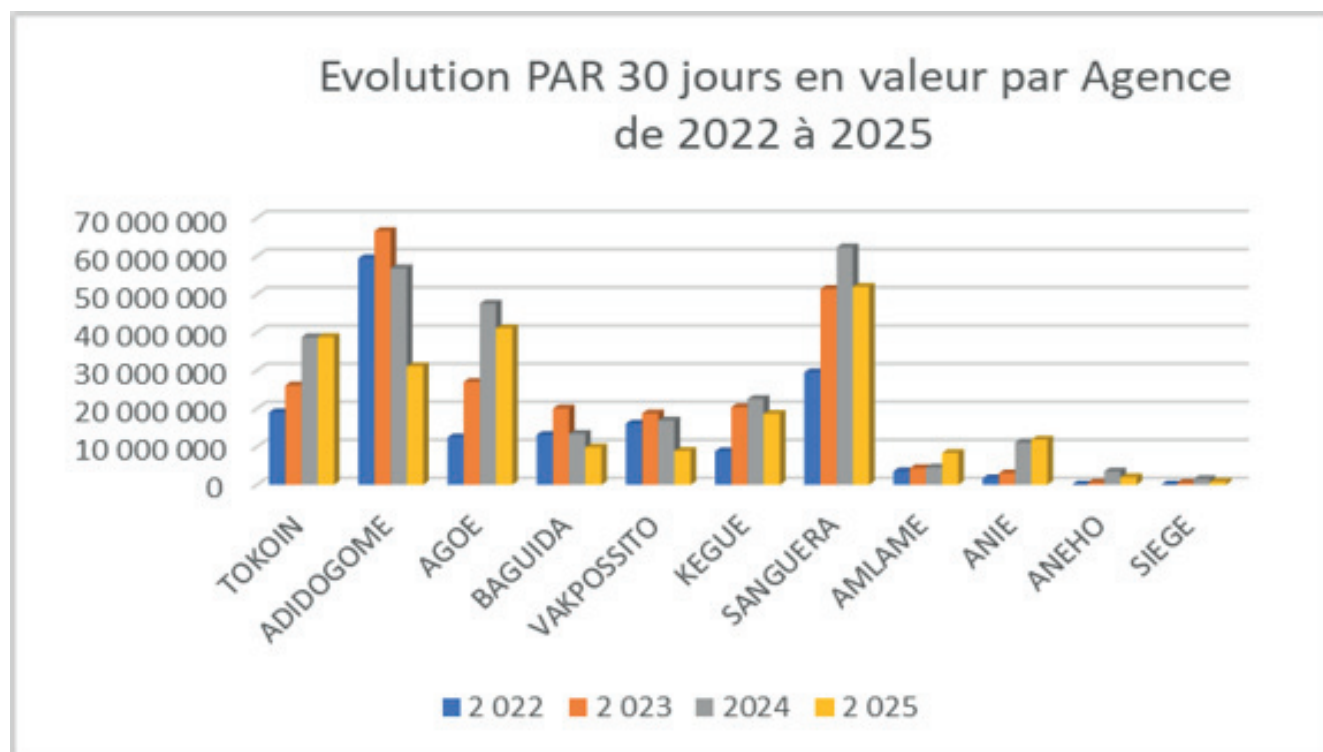
	2 022	2 023	2024	2 025
TOKOIN	64 665 505	66 656 845	75 272 845	64 222 285
ADIDOGOME	91 374 295	100 767 875	89 249 352	37 324 463
AGOE	37 967 395	82 888 010	62 460 145	50 454 340
BAGUIDA	40 532 415	46 557 765	21 468 595	16 206 370
VAKPOSSITO	26 947 200	22 919 850	21 746 895	17 215 280
KEGUE	27 268 815	41 797 193	52 715 905	41 648 285
SANGUERA	49 852 525	100 516 855	93 291 165	68 454 800
AMLAME	4 387 500	6 059 335	9 049 790	25 318 335
ANIE	28 196 205	35 936 175	45 311 050	61 977 830
ANEHO	83 900	9 892 895	11 304 315	5 851 390
SIÈGE		503 000	1 649 600	1 424 265
TOTAL	371 275 755	514 495 798	483 519 657	390 097 643

Le PAR 1 jour en volume a évolué de 371 millions en 2022 à 390 millions en 2025. Cinq agences ont fortement contribué à cette dégradation. Il s'agit principalement des agences de Adidogomé, de Agoè, de Sanguera, de Anié et de Tokoin.

4.1.3.3. Évolution du PAR à 30 jours par agence

Tableau N° 8 : PAR 30 JOURS

	2 022	2 023	2024	2 025
TOKOIN	18 986 475	26 063 625	38 694 640	38 742 300
ADIDOGOME	59 378 680	66 580 197	56 786 417	31 059 743
AGOE	12 368 505	26 960 555	47 500 105	41 067 925
BAGUIDA	13 047 585	19 985 430	13 350 085	9 774 660
VAKPOSSITO	15 996 300	18 674 600	16 849 295	8 875 930
KEGUE	8 763 705	20 325 188	22 464 735	18 594 290
SANGUERA	29 491 275	51 382 020	62 274 305	51 916 100
AMLAME	3 525 400	4 324 015	4 506 540	8 304 350
ANIE	1 682 250	2 996 450	11 041 450	11 821 500
ANEHO	0	572 600	3 490 715	1 938 490
SIÈGE	0	503 000	1 474 800	754 765
TOTAL	163 240 175	238 367 680	278 433 087	222 850 053

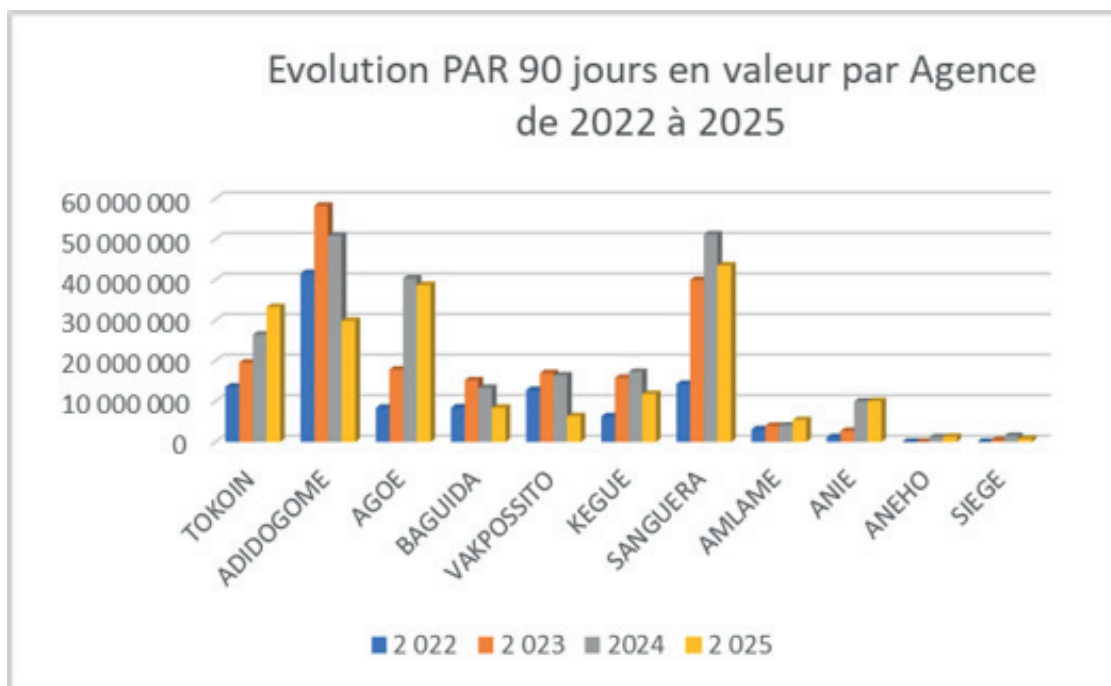


Le PAR 30 jours présente les mêmes tendances d'évolution que le PAR 1 jour. Après analyse, les agences qui ont contribué à la dégradation du PAR 1 jour sont celles qui dégradent aussi le PAR 30 jours.

4.1.3.4. Évolution du PAR à 90 jours par agence

Tableau N° 9 : PAR 90 JOURS

	2 022	2 023	2024	2 025
TOKOIN	13 601 665	19 549 350	26 452 775	33 256 050
ADIDOGOME	41 637 740	58 231 497	50 867 777	29 868 293
AGOE	8 390 795	17 839 735	40 357 445	38 699 180
BAGUIDA	8 460 285	15 195 690	13 350 085	8 418 110
VAKPOSSITO	12 776 000	16 943 400	16 397 995	6 371 430
KEGUE	6 284 355	15 783 538	17 277 905	11 819 630
SANGUERA	14 254 425	39 946 020	51 191 635	43 516 320
AMLAME	3 122 600	3 957 265	4 023 490	5 378 650
ANIE	1 144 850	2 685 350	9 979 450	10 070 600
ANEHO	0	0	1 161 135	1 249 390
SIÈGE	0	452 100	1 474 800	754 765
TOTAL	109 672 715	190 583 945	232 534 492	189 402 418



Le PAR 90 jours présente les mêmes tendances d'évolution que le PAR 30 jours.

4.1.4. L'encours de crédit par région

Le portefeuille demeure concentré sur la région Maritime et le Grand Lomé (85 % de l'encours), mais

la dynamique des Plateaux se poursuit : leur part passe de 12 % en 2022 à 14,9 % en 2025.

Encours par région (FCFA)	2022	2023	2024	2025
Maritime & Grand Lomé	3 726 336 178	3 697 384 491	3 410 212 472	3 757 955 752
Plateaux	512 190 225	603 050 225	543 284 800	656 607 700
Total	4 238 526 403	4 300 434 716	3 953 497 272	4 414 563 452

À l'échelle des dix agences, Tokoin (676 M), Agoè (615 M), Baguida (602 M) et Kégué (510 M) portent les encours les plus élevés en 2025. Baguida et Amlamé signent les plus fortes progressions annuelles. La concentration du risque reste toutefois identifiée :

Adidogomé, Agoè, Sanguéra, Anié et Tokoin demeurent les principaux contributeurs au PAR, ce qui justifie le maintien d'un suivi rapproché et de plans de recouvrement ciblés.

4.1.5. Évolution des crédits octroyés (décaissements)

Décaissements (FCFA)	2022	2023	2024	2025
Total octroyé	10 116 608 500	9 567 650 200	8 469 200 730	9 243 203 220
Variation annuelle	+10,79 %	-5,43 %	-11,48 %	+9,14 %

Les décaissements atteignent 9,24 milliards de FCFA, en progression de 9,14 % après deux exercices de baisse. Le volume octroyé demeure cependant inférieur

au pic de 2022 (10,12 milliards), ce qui dessine une marge de reconquête pour les exercices suivants.

4.1.5.1. Évolution du taux de fidélisation

Le taux de fidélisation s'établit à 79,4 % en 2025 (+5,4 points), au plus haut de la période 2022–2025. Cette amélioration, conjuguée à la hausse des emprunteurs

actifs, confirme un meilleur taux de renouvellement des crédits et la qualité de la relation client.

4.1.5.2. Situation des crédits virés en perte

Crédits virés en perte (FCFA)	2022	2023	2024	2025
Dossiers radiés dans l'année	134	138	640	783
Solde en début d'année	15 310 093	31 182 848	51 456 412	113 813 119
Montant viré dans l'année	16 080 040	20 727 014	63 577 400	70 447 223
Recouvrement sur pertes	207 285	453 450	1 220 693	3 423 874
Solde en fin d'année	31 182 848	51 456 412	113 813 119	180 833 118

En dépit de l'amélioration du PAR, le stock de créances passées en perte poursuit sa montée : le solde en fin d'exercice atteint 140 531 922 FCFA, soit un facteur par rapport à 2022, et le nombre de dossiers radiés bon-dit de 640 à 783. Les principaux motifs demeurent les décès et les disparitions de bénéficiaires, tandis que les recouvrements sur pertes, bien qu'en nette hausse (3,4 M FCFA), restent faibles au regard des montants

concernés. Les mécanismes de garantie en vigueur ne couvrent que partiellement cette exposition.

Aucun rééchelonnement de crédit n'a été pratiqué en 2025 ; des négociations souples au cas par cas ont été privilégiées avec les bénéficiaires en difficulté.

4.2. Activité d'épargne

L'épargne enregistre la meilleure performance de la période, portée par les dépôts à vue et l'apport du nouveau Plan Épargne Projet.

Épargne par produit (FCFA)	2022	2023	2024	2025
Dépôt à vue	1 063 161 608	1 061 213 670	983 857 353	1 196 542 360
Épargne tontine	12 671 718	49 734 280	9 879 096	5 359 052
Plan Épargne Projet (PEP)	—	—	—	40 440 400
Dépôt à terme (DAT)	—	2 403 000	300 503 000	302 253 400
Dépôts de garantie reçus	1 269 699 557	1 281 118 518	1 218 208 382	1 304 463 325
Total	2 345 532 883	2 394 469 468	2 512 447 831	2 849 058 537
Variation annuelle	—	+2,09 %	+4,93 %	+13,40 %

L'encours d'épargne atteint 2,85 milliards de FCFA, en progression de 13,40 %, sa plus forte hausse depuis 2022. Sa structure au 31 décembre 2025 se répartit entre les dépôts de garantie (46 %), les dépôts à vue (42

%), les dépôts à terme (11 %) et le PEP (1 %). Lancé en 2025, ce dernier produit confirme rapidement sa pertinence avec un encours de 40,4 M FCFA et prend le relais de la tontine.

4.3. Quels changements majeurs au sein de la direction des opérations en 2025 ?

- Création d'une cellule dédiée au recouvrement, levier direct de l'amélioration généralisée du PAR.
- Lancement du crédit individuel « Miayinko », ouvert aux anciens bénéficiaires de quatre cycles et aux nouveaux souscripteurs du PEP.
- Recrutement d'un second animateur référent, renforçant l'encadrement opérationnel du réseau.
- Relèvement des frais de gestion à 1,8 % du montant octroyé, appliqué au 4^e trimestre 2025.



5. STRATÉGIE ENVIRONNEMENTALE

ASSILASSIME Solidarité, a formalisé en 2022 une stratégie environnementale (2022 – 2026) plaçant l'adaptation au changement climatique au cœur de son action, aux côtés de ses objectifs sociaux et économiques. Élaborée à la suite d'évaluations Green Index (SPI4) et de l'appui de la Fondation Grameen Crédit Agricole et d'Entrepreneurs du Monde, elle s'inscrit dans l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris. Pour nous et nos bénéficiaires, l'enjeu est l'adaptation et la résilience face à des risques majeurs tels que la baisse de la productivité agricole, déforestation, pollutions liées à la cuisson au charbon, l'usage des produits chimiques et la gestion des déchets plastiques.

Nous avons décliné notre stratégie en 4 objectifs comme suit ;

Tableau 1 — Objectifs stratégiques et domaines de résultats

Objectif stratégique	Domaines de résultats clés
OS 1 — Être une référence de la microfinance en matière de protection de l'environnement.	Amélioration de la performance environnementale (score Green) et renforcement du positionnement en microfinance verte inclusive.
OS 2 — Gérer les risques environnementaux internes.	Réduction de la production de déchets plastiques et de la consommation d'énergie et de papier au sein de l'institution.
OS 3 — Gérer les risques environnementaux externes.	Réduction de la part de bénéficiaires à impact négatif ; formation des bénéficiaires du Crédit Agricole aux pratiques résilientes ; conversion au stockage biologique ; reconversion des vendeurs de charbon de bois ; recul des emballages plastiques chez les commerçants et restaurateurs.
OS 4 — Promouvoir des solutions écologiques et résilientes.	Accès des bénéficiaires à des sources d'énergie plus saines ; implication des groupes dans la collecte des déchets plastiques.

Si certaines actions ont déjà été préalablement lancées, collecte des déchets plastiques et équipement photovoltaïque des agences, stockage biologique, reconversion des activités liées au charbon, digitalisation de nos activités pour réduire la consommation de papier, la pratique agroécologie, ...) ; 2025 a vu quatre actions phares pour réduire l'empreinte environnementale des activités internes être mis en place :

- Un guide pratique sur les éco-gestes (consommation d'eau, d'énergie, production de déchets) et un module de sensibilisation à destination du personnel ont été élaborés ;
- Trois fiches de suivi mensuel ont été mises en place : consommation d'eau, d'électricité et de carburant par agence et au siège ;
- Le partenariat avec Miawodo (collecte et recyclage des déchets plastiques) démarrée en 2021 avec 2025 marque une progression constante depuis le lancement du dispositif ;
- Deux filtres à eau ont été installés au siège et à l'agence de Tokoin dans le cadre de la suppression progressive des sachets d'eau. Une étude de salinité

de l'eau de forage du siège est en cours avant extension à d'autres agences.

Et vers l'extérieur les actions conduites en milieu rural (agences d'Amlamé et Anié) visent à réduire l'exposition du portefeuille aux risques agro-environnementaux et à accompagner la transition vers des pratiques résilientes :

- Un outil d'évaluation de l'exposition du portefeuille de crédit aux risques environnementaux a été conçu (avec le soutien de la Fondation Grameen Crédit Agricole) ; il sera opérationnel dans les prochains exercices ;
- Trois modules de formation ont été élaborés : importance des forêts, dangers de la déforestation et bonnes pratiques de reconversion, auxquels s'ajoutent deux vidéos de sensibilisation diffusées dans les agences équipées de télévisions ;
- Mille cinq cent quarante-quatre (1 544) agriculteurs ont été formés à la préparation de pesticides naturels lors des formations du plan agro (juillet-août 2025) ;
- Cent quatre-vingt-trois (183) sessions d'écoles aux champs ont été animées par deux Conseillers Techniques Agricoles (CTA) à Anié et Amou-Oblo,

mobilisant 3 682 participations, niveau le plus élevé sur trois exercices

- Plus de mille (1 000) visites d'exploitation combinées (447 à Amlamé, 568 à Anié) ont été effectuées en 2025, permettant une analyse terrain des

pratiques culturelles et l'identification de solutions basées sur la nature.

2026 est l'année décisive, et l'institution reste mobilisée pour l'atteinte des objectifs fixés dans son plan stratégique.



6. ACTIVITÉS DU SERVICE RESSOURCES HUMAINES

6.1. Gestion des ressources humaines



L'amélioration des conditions de travail du personnel est restée la priorité des administrateurs et de la direction ; le dialogue social s'est renforcé avec les représentants du personnel par des réunions mensuelles avec la direction exécutive, impliquant les administrateurs à qui des comptes rendus périodiques sont envoyés.

La première réunion avec le personnel à l'entame de l'année 2025 avait permis de présenter le bilan de l'année précédente et de communiquer les objectifs à relever au cours de l'année 2025 ; l'ensemble du personnel a ainsi pris la mesure des engagements et des défis et une mobilisation s'est ressentie autour de la direction exécutive pour aller vers plus de performance économique.

Le renforcement des capacités, l'amélioration continue du cadre de travail, le renforcement de la culture d'entreprise et la cohésion des équipes ont été recherchés tout le long de l'année 2025. Des reconnaissances aux plus méritants, les primes et diplômes aux personnels les plus anciens ont permis de consolider l'appartenance de tout un chacun à ce creuset social qu'est ASSILASSIME Solidarité. Il y a eu des départs, parmi les plus méritants, mais les nouveaux qui ont rejoint l'effectif nous ont permis de ne point sentir le vide de par leurs implications et leurs intégrations au sein de l'institution. ASSILASSIME Solidarité dispose d'un joyau, son personnel, dynamique et professionnel, grâce à qui nous avons l'assurance d'assurer notre mission et de mieux servir les plus démunis, notre cible.

6.2. Les indicateurs clés en 2025

Tableau de synthèse des indicateurs clés 2025

156 Effectif total	42% Taux de féminisation	12% Taux de turn-over	79% Contrats CDI
27 Mouvements internes	20 Embauches 2025	16 Départs 2025	9+ Formations dispensées

Le tableau ci-dessus présente les principaux indicateurs d’ASSILASSIME Solidarité au titre de l’exercice 2025. Ces données seront analysées plus en détail afin d’apprécier l’évolution des effectifs, la qualité

de leur gestion ainsi que l’importance accordée par l’institution à son capital humain, moteur essentiel de son développement.

6.2.1. Évolution et structure de l’emploi

Évolution des effectifs

Les effectifs ont connu une progression globale de +13,9% sur la période 2022-2025, portés par une phase d’expansion 2022-2023 (+20,4%) suivie d’une

consolidation. L’effectif 2025 (156 salariés) demeure supérieur de 19 personnes à celui de 2022, témoignant d’une croissance nette maîtrisée.

Année	Tendance	Variation
2022	Référence	Base 100
2023	Pic d'effectif	+20,4%
2024	Ajustement	Légère baisse
2025	156 salariés	+13,9% vs 2022

Structure contractuelle

79% des salariés sont en CDI — signal fort de stabilisation des équipes et de fidélisation des talents.

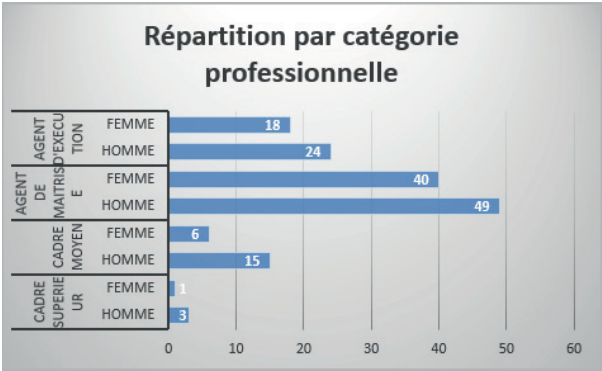
Type de contrat	Part	Analyse
CDI	79%	Ancrage de la stabilité RH
CDD	21%	Flexibilité opérationnelle (postes terrain en période test)
Stagiaires	2%	Faible recours à l'alternance

Répartition par département

L’organisation est fortement orientée vers l’activité opérationnelle, conformément à sa mission sociale.

Département	Part	Commentaire
Opérations (terrain)	67%	Cœur de métier — crédit, accompagnement
Finance & Administratif	26%	Ratio de support significatif
Direction & services rattachés	6%	Structure de gouvernance légère et efficiente

Répartition par catégorie professionnelle



Les effectifs sont répartis en quatre catégories professionnelles, avec une surreprésentation masculine dans l'ensemble des catégories et une concentration des effectifs chez les agents d'exécution et de maîtrise

avec une bonne mixité dans ces deux catégories. La féminisation est en baisse lorsqu'on évolue vers le niveau hiérarchique.

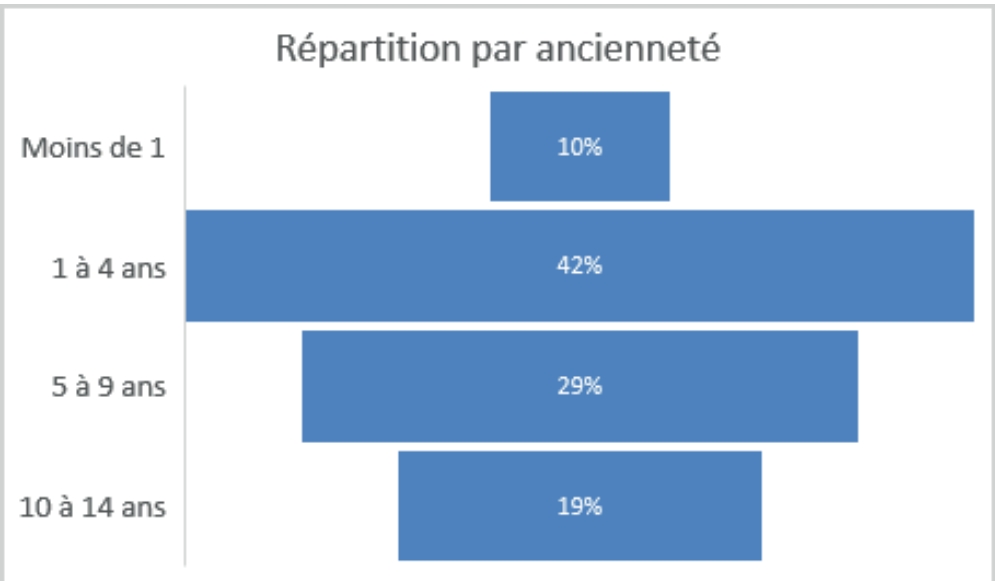
Pyramide des âges et ancienneté

La population est jeune et en plein cœur de carrière. La tranche 30-39 ans concentre 51% des effectifs, soit une main-d'œuvre productive et expérimentée. Les moins

de 30 ans représentent 13%, ce qui interroge sur l'attractivité auprès des jeunes diplômés.

Tranche d'âge	Part & Analyse
20-29 ans	13% — renouvellement générationnel à stimuler
30-39 ans	51% — noyau dur opérationnel
40-49 ans	31% — expertise confirmée
50 ans et plus	5% — départs prévisibles à anticiper

Répartition par ancienneté



En matière d’ancienneté, 48% des salariés ont plus de 5 ans de présence, assurant mémoire organisationnelle et continuité. Les collaborateurs entre 1 et 4 ans (42%) constituent un vivier à fidéliser. Le renouvellement modéré (10% d’arrivées de moins d’un an) confirme un rythme de recrutement maîtrisé.

La force de l’institution reste la stabilité opérationnelle grâce aux noyaux durs des 30 – 49 ans ; ceci implique cependant des besoins en gestion de carrière pour leur fidélisation de même qu’un risque de vieillissement si l’embauche de jeunes (13% de 20 – 29 ans) n’évolue pas plus vite.



6.2.2. Recrutements et départs

Embauches 2025 : 20 recrutements

Le recrutement 2025 est majoritairement axé sur les contrats courts (95% de CDD), correspondant aux postes d’animateurs de terrain, caissiers et gestionnaires

PEP, des profils soumis à une période probatoire avant titularisation en CDI.

Type de contrat	Embauches 2025
CDI	1 embauche (5%)
CDD	19 embauches (95%)
Total	20 recrutements

Départs 2025 : 16 sorties

Motif de départ	Nombre
Licenciement	6 (37,5%)
Fin de contrat non renouvelé	5 (31,25%)
Démission	3 (18,75%)
Abandon de poste	1 (6,25%)
Retraite	1 (6,25%)
TOTAL	16 départs

Turn-over : 12% — en nette amélioration

Le taux de turn-over a diminué de 23% (2023) à 12% (2025), soit une réduction de moitié en deux ans. Ce taux s'inscrit dans la fourchette saine pour une

institution de cette taille et traduit une meilleure fidélisation des collaborateurs.

6.2.3. Mobilité interne

27 mouvements internes ont été enregistrés en 2025, illustrant une organisation qui valorise l'évolution interne de ses talents.

Type de mouvement	Nombre (%)
Affectations / mutations	19 (70%)
Promotions internes	6 (22%)
Créations de poste	2 (8%)
TOTAL	27 mouvements

6.3. Développement des compétences

L'année 2025 a été marquée par des programmes de formation couvrant des domaines stratégiques et réglementaires :

- Métier / Certification : 3 animateurs et 1 assistant RA formés au diplôme de conseiller commercial en microfinance
- Audit & Risques : renforcement du responsable audit sur les normes internationales et la gestion des risques
- Conformité LBC/FT : formation des responsables sur le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux
- Relation client : formation du personnel de terrain sur le mécanisme de gestion des réclamations
- Genre & Égalité : sensibilisation des responsables à la notion de genre en milieu professionnel
- Leadership & Valeurs : atelier CODIR sur les attitudes et comportements de leadership
- Recouvrement : formation de la cellule recouvrement sur les pratiques et infractions à éviter
- Management bienveillant : formation sur l'attitude managériale, le respect et la bienveillance au travail
- Comptabilité & Reporting : formation de comptables sur la gestion financière et le reporting efficace

6.4. Hygiène, santé et sécurité au travail

L'année 2025 a permis :

- Évaluation des risques professionnels conduite dans l'ensemble des agences
- Séance de sensibilisation du personnel sur les troubles musculosquelettiques (18 août 2025)
- Suivi médical assuré par le médecin du travail : consultations, prévention et suivi des affections

6.5. Dialogue social et vie institutionnelle

Les délégués du personnel ont assuré pleinement leur mission : tenue régulière des réunions avec la Direction Exécutive, tournée d'échange et collecte des doléances dans toutes les agences, et transmission formelle des revendications. Le dispositif de dialogue social est fonctionnel et actif.

La mutuelle interne ENTRAIDE PLUS a apporté un soutien financier aux salariés lors d'événements familiaux (mariage, naissance, décès, retraite), renforçant la cohésion sociale et l'attractivité de l'institution comme employeur.

6.6. Perspectives RH 2026

Les priorités RH identifiées pour l'exercice 2026 sont les suivantes :

- Gouvernance RH : mise en place des procédures d'affectation, charte anti-discrimination et développement de la marque employeur
- Intégration des nouvelles recrues : programme structuré incluant une immersion terrain obligatoire de 48h auprès des bénéficiaires
- Santé & Sécurité : relance du CSST, suivi des recommandations 2025, séances de sensibilisation programmées
- Plan de carrière : instauration d'une mobilité interne bienveillante et structurée
- Formation continue : renforcement du plan de développement des compétences
- Bien-être au travail : activités de cohésion (team building, sport) pour renforcer la motivation et l'esprit d'équipe



7. ACTIVITÉS DU SERVICE INFORMATIQUE

2025 marque une étape charnière dans la transformation numérique d’ASSILASSIME Solidarité ; le département informatique a poursuivi une dynamique de modernisation et de sécurisation du système d’information par l’interconnexion des agences, la correction des vulnérabilités héritées de 2024 ainsi que la modernisation des outils collaboratifs.

7.1. Tableau de bord des réalisations

	Domaine	Réalisations principales
	Infrastructure réseau	Interconnexion et activation des agences ; amélioration du câblage réseau ; déploiement de solutions de connexion sécurisée ; supervision centralisée en temps réel.
	Sécurité informatique	Correction des vulnérabilités identifiées en 2024 ; sécurisation du réseau filaire ; installation de systèmes de vidéosurveillance ; mise en place du contrôle des accès physiques.
	Digitalisation des services	Lancement de nouveaux produits numériques ; déploiement d'une solution de gestion électronique des documents (GED) ; hébergement local des applications stratégiques pour plus de performance et de sécurité.
	Support & Outils collaboratifs	Mise en place d'un système de gestion des demandes et incidents ; migration vers une plateforme collaborative moderne ; déploiement de la téléphonie interne.
	Maintenance & Supervision	Interventions préventives trimestrielles ; migration et monitoring des serveurs critiques ; amélioration continue des performances et de la disponibilité du SI.

7.2. Détail des réalisations par axe

7.2.1. Infrastructure et connectivité

L’interconnexion de toutes les agences constitue la réalisation majeure de l’année. Elle s’est accompagnée d’une mise à niveau du câblage réseau et du

déploiement de solutions de connexion sécurisée, permettant une supervision centralisée et un suivi en temps réel de l’ensemble du système d’information.

7.2.2. Sécurité du système d’information

Les vulnérabilités documentées lors de l’audit de 2024 ont été intégralement corrigées. Le plan de renforcement a également inclus :

- Sécurisation du réseau filaire

- Installation de systèmes de vidéosurveillance dans les locaux
- Mise en place de dispositifs de contrôle des accès physiques et logiques

7.2.3. Digitalisation et modernisation des services

Le service a lancé de nouveaux produits numériques à destination des bénéficiaires et déployé une solution de gestion électronique des documents (GED), améliorant

les flux internes. Le déploiement en local de certaines applications stratégiques a réduit les délais de réponse et renforcé la disponibilité des outils critiques.

7.2.4. Support aux utilisateurs et collaboration

Trois initiatives majeures ont transformé le quotidien des équipes :

- Outil de gestion de tickets (ticketing) : gestion formalisée des demandes et incidents, traçabilité et délais de résolution améliorés facilitant la prise en charge des besoins quotidiens
- Plateforme collaborative : migration vers un environnement moderne de communication et de partage documentaire
- Téléphonie interne : déploiement d'un système unifié fluidifiant les échanges entre agences et siège

7.2.5. Maintenance et continuité opérationnelle

La maintenance préventive a été structurée en cycles trimestriels, garantissant la fiabilité des équipements. La migration et le monitoring des serveurs critiques ont assuré la continuité des services et maintenu un haut

niveau de disponibilité du système d'information tout au long de l'exercice.

7.3. Bilan et perspectives du département SIG

L'exercice 2025 a permis de corriger les fragilités héritées de 2024 et de franchir un cap décisif dans la transformation numérique de l'institution. Le système d'information est aujourd'hui plus sécurisé, plus interconnecté et mieux supervisé.

Pour 2026, la dynamique engagée ouvre la voie à :

- Une gouvernance IT plus proactive, appuyée sur les outils de supervision déployés en 2025
- Un renforcement de la résilience face aux cyber-risques, dans le cadre des obligations LBCFT/FP
- L'extension des outils numériques aux bénéficiaires et aux processus métier
- L'optimisation continue des infrastructures en lien avec la croissance du réseau d'agences



8. ACTIVITÉ DE PERFORMANCE SOCIALE

La présente synthèse se rapporte aux activités du volet de gestion de la performance sociale et environnementale (GPSE) de ASSILASSIME Solidarité sur la période de janvier à décembre 2025. Elle est basée sur le rapport du bilan social 2025 dont les composantes principales sont les résultats de l'évaluation des objectifs sociaux (ciblage, impact, satisfaction des bénéficiaires) obtenue à partir de l'analyse du profil socio-économique des bénéficiaires, de l'état d'alignement de l'institution aux normes universelles de GPSE, et complétée par les activités socio-économiques réalisées ainsi que les actions de projets à impact social mises en œuvre au profit de la cible.

8.1. Évaluation des objectifs sociaux

8.1.1. Les indicateurs de ciblage et profil des bénéficiaires

L'analyse porte sur le profil des 4 720 primo-emprunteurs accueillis en 2025 (contre 4 826 en 2024). Elle vise à vérifier l'adéquation entre la population servie et la cible sociale de l'institution.

► Données démographiques des nouveaux bénéficiaires

Profil des nouveaux emprunteurs en 2025 (données clés)



81 % des nouveaux emprunteurs sont des femmes (vs 90 % en 2024). La proportion en milieu rural s'est fortement accrue, passant de 30 % en 2024 à 45 % en

2025, traduisant une progression vers des zones plus vulnérables. 4 % des primo-bénéficiaires sont des personnes en situation de handicap.

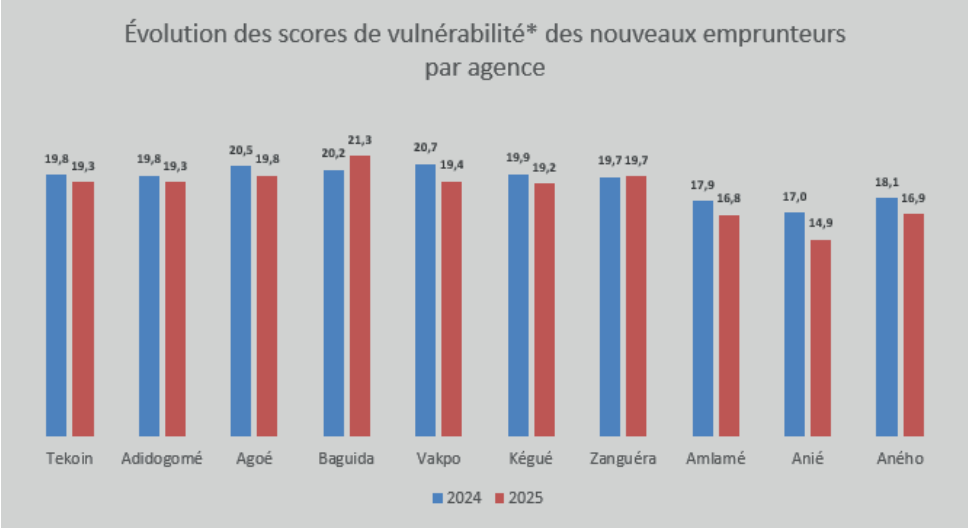
► Atteinte des indicateurs d'impact : Quels changements constatons-nous dans la vie des bénéficiaires ?

Sur 15 indicateurs de ciblage, 5 cibles sont atteintes (33 %), identiques à 2024 :

Indicateur	2023	2024	2025	Cible
Bénéficiaires analphabètes	21%	22%	20%	≥20%
Recours d'abord à l'automédication	46%	31%	40%	≥60%
Foyers de cuisson peu efficaces	64%	71%	77%	≥90%
Eau de boisson hors concession	52%	46%	46%	≥60%
Éclairage précaire dans le ménage	9%	7%	11%	≥15%
Insécurité alimentaire	2%	2%	1%	≥7%
Ménage sans transport motorisé	35%	45%	48%	≥50%
Ménage sans TV ni radio	15%	19%	29%	≥30%
Ménage à 1 seule source de revenu	15%	11%	12%	≥20%
Surpeuplement du ménage (>2 pers/pièce)	85%	88%	88%	≥80%
Crédit Agricole parmi emprunteurs actifs	17%	18%	20%	≥15%
Inclusion financière (1 ^{er} crédit formel)	N/A	43%	43%	≥40%

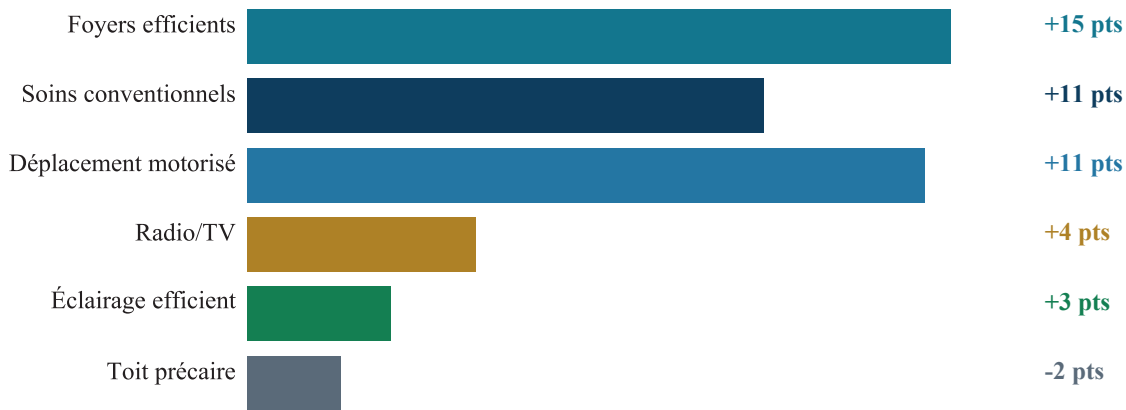
- 33% soient 5 cibles d'indicateurs sur 15 sont atteintes ; (Les mêmes cibles qu'en 2024 à savoir : Bénéficiaires analphabètes, en logement surpeuplé, part des emprunteurs agricoles et la contribution à l'inclusion financière.)
- La performance de 1 indicateur atteint est en progrès, 1 en baisse et 02 statiques comparée à 2024 ; (3 indicateurs étaient en progrès en 2024).
- 73% soient 11 cibles ne sont pas atteintes : Toutefois, 6 indicateurs sont en progrès dans leur performance comparée à 2024 ; 2 sont en régression et 3 restées statiques.
- Les scores actuels les plus éloignés de leurs cibles sont : EA coup de pouce (-70%) ; ménages sans accès aux soins de santé conventionnels (- 20%) ; sans accès à l'eau (-14%) et ceux avec du matériel de cuisson peu efficient (- 13%).

- **La répartition par agence du score moyen de vulnérabilité des nouveaux emprunteurs ayant rejoint ASSILASSIME Solidarité en 2025 montre : ***
- Les nouveaux partenaires pris en charge en 2025 étaient plus vulnérables qu'en 2024 dans toutes les agences, à l'exception de celle de Baguida et Zanguéra ; Anié en milieu rural a enroulé les bénéficiaires les plus vulnérables avec un score moyen de 14,9 ;
 - Baguida a enroulé les bénéficiaires relativement moins vulnérables avec un score moyen de 21,3.
 - Le score moyen de vulnérabilité des nouveaux emprunteurs en zone rurale est de 16,6 ≠20 en zone urbaine
 - Les hommes nouveaux emprunteurs sont relativement plus vulnérables avec un score de 17,4 ≠18,7 pour les femmes.



*un score faible indique un ménage plus vulnérable

Variation entre cycle 1 et cycle 7 (en points de %)



Les avancées les plus notables concernent l'accès aux soins (+11 pts), les foyers de cuisson efficaces (+15 pts) et les moyens de déplacement motorisé (+12 pts entre cycles 1 et 7). Les deux indicateurs non atteints demeurent le surpeuplement des logements et la diversification des sources de revenus.

Trajectoire de dame Sando TAB

“Je me sens aujourd’hui vraiment fière de compter aussi parmi les femmes influentes et respectées au foyer et dans ma communauté grâce à ASSILASSIME Solidarité”



Je suis **Sando T, 49 ans** ; mère de 3 enfants, tous scolarisés et âgés entre 11 et 27 ans. Je suis née à Kabou -Sara au nord Togo ;

Scolarisée jusqu’au CM1, j’ai quitté les bancs faute de soutien et à cause des maltraitances subies auprès de ma tante tutrice chez qui j’avais été placée à un moment.

Une fois en couple dès mes 21 ans, la vie était très difficile pour nous ; le seul revenu de mon conjoint ne permettait pas d’assurer les besoins de base de notre ménage. Ainsi, j’avais commencé mon AGR en 2011 avec un fonds de commerces 7000 FCFA. J’achetais les condiments et les céréales que je revendais en détail dans le quartier à la devanture de la maison. Le tout premier coup de main obtenu a été l’appui financier d’ASSILASSIME Solidarité auprès de qui j’avais pour la première fois accès à du crédit à des conditions favorables. J’avais intégré le groupement de bénéficiaires nommé « Elikplim » (qui signifie en langue locale Ewé « Il est avec moi ») dans mon quartier en 2022. Après la formation d’intégration, mon premier crédit a été de 150 000 FCFA. Progressivement, je suis parvenue à mon 9^e cycle avec 800 000 F CFA décaissés en octobre 2025. L’offre de service d’épargne est pour moi la plus importante, car l’épargne régulière aide à constituer mes réserves financières et à faire face aux imprévus ou les chocs de la vie.

Auparavant, on n’avait pas assez à manger et on se contentait souvent du même menu tous les jours. Aujourd’hui, nous pouvons prendre chaque jour des repas variés et équilibrés grâce à mon activité. Notre condition de logement aussi s’est améliorée. Mon fils étudiant dispose d’une moto que j’ai achetée à 620 000 FCFA, en dehors de la prise en charge de leurs besoins du quotidien que j’assume. Je soutiens aussi un autre enfant orphelin à ma charge que j’ai scolarisé jusqu’à son CEPD, et ensuite mis en formation professionnelle où je viens de payer pour ses frais d’apprentissage 55 000 FCFA.

Mon dynamisme m’a amenée à intégrer l’association des femmes du marché où je vends mes marchandises diverses.

Mes perspectives à moyen terme c’est d’investir dans un projet agricole dans mon village natal (Faire des champs de maïs, igname, soja...)

Aujourd’hui, je suis vraiment fière de ma situation, d’être comptée aussi parmi les femmes entrepreneures influentes et respectées dans mon ménage aussi bien que ma communauté grâce à ASSILASSIME Solidarité.

8.1.2. Satisfaction et fidélisation des bénéficiaires

► **Enquête de satisfaction (données 2024 – année de référence)**

Les données de l'enquête de satisfaction portent sur 2024, par rapport aux objectifs cibles

Service évalué	Taux satisfaits	Objectif
Satisfaction sur les prêts accordés	79%	≥90%
Satisfaction sur les offres d'épargne	79%	≥90%
Satisfaction sur les formations	93%	≥90%
Satisfaction sur les formations agropastorales	75%	≥90%

► **Taux de fidélisation 2025**

Le taux de fidélisation connaît une amélioration de 5 points en fin 2025, s'établissant à 79 % (contre 74 % en 2024), dépassant l'objectif stratégique de 75 %.

Cette progression suit une évolution en dents de scie depuis 2021, oscillant entre 74 % et 79 %.

Évolution du taux de fidélisation (2021–2025)



► **Enquête de sortie ; analyse des départs et des fermetures des comptes**

En 2025, 1 011 bénéficiaires ont quitté l'institution (environ 4 % des emprunteurs actifs, contre 3 % en 2024). L'analyse des motifs révèle que :

- 88 % des départs sont d'ordre personnel et indépendant d'ASSILASSIME.

- 4 % sont liés à une insatisfaction vis-à-vis des politiques de l'IMF (en hausse depuis 2 % en 2024) ; il s'agit ici d'un indicateur en dégradation.
- Agences les plus touchées par les départs pour insatisfaction sont : Adidogomé (23 cas), Baguida (6 cas), Sanguéra (5 cas).
- Agences sans aucun départ pour insatisfaction : Tokoin, Agoè, Kégué, Anié, Aného.

► **Mutuelle de santé LAMESIN NYO ; quelles perceptions ont nos bénéficiaires sur la mutuelle de santé ?**

Une enquête spécifique sur la mutuelle LAMESIN NYO a été conduite en novembre 2025 auprès de 397 bénéficiaires des 4 agences pilotes (Adidogomé, Agoè, Tokoin, Vakpo) ; les conclusions majeures sont les suivantes :

- 78,7 % des bénéficiaires sont prêts à poursuivre l'adhésion sans changement majeur.

- 18,2 % conditionnent leur maintien à la suppression du caractère obligatoire, à une réduction des cotisations ou à la prise en charge des maladies chroniques.
- 22,5 % des motivations de départ citées sont liées à LAMESIN NYO, devant les difficultés de remboursement (18,4 %) et les déménagements (14,3 %).
- Des réformes du dispositif ont été définies pour prise d'effet à partir de 2026.

Trajectoire de dame Bédzra

« Face aux péripéties de la vie, faire preuve de résilience et avancer malgré tout ! »



“Je suis Abra Amétowoyona, 54 ans; j’ai fait la classe de 4e avant d’entrer en apprentissage de la couture. En fin de formation, j’avais commencé à vendre de la friperie, faute de moyens pour ouvrir un atelier. Ensuite j’avais été engagée pour un emploi temporaire d’agent d’entretien dans un service public. Mais en parallèle, pour joindre les deux bouts, j’avais aussi entrepris la vente des oignons.

Je m’étais lancée avec mes propres économies par 2 sacs d’oignons payés à 15 000 FCFA/sac. Je vendais au détail sous un petit hangar dans mon quartier, mais je réfléchissais toujours à comment trouver les ressources pour développer mon commerce. Face aux péripéties de la vie, j’ai toujours su faire preuve de résilience et avancer malgré tout.

J’avais intégré le groupe EKLENAM (signifie en langue locale Ewé « La lumière brille pour moi »). Mon 1er crédit a été de 150 000 F que j’avais reçus en juillet 2019 ; ceci après les formations initiales obligatoires. Je suis à mon 10^{ème} crédit avec 1,5 millions décaissés en avril 2025. Je peux dire que les changements étaient visibles dans mon AGR dès 2021 : j’avais pu louer une boutique au sein du marché, commencé par vendre désormais en gros ; tout ceci grâce à l’appui financier continu dont je bénéficie au sein de ASSILASSIME Solidarité. Mon revenu mensuel a évolué de 15.000 FCFA à 75 .000 FCFA en moyenne ; J’arrive à épargner 15.000 FCFA au moins chaque mois. J’emploie un personnel qui m’aide dans mon activité. Nous ne manquons jamais de vivre à la maison ; mes épargnes m’aident pour aller aux soins médicaux sans grandes difficultés en cas de maladie. Nous habitons désormais dans une maison que mon conjoint et moi avons collaboré à construire.

Avec ASSILASSIME Solidarité, les formations mensuelles suivies en groupe m’ont beaucoup impacté en améliorant mes compétences dans la gestion de mon AGR, mais aussi pour entretenir l’harmonie au sein de ma famille (conjoint et enfants). Après mes 4 enfants qui sont désormais installés à leur compte, je supporte aussi 3 autres orphelins pour leur apprentissage ou leur parcours universitaire. J’ai un engagement social dynamique au sein de divers groupes, à l’église, au marché ou dans mon village d’origine.

Je suis vraiment fière de mon parcours : partir de rien, sans héritage familial, sans l’appui de personne, et d’avoir aujourd’hui un niveau de vie que j’aime ; voir mes enfants épanouis et qui réussissent aussi leurs vies. Mon projet c’est de diversifier mes produits par la vente des sacs de pommes de terre. Mon autre rêve c’est de construire aussi sur mon propre terrain !

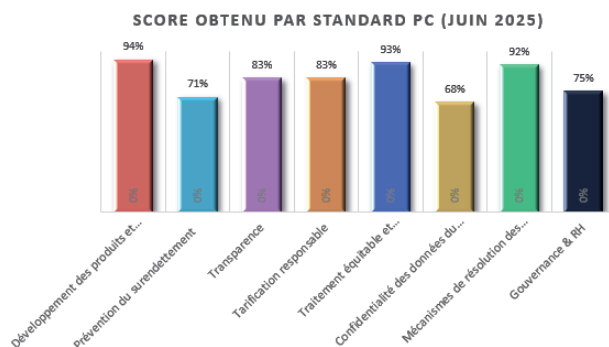
8.1.3. Conformité aux principes sociaux et environnementaux

► L’Audit social et environnemental

En juin 2025, une évaluation de pre-certification sur la protection des clients a été réalisée avec MFR dans la perspective d’une prochaine certification PPC 2026; ASSILASSIME Solidarité a atteint une note moyenne de 69% beaucoup moins que l’auto-évaluation faite en 2024 (83% de conformité). La mise en œuvre des recommandations permettra une amélioration du cadre pour une meilleure protection des bénéficiaires.

L’audit social SPI4 réalisé en sept 2022 donnait un score moyen à 89% de conformité aux normes universelles de GPSE, démontrant une large avancée sur ses précédents scores en 2020 (74%) ou en 2018 (80%).

Sur la dimension environnementale, le score était de 64%; ASSILASSIME Solidarité devra se soumettre en 2026 à une nouvelle évaluation SPI5.



► Indicateurs RH et gouvernance

Indicateur	2023	2024	2025	Observation
Taux de rotation du personnel	23%	19%	10%	↓ Amélioration significative
Personnel en CDI (%)	61%	74%	79%	↑ Progression continue
Personnel féminin	40%	39%	42%	↑ En hausse
Femmes en postes de direction	20%	0%	0%	⚠ Non atteint
Femmes au CA	25%	25%	40%	↑ Avancée notable
Autosuffisance opérationnelle	98,8%	86,7%	88,4%	⚠ Sous les 105% cibles
Score SPI4 (audit social)	—	—	89%	Référence 2022
Score PPC (pré-certification MFR)	—	—	69%	Évaluation juin 2025

Les données suivantes montrent les principaux indicateurs RH et de Gouvernance de l'institution ; nous pouvons remarquer une amélioration significative du taux de rotation du personnel en 2025 par rapport à 2024 ; une fidélisation du personnel à travers la progression

des contrats CDI, ; la part de l'effectif féminin en hausse marquée cependant par l'absence de femme au poste de direction. L'appréciation des autres indicateurs et thèmes abordés montrera.

► Analyse par genre

La clientèle d'ASSILASSIME est majoritairement féminine (86 % des emprunteurs actifs). L'analyse des données ventilées par genre révèle :

- Les femmes présentent une meilleure qualité de portefeuille (PAR30 : 4,9 % vs 5,9 % pour les hommes).
- L'épargne moyenne des femmes est légèrement supérieure à celle des hommes (25 500 vs 24 750 €).

- Les hommes nouveaux emprunteurs sont relativement plus vulnérables (score PAT 17,4) que les femmes (18,7).
- Les femmes demeurent sous-représentées aux postes de direction (0 % en 2025) ; une avancée est cependant enregistrée au CA avec 40 % de femmes administratrices.

► Les actions genre menées en 2025

Plusieurs actions ont été conduites dans le cadre du projet « MIAPE dignité menstruelle » et du plan genre institutionnel :

- Sensibilisation de l'ensemble des bénéficiaires sur la précarité menstruelle et le genre.

- Formation du personnel sur le genre et son animation auprès des bénéficiaires.
- Élaboration de 3 modules de sensibilisation (mariage précoce, santé menstruelle, scolarisation des filles).
- Échanges inter-réseau Entrepreneurs du Monde sur l'empowerment et la masculinité positive.

► Les actions environnementales en 2025

Les actions environnementales menées en 2025 s'articulent autour de quatre axes :

Axe	Réalisations 2025
Agriculture durable	183 écoles aux champs (3 682 producteurs), 1 015 visites individuelles d'exploitation dans les agences rurales d'Amlamé et Anié.
Collecte de déchets plastiques	16,6 tonnes collectées avec MIAWODO (+5 t vs 2024 ; record depuis 2021). Partenariat couvrant tous les groupes de bénéficiaires et le siège.
Eau et réduction plastique	Introduction de filtres à eau au siège et à l'agence de Tokoin pour limiter les déchets issus des contenants d'eau du personnel.
Intrants biologiques	17,76 litres d'huile de neem (biopesticide) vendus à des producteurs à Anié, réduisant l'usage d'intrants chimiques.
Crédit vert	Aucun crédit vert décaissé en 2025 (vs 4 en 2024) en raison du piétinement du partenariat avec MIVO Énergie — point de vigilance pour la stratégie environnementale.



8.1.4. Quel bilan tirer des activités sociales et environnementales ?

► Les points forts des actions sociales et environnementales en 2025

- Impact réel et mesurable sur les conditions de vie des bénéficiaires : 8/10 indicateurs de changement atteints.
- Progression notable vers des populations plus vulnérables dans 9 agences sur 10.
- Amélioration du taux de fidélisation (79 %), dépassant l'objectif stratégique de 75 %.
- Record de collecte de déchets plastiques (16,6 t) et intensification du volet environnemental.
- Gouvernance renforcée : hausse de la part des femmes au CA (40 %) et baisse du turn-over du personnel (10 %).
- Le ciblage social : 73 % des indicateurs de profil cible sont encore non atteints, avec des écarts persistants pour les populations les plus précaires en milieu urbain.
- Score PPC (69 %) inférieur à l'auto-évaluation 2024 (83 %) et aux seuils de certification ; nous devons mettre en œuvre activement les recommandations requises.
- Les crédits coup de pouce continuent de baisser (30 en 2025 vs 39 en 2024 et 51 en 2023).
- L'insatisfaction liée à LAMESIN NYO qui appelle à une réforme du modèle en 2026.
- L'absence de crédit vert décaissé en 2025 qui interpelle sur le partenariat énergétique à repenser.

Certes, plusieurs actions ont été menées avec des résultats qui démontrent encore une fois la forte implication de l'institution dans l'action sociale ; cependant, des points d'attention demeurent et parmi ceux-ci nous pouvons citer :

► Les actions prioritaires à entreprendre en 2026

L'année 2026 devra être une année de consolidations des réalisations sociales et environnementales, mais aussi de recherche vers l'atteinte des objectifs sociaux ; parmi les actions à mener, nous citerons :

- Actualiser et valider les indicateurs sociaux de la stratégie (références dépassées depuis 2023).
- Mettre en œuvre les réformes de LAMESIN NYO et préparer la certification PPC (niveau bronze minimum).
- Réaliser l'évaluation SPI5 pour une mise à jour des scores GPSE.
- Renforcer le ciblage des bénéficiaires vulnérables, notamment dans les agences urbaines.
- Poursuivre le projet MIAPE dignité menstruelle à sa phase de vulgarisation des articles d'hygiène.



9. ACTIVITÉS DU DÉPARTEMENT AUDIT ET CONTRÔLE INTERNE

9.1. Aperçu du département d'Audit Interne

Le département de l'audit interne d'ASSILASSIME Solidarité est directement rattaché au Comité d'Audit, lui-même émanation du Conseil d'Administration, conformément à l'instruction n° 017-12-2010 de la BCEAO relative à l'organisation du contrôle interne au sein des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD). Un lien fonctionnel est également maintenu avec la

Direction Exécutive, garantissant ainsi la cohérence entre les orientations stratégiques de l'institution et les travaux d'audit.

Au 31 décembre 2025, le département de l'audit interne est composé de quatre (4) auditeurs, dont le Responsable de l'Audit Interne (RAI).

9.2. Portée de l'audit interne et diligences accomplies en 2024

En 2025, l'univers d'audit était composé de dix (10) agences, d'un (01) point de service, d'une direction ainsi que de soixante-cinq (65) portefeuilles de crédit gérés par les animateurs au sein des différentes agences.

Au cours de l'exercice, le service d'audit interne a conduit des missions d'inspection, des audits de portefeuille de crédit au sein de l'ensemble des agences, ainsi que deux missions d'audit de management au siège de l'institution. Les travaux réalisés ont principalement porté sur les aspects suivants :

- Gouvernance et contrôle ;
- La gestion du personnel ;
- Les procès-verbaux ;
- L'évaluation de la mise en œuvre des accords ou conventions avec les partenaires ;

- Contrôle interne ;
- La gestion des encaisses et des liquidités ;
- Les aspects stratégiques ;
- La gestion des opérations et risques opérationnels ;
- Les opérations avec les personnes liées ;
- Le crédit ;
- L'épargne ;
- Les aspects financiers et situation prudentielle ;
- Gestion de la performance sociale ;
- La sécurité ;
- Le système informatique ;
- Autres dispositions réglementaires ;
- Le respect de la réglementation, des textes internes et le respect du dispositif LBC /FT/FP ;
- Le suivi de la mise en œuvre des recommandations des rapports antérieurs d'audit et de vérification ;

9.3. Les outils, méthodologies et sensibilisations

Le département s'appuie sur des outils et un corpus documentaire validé par le Conseil d'Administration parmi lesquels :

- Charte de l'audit interne actualisée et manuel de contrôle interne avec check-lists révisées ;
- Programme annuel d'audit 2025 approuvé par le CA en décembre 2024 et transmis aux autorités de tutelle dans les délais réglementaires ;
- Cartographie des risques et feuilles de travail des auditeurs ;
- Questionnaire d'efficacité,
- Fiches de déclaration d'indépendance ;

- La plateforme de gestion de crédit digitalisé et outils de mise en œuvre de la gestion de la performance sociale ;
- Fichiers de suivi des recommandations internes et externes.

La méthodologie d'intervention s'articule autour de cinq phases dûment formalisées que sont :

- Planification à distance : analyse du portefeuille à risque, élaboration des ordres de mission, définition des échantillons et constitution de l'équipe ;

- Exécution sur site : réunion d'ouverture, réalisation des travaux, restitution des constats et signature du procès-verbal provisoire ;
- Communication des résultats : au Comité d'Audit, à la Direction Exécutive, aux agences auditées et aux autorités de supervision via les rapports trimestriels ;
- Formulation de recommandations et élaboration du rapport final ;

- Suivi des actions de progrès pour s'assurer de la mise en œuvre effective des recommandations.
- Le Responsable de l'Audit Interne a conduit trois sessions de sensibilisation auprès du personnel d'agences sur la thématique des différents niveaux de contrôle.

Date	Thème	Animateur	Bénéficiaires
20/08/2025	Sensibilisation sur les différents niveaux de contrôle	RAI	Agence Kégué
25/09/2025	Sensibilisation sur les différents niveaux de contrôle	RAI	Agence Anié
23/10/2025	Sensibilisation sur les différents niveaux de contrôle	RAI	Agence Vakpossito

9.4. La formation des membres de l'équipe d'Audit Interne

Les membres du département ont bénéficié d'un programme de formations intensif au cours de l'année 2025 et couvrant notamment :

- Les nouvelles normes internationales d'audit interne, le management de la fonction et la gouvernance fondée sur la gestion des risques (mai 2025) ;
- L'audit structuré du portefeuille crédit dans les IMF et les outils indispensables du département d'audit, y compris la gestion des incidents opérationnels et les investigations sur la fraude ;
- L'élaboration du plan d'audit interne, les rapports réglementaires (régulateurs, Direction, Comité d'Audit, CA) et l'approche Gouvernance Risque Contrôle (GRC) ;

- Le dispositif LBC-FT-FP : mise en place du programme interne, logiciel Sancheck, identification des opérations suspectes et nouvelles réglementations (mai 2025) ;
- La formation certifiante en gestion des risques (Certificat d'Expert en Gestion des Risques — Frankfurt School of Finance & Management, mars-août 2025), à laquelle ont participé le RAI, le Directeur Exécutif, le Directeur Administratif et Financier et le Responsable LBC-FT-FP ;
- La sensibilisation et formation sur l'audit et le contrôle interne dans la microfinance (juillet 2025, dispensée par un expert étranger luxembourgeois).

9.5. Mise en œuvre du plan annuel d'audit interne

Le plan annuel d'audit interne 2025, adopté par le Conseil d'Administration et transmis aux autorités de tutelle dans les délais réglementaires, a été exécuté à

un taux de 97 %, témoignant d'une rigueur opérationnelle soutenue tout au long de l'exercice.

Indicateur	Valeur	Taux
Activités prévues	241	—
Activités réalisées	234	97 %
Activités non réalisées	7	3 %

Ce niveau de performance s'explique par la supervision continue du Comité d'Audit et l'appui constant de la Direction Exécutive. Les interventions ont couvert cinq domaines : audit opérationnel des agences, audit

de portefeuille, audit comptable et financier, audit de conformité et contrôles inopinés.



9.6. Suivi des principales conclusions et recommandations

9.6.1. Audit interne

Au 31 décembre 2025, sur l'ensemble des recommandations émises à l'endroit des agences et de la Direction, le taux de mise en œuvre global s'établit à 91 %.

Entité	Nb recomm.	Exécutées	Partiellement exéc.	Non exéc.	Taux
Agences	854	778	72	4	91 %
Direction	206	186	12	8	90 %
Total	1 060	964	84	12	91 %

Les recommandations en attente les plus significatives portent sur : la gestion des groupes à effectif réduit, la maîtrise des impayés liés à des détournements d'objet de crédit et à des octrois par personnes interposées, les incohérences de cycles dans les dossiers, l'absence

de signatures réglementaires, ainsi que des faiblesses dans la sécurisation des accès informatiques et la mise à jour des antivirus.

9.6.2. Audit externe

Les recommandations formulées lors de l'audit externe de 2022 affichent un taux d'exécution de 72 % à fin décembre 2025.

Année	Nb recomm.	Exécutées	Taux	Partiellement exéc.	Taux	Non exéc.	Taux
2022	07	05	72 %	01	14 %	01	14 %

Les deux recommandations non entièrement clôturées ; il s'agit de l'optimisation du système d'archivage dans les agences pour lequel deux archivistes ont été

désignés et des travaux sont en cours pour se conformer et l'encaissement des fonds de dotation et de subvention de Mivo Énergie ;

9.6.3. Commissariat aux comptes (CAC) 2025

Les cinq (5) recommandations formulées par le Commissaire aux Comptes ont été mises en œuvre à hauteur de 80 %, soit quatre (4) recommandations intégralement exécutées.

Année	Nb recomm.	Exécutées	Partiellement exéc.	Non exéc.	Taux
2025	5	4	0	1	80 %

9.6.4. Fonctionnement des organes statutaires

Les organes de gouvernance ont globalement respecté leurs obligations de tenue de réunions au cours de l'exercice 2025 :

- Assemblée Générale Ordinaire (AGO) tenue le 13 juin 2025 ; procès-verbal transmis à la DMF et à la BCEAO le 30 juin 2025 ;
 - Conseil d'Administration : cinq (5) réunions tenues, dépassant les exigences des textes organiques ;
 - Comité d'Audit : quatre (4) réunions trimestrielles tenues conformément aux dispositions réglementaires.
- Une insuffisance a été notée au niveau du Comité de Direction (CODIR) : le quota de deux réunions mensuelles prescrit par les textes internes n'a pas été respecté au premier semestre.

9.7. Dispositif LBCFT/FP

En application des instructions BCEAO n° 001, 002 et 003-03-2025 du 18 mars 2025 et de la loi n° 2018-004 relative à la LBC-FT, ASSILASSIME Solidarité a opérationnalisé sur l'ensemble de l'exercice 2025 un dispositif interne structuré autour de trois piliers : une gouvernance dédiée, des outils de détection adaptés et un programme de formation continue.

Un Responsable LBCFT/FP a été nommé par le Conseil d'Administration le 21 janvier 2025, rattaché

à la Direction Exécutive, assisté d'une adjointe. Un Comité des risques a été constitué au cours de l'exercice pour assurer le suivi opérationnel du dispositif. Les outils déployés couvrent le logiciel PERFECT dans les 10 agences et le point de service, le filtrage SanCheck (listes de sanctions ONU, UE, AFD), la plateforme DOGAKABA pour la géolocalisation lors des visites de crédit, et la liste des PPE du Togo, à intégrer dans SanCheck en janvier 2026.

9.7.1. Bilan consolidé de l'exercice 2025

Le tableau ci-dessous présente le bilan de l'année 2025 à travers les réalisations et les points de vigilance dans chaque domaine d'intervention.

Domaine	Réalisations 2025	Points de vigilance
Gouvernance & organisation	LBCFT/FP nommé le 21/01/2025 ; Comité des risques créé ; CA impliqué	Continuité à assurer en cas de mobilité
Système d'information	PERFECT (10 agences) + SanCheck opérationnel ; liste PPE Togo intégrée janv. 2026	Liste PPE UMOA en cours d'intégration
Couverture des contrôles	10 agences visitées — couverture totale du réseau	Classement chronologique des fiches à généraliser

Conformité KYC	Procédures d'identification renforcées ; DOGAKABA pour géolocalisation	Non-concordances SIG / pièces persistantes dans plusieurs agences
Détection des opérations suspectes	2 dossiers à vigilance renforcée identifiés et traités (> 15 M FCFA)	Formulaires d'origine des fonds mal renseignés dans plusieurs agences
Formation & sensibilisation	11 sessions avec plus de 100 agents couverts sur l'ensemble du réseau	Maintenir la cadence et actualiser le module en T1 2026
Archivage	Poste d'archiviste créé ; archivage électronique en cours	Classement non chronologique relevé dans plusieurs agences

9.7.2. Résultats des contrôles et principales insuffisances

Les contrôles menés dans les dix agences ont mis en évidence plusieurs insuffisances récurrentes, toutes couvertes par des actions de régularisation :

- Non-concordance entre les noms figurant sur les pièces d'identité et les données enregistrées dans le SIG, action de régularisation sur base de pièces valides en cours dans l'ensemble des agences concernées ;
- Absence de confrontation des copies de pièces d'identité avec les originaux lors des adhésions, action de régularisation portant sur l'obligation d'exiger l'original avant acceptation de la copie, applicable dès réception ;
- Signatures manquantes des animateurs et caissiers sur certaines fiches d'adhésion et formulaires d'identification, demande de renforcement du contrôle de premier niveau avant archivage ;
- Classement non chronologique des fiches d'adhésion dans plusieurs agences ; campagne de rangement systématique en cours par les agents d'archivage ;
- Mauvais remplissage des formulaires d'origine des fonds (« dépôt » ou « remboursement » mentionnés en lieu et place de l'activité génératrice de revenus) et dépôts réalisés sans formulaire ;
- Insuffisances documentaires pour l'identification des personnes morales (forme juridique, RCCM, adresse du siège) conformément à l'instruction n° 003-03-2025 ; des actions de mise en conformité attendue en 2026.

9.7.3. Actions de formation et de sensibilisation

Onze (11) sessions de formation et de sensibilisation ont été réalisées au cours de l'exercice 2025, couvrant l'ensemble des agences et mobilisant plus de cent (100) agents (animateurs, caissiers, responsables d'agence, comptables, membres du CODIR et auditeurs internes). Les thématiques abordées ont couvert notamment :

- La détection des indices de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme et de la prolifération (LBCFT/FP) et l'identification des opérations inhabituelles ;
- Les obligations déclaratives en matière de LBCFT/FP, notamment l'élaboration des Déclarations d'Opérations Suspectes (DOS) à la CENTIF ;
- La mise en œuvre des mesures de vigilance à l'égard de la clientèle, la politique de conservation des documents et les nouvelles réglementations BCEAO ;
- La prise en main du logiciel SanCheck et l'identification des opérations suspectes (formation intensive mai 2025, animée par le référent technique d'Entrepreneurs du Monde).



9.7.4. Programme d'actions pour 2026

L'institution poursuivra le renforcement de son dispositif LBCFT/FP conformément aux exigences réglementaires de la BCEAO, selon le plan d'action ci-après validé par le Conseil d'Administration.

Axe d'action	Contenu	Échéance
Reporting réglementaire LBCFT/FP	Transmission dans les délais aux autorités (BCEAO, CB-UMOA, CENTIF, DMF)	28/02/2026
Actualisation du dispositif	Révision de la cartographie des risques, intégration des nouveaux produits (Miyinko) et outils	Continue
Renforcement des formations	Mise à jour du module LBCFT/FP et formation du RLBCFT/FP et de son adjoint	T1 2026
Sensibilisation continue du personnel	Sessions dans l'ensemble des agences	Toute l'année
Déclarations à la CENTIF	Déclaration systématique de toute opération ou profil suspect	Dès détection
Contrôles de conformité réseau	Visites périodiques selon planning validé par le CA	Toute l'année
Qualité des données bénéficiaires	Campagne annuelle de mise à jour des dossiers d'identification	31/04/2026



9.8. Difficultés rencontrées et appréciation

Le département de l'audit interne n'a enregistré aucune difficulté majeure susceptible de porter atteinte à son indépendance ou à l'objectivité de ses auditeurs au cours de l'exercice 2025 ; Une contrainte d'ordre organisationnel cependant a marqué le premier trimestre de l'exercice : le départ du responsable du département a temporairement réduit l'effectif des auditeurs, générant un impact mesuré sur l'exécution du programme annuel

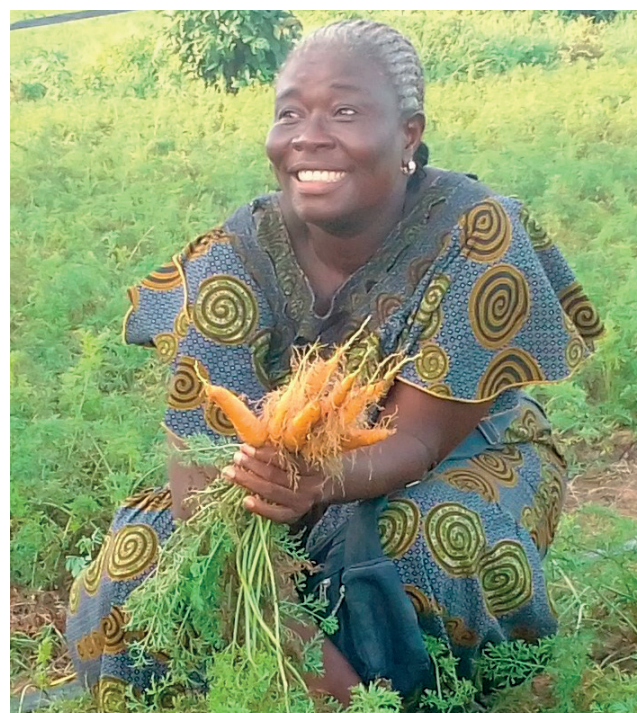
indicatif. En réponse, une révision du plan annuel d'audit a été formalisée et validée par le Conseil d'Administration, permettant de maintenir un taux d'exécution global de 97 % sur l'ensemble de l'exercice.

Quelques difficultés opérationnelles récurrentes relevées :

Nature de la difficulté	Description	Réponse apportée / Recommandation
Réduction d'effectif (T1 2025)	Départ du responsable du département au premier trimestre	<i>Révision du plan annuel d'audit validée par le Conseil d'Administration</i>
Bénéficiaires en impayés introuvables	Changement ou abandon de lieu de résidence habituel sans notification	<i>Renforcement des procédures KYC et mise à jour des informations de contact</i>
Absences aux réunions de groupes	Impossibilité de confirmer les soldes d'encours et de détecter les rétentions	<i>Adaptation de la planification des missions et recours aux confirmations directes</i>
Réticence à dénoncer les fraudes	Liens de familiarité entre bénéficiaires et animateurs freinant les signalements	<i>Renforcement des canaux de signalement et des actions de sensibilisation</i>

Ces difficultés, bien que structurelles pour certaines, n'ont pas compromis la qualité ni la crédibilité des travaux d'audit réalisés. Elles signalent néanmoins des axes d'amélioration sur lesquels le département entend concentrer ses efforts en 2026, notamment en matière de mécanismes de signalement, de fiabilité des données bénéficiaires et d'adaptation des protocoles de contrôle terrain.

Pour le département LBCFT/FP, l'exercice 2025 témoigne d'une progression tangible du dispositif LBC-FT-FP d'ASSILASSIME Solidarité : couverture totale du réseau, constitution de la structure interne, déploiement de SanCheck, identification proactive d'opérations à risque élevé et programme de formation substantiel. La persistance d'insuffisances dans la qualité des données KYC et l'archivage des dossiers reste le principal point de vigilance, faisant l'objet de plans de régularisation actifs.



10. LES PERSPECTIVES D'ASSILASSIME SOLIDARITÉ

L'année 2026 s'inscrit dans un contexte marqué par l'entrée en vigueur d'un nouveau cadre réglementaire pour le secteur de la microfinance au Togo. Face à ces évolutions, ASSILASSIME Solidarité poursuivra sa mise en conformité en finalisant sa transformation institutionnelle dans l'esprit de la nouvelle loi adoptée en mars 2026 en République togolaise, en renforçant sa gouvernance, son dispositif de contrôle interne ainsi que son système de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Sur le plan financier, l'institution adaptera son modèle économique aux nouvelles exigences réglementaires, tout en poursuivant le renforcement de ses fonds propres, l'amélioration de la productivité et la maîtrise des charges afin de consolider sa viabilité ; cette recherche de viabilité se fera dans le renforcement des capacités des collaborateurs et de l'ensemble du personnel, et la recherche permanente d'un environnement de travail serein et propice à la performance.

ASSILASSIME Solidarité entend également approfondir sa mission sociale à travers la fidélisation des bénéficiaires, le déploiement de nouveaux modules de formation, le redéploiement de la nouvelle version de la micro-assurance-santé « Lamesin Nyo » et la poursuite de l'accompagnement des activités agricoles.

L'année 2026 sera aussi consacrée à l'accélération de la transformation digitale, à la sécurisation du système d'information et à la préparation de l'interopérabilité des paiements via la plateforme PI-SPI de la BCEAO. Enfin, l'institution engagera l'élaboration de son nouveau plan d'action environnemental quinquennal (dans la continuité de celui 2022 – 2026) afin de poursuivre son engagement en faveur d'un développement inclusif et durable.

À travers ces orientations, ASSILASSIME Solidarité réaffirme sa volonté de concilier conformité réglementaire, pérennité financière et impact social au service des populations pauvres et vulnérables du Togo.









DEUXIÈME PARTIE

Annexes

ANNEXE 1 : LES PLANS DE FORMATIONS DE L'ANNÉE 2025

• Plan de formation d'intégration classique-urbain A

Agences : SANGUERA- BAGUIDA-KEGUE-ANEHO-ATAKPAME				
Ordre d'animation	Thématique	Référence du module	Titre du module	Objectif principal
1	Sensibilisations initiales	SI1	Méthodologie Aménovi	Présenter la méthodologie aménovi aux bénéficiaires
2	Sensibilisations initiales	SI2A	Importance de l'épargne régulière/GASSISSI	Adopter une culture de l'épargne régulière et d'épargne par GASSIASSI
	Sensibilisations initiales	SI2B	Fonctionnement et avantage du service GASSIASSI	Faciliter les transactions de tout genre aux bénéficiaires d'Assilassimé Solidarité
3	Sensibilisations initiales	SI3	Rôles et responsabilités des membres du bureau	Élire le bureau et les sensibiliser aux tâches et responsabilités
4	Sensibilisations initiales	SI4	Accès et gestion d'un fonds de crédit	Mesurer la capacité de remboursement et acquérir les notions sur la gestion du crédit
5	Sensibilisations initiales	SI5	Contrat de prêt et lecture de l'échéancier de remboursement	Savoir lire le contrat et l'échéancier et comprendre les implications
6	Sensibilisations initiales	SI6	Droits des bénéficiaires	Comprendre ses droits en tant que partenaires
7	Sensibilisations initiales	REV SI	Conclusion des sensibilisations initiales	Rappeler les messages clés de chaque module de sensibilisation initiale
8	Environnement	ENV	Accès au crédit énergie (crédit mivo et crédit vert: lampes solaires+ autres produits catalogues MIVO)	
9	Économie & Gestion	ECO6	Promouvoir ses produits	Fournir des idées différentes de promotion des produits
10	Genre	GENR4	La scolarisation des filles	Se familiariser avec les enjeux autour de la scolarisation des filles.
11	Social & Santé	SOC12	Cohésion sociale	– Promouvoir une cohésion sociale positive au sein de la communauté.
12	Économie & Gestion	ECO3	Le calcul du prix de vente	Définir le seuil de rentabilité.

• Plan de formation d'intégration classique-urbain B

Agences : ADIDOGOME, TOKOIN, VAKPOSSITO ET AGOE				
Ordre d'animation	Thématique	Référence du module	Titre du module	Objectif principal Main objective
1	Sensibilisations initiales	SI1	Méthodologie Aménovi	Présenter la méthodologie aménovi aux bénéficiaires
2	Sensibilisations initiales	SI2A	Importance de l'épargne régulière/ GASSISSI	Adopter une culture de l'épargne régulière et d'épargne par GASSIASSI
	Sensibilisations initiales	SI2B	Fonctionnement et avantage du service GASSIASSI	Faciliter les transactions de tout genre aux bénéficiaires d'Assilassimé Solidarité
3	Sensibilisations initiales	SI3	Rôles et responsabilités des membres du bureau	Élire le bureau et les sensibiliser aux tâches et responsabilités
4	Sensibilisations initiales	SI4	Accès et gestion d'un fonds de crédit	Mesurer la capacité de remboursement et acquérir les notions sur la gestion du crédit
5	Sensibilisations initiales	SI5	Contrat de prêt et lecture de l'échéancier de remboursement	Savoir lire le contrat et l'échéancier et comprendre les implications
6	Sensibilisations initiales	SI6	Droits des bénéficiaires	Comprendre ses droits en tant que partenaires
7	Sensibilisations initiales	REVS1	Conclusion des sensibilisations initiales	Rappeler les messages clés de chaque module de sensibilisation initiale
8	Environnement	ENV	Accès au crédit énergie (crédit mivo et crédit vert: lampes solaires+ autres produits catalogues MIVO)	
9	Social & Santé	SOC13	Promotion de la mutuelle de santé LAMESIN NYO	Promouvoir l'adhésion à la mutuelle de santé Lamesin Nyo parmi les bénéficiaires d'Assilassimé.
10	Genre	GENR4	La scolarisation des filles	Se familiariser avec les enjeux autour de la scolarisation des filles.
11	Social & Santé	SOC12	Cohésion sociale	– Promouvoir une cohésion sociale positive au sein de la communauté.
12	Économie & Gestion	ECO3	Le calcul du prix de vente	Définir le seuil de rentabilité.

- Plan de formation d'intégration classique rurale

Agences : ANIE-AMLAME				
Ordre d'animation	Thématique	Référence du module	Titre du module	Objectif principal
1	Sensibilisations initiales	SI1	Méthodologie Aménovi	Présenter la méthodologie aménovi aux bénéficiaires
2	Sensibilisations initiales	SI2A	Importance de l'épargne régulière/ GASSISSI	Adopter une culture de l'épargne régulière et d'épargne par GASSIASSI
	Sensibilisations initiales	SI2B	Fonctionnement et avantage du service GASSIASSI	Faciliter les transactions de tout genre aux bénéficiaires d'Assilassimé Solidarité
3	Sensibilisations initiales	SI3	Rôles et responsabilités des membres du bureau	Élire le bureau et les sensibiliser aux tâches et responsabilités
4	Sensibilisations initiales	SI4	Accès et gestion d'un fonds de crédit	Mesurer la capacité de remboursement et acquérir les notions sur la gestion du crédit
5	Sensibilisations initiales	SI5	Contrat de prêt et lecture de l'échéancier de remboursement	Savoir lire le contrat et l'échéancier et comprendre les implications
6	Sensibilisations initiales	SI6	Droits des bénéficiaires	Comprendre ses droits en tant que partenaires
7	Sensibilisations initiales	REVS1	Conclusion des sensibilisations initiales	Rappeler les messages clés de chaque module de sensibilisation initiale
8	Environnement	ENV	Accès au crédit énergie (crédit mivo et crédit vert: lampes solaires+ autres produits catalogues MIVO)	
9	Agriculture	AGRO6-2	Bien gérer mon Crédit Agricole	Développer son activité par une utilisation efficace de son Crédit Agricole.
10	Social & Santé	SOC6	Cérémonie ruineuse	Sensibiliser aux risques de faillite à cause de l'organisation de cérémonies
11	Économie & Gestion	ECO13	Réinvestir son épargne dans l'activité	Présenter les avantages de l'utilisation de l'épargne pour le développement de l'activité
12	Agriculture	AGRO2-1	Connaitre son sol et les cultures adaptées	

- Plan de formation classique urbain

Agences : TOKOIN, ADIDOGOME, AGOE, BAGUIDA, VAKPOSSITO, KEGUE, SANGUERA, ANEHO					
1 ^{er} mois d'animation	Période d'animation	Thématique	Référence du module	Titre du module	Objectif principal
Janvier	Du 30 décembre au 24 janvier 2025	Économie & Gestion	ECO4	Augmenter ses gains	Augmenter ses gains.
Février	Du 27 janvier au 21 février 2025	Mise à jour / régularisation des carnets d'épargne des bénéficiaires suite à la rémunération de leur dépôt à vue (intérêts créditeurs)			
Mars	Du 24 février au 21 mars 2025	Économie & Gestion	ECO11	Anticiper les risques	Anticiper les risques.
Avril	Du 24 mars au 18 avril 2025	Genre	GENR12-1	Vie menstruelle 1:	Expliquer le fonctionnement des menstruations en lien avec les changements physiques, anatomiques et hormonaux survenant chez la jeune fille et la femme lors de la puberté et au cours du cycle menstruel
Mai	Du 21 avril au 16 mai 2025	Genre	GENR12-2	Vie menstruelle 2: la menstruation le cycle, l'âge, les douleurs	Expliquer et interpréter les phénomènes associés au cycle menstruel, comme la fertilité, la formation de caillots sanguins, les manifestations de pertes blanches, et la gestion des douleurs menstruelles.
Juin	Du 19 mai au 13 juin 2025	Sensibilisations initiales	SI5	Contrat de prêt et lecture de l'échéancier de remboursement	Savoir lire le contrat et l'échéancier et comprendre les implications

Juillet	Du 16 juin au 11 juillet 2025	Social & Santé	SOC10	Prévention de l'hypertension artérielle	Amener les participants à échanger sur l'hypertension artérielle
Août	Du 14 juillet au 08 août 2025	Social & Santé	SOC	Bronchite: moyens de prévention	Connaitre et mettre en pratique les mesures de prévention de la bronchite
Septembre	Du 11 août au 05 septembre 2025	Économie & Gestion	ECO 16-1	Surendette-ment-Symp-tômes	Surmonter une situation de surendettement en adoptant des stratégies de prévention et/ou de sortie d'une situation de surendettement
Octobre	Du 08 septembre au 03 octobre 2025	Économie & Gestion	ECO 16-2	Surendette-ment-Stratégies	Surmonter une situation de surendettement en adoptant des stratégies de prévention et/ou de sortie d'une situation de surendettement
Novembre	Du 06 octobre au 31 novembre 2025	Sensibilisations initiales	SI07	Mécanisme de gestion des plaintes et suggestions	Expliquer, clarifier et promouvoir la politique d'Assilassimé en matière de plaintes et de suggestions
Décembre	Du 03 novembre au 28 novembre 2025	Environnement	ENV	Accès au crédit énergie (crédit mivo et crédit vert: lampes solaires+ autres produits catalogues MIVO)	

- Plan de formation classique agro

Agences : ANIE-AMLAME					
1 ^{er} mois d'animation	Période d'animation	Thématique	Référence du module	Titre du module	Objectif principal
Janvier	Du 30 décembre au 24 janvier 2025	Agriculture	AGRO6-1	L'offre de Crédit Agricole	Expliquer les modalités et conditions d'accès au Crédit Agricole.
Février	Du 27 janvier au 21 février 2025	Mise à jour / régularisation des carnets d'épargne des bénéficiaires suite à la rémunération de leur dépôt à vue (intérêts créditeurs)			
Mars	Du 24 février au 21 mars 2025	Agriculture	AGRO1-3	Augmenter mon rendement	Se familiariser avec une série de mesures et techniques permettant une augmentation des productions agricoles et d'élevages.
Avril	Du 24 mars au 18 avril 2025	Genre	GENR12-1	Vie menstruelle 1:	
Mai	Du 21 avril au 16 mai 2025	Genre	GENR12-2	Vie menstruelle 2: la menstruation le cycle, l'âge, les douleurs	
Juin	Du 19 mai au 13 juin 2025	Sensibilisations initiales	SI5	Contrat de prêt et lecture de l'échéancier de remboursement	Savoir lire le contrat et l'échéancier et comprendre les implications
Juillet	Du 16 juin au 11 juillet 2025	Agriculture	AGRO6-3	Bien gérer l'argent post récolte	Établir un plan de gestion de l'argent issu de la production
Août	Du 14 juillet au 08 août 2025	Agriculture	AGRO3-1	Pesticides biologiques	Préparer ses pesticides naturels.
Septembre	Du 11 août au 05 septembre 2025	Économie & Gestion	ECO 16-1	Surendettement-Symptômes	Surmonter une situation de surendettement en adoptant des stratégies de prévention et/ou de sortie d'une situation de surendettement

Octobre	Du 08 septembre au 03 octobre 2025	Économie & Gestion	ECO 16-2	Surendettement-Stratégies	Surmonter une situation de surendettement en adoptant des stratégies de prévention et/ou de sortie d'une situation de surendettement
Novembre	Du 06 octobre au 31 novembre 2025	Sensibilisations initiales	SI07	Mécanisme de gestion des plaintes et suggestions	Expliquer, clarifier et promouvoir la politique d'Assilassimé en matière de plaintes et de suggestions
Décembre	Du 03 novembre au 28 novembre 2025	Agriculture	AGRO4-4	Aviculture : Assurer une bonne reproduction	Sensibiliser les bénéficiaires sur l'importance d'une alimentation diversifiée et équilibrée.



ANNEXE 2 : LES ÉTATS STATISTIQUES ET LES ÉTATS FINANCIERS

EXPÉDITEUR		STATISTIQUES TRIMESTRIELLES Situation au 31/12/2025	DESTINATAIRE	
SIGLE : ASSILASSIME Solidarité			DMF	
BP : 13 979	SIÈGE : LOME		BP : 35251 Lomé	
TEL : 22 51 12 34			CASEF 2 ^e Etage, Porte 226	
E-MAIL : assilassime.solidarite@entrepreneursdumonde.org			Tél : 22 40 87 55	
Statut juridique : Association		Fax : 22 21 09 05		
		E-mail : casimec2009@yahoo.fr		
Type d'organisation : Associative		Site web: www.finances.gouv.tg		
		2024	2025	Var %
NOMBRE DE MEMBRES, BÉNÉFICIAIRES OU CLIENTS				
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients (les groupements sont comptés sur une base unitaire) (1) + (2)				
Nombre de personnes physiques non membres de groupements (1) = (a)+(b)				
* Hommes (a)		11 495	12 947	12,63%
* Femmes (b)		107 459	115 470	7,45%
Nombre de personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)				
Nombre de groupements de personnes physiques-bénéficiaires				
Nombre total des membres des groupements de personnes physiques -bénéficiaires (a)+(b)				
* Hommes (a)		11 495	12 947	7,96%
* Femmes (b)		107 459	115 470	12,63%

EFFECTIF DES DIRIGEANTS ET DU PERSONNEL EMPLOYÉ						
Nombre de membres du Conseil d'Administration ou de l'organe équivalent						
Nombre de membres du Conseil de surveillance				4	5	25%
Nombre de membres du Comité de Crédit				14	16	14,29%
Effectif total des employés (1) + (2)				150	156	4%
* Dirigeants (employés exerçant des fonctions de direction ou de gérance (1))				14	17	21,43%
* Autres employés (2)				136	139	2,21%
Agents nationaux sous contrat à durée indéterminée				97	107	10,31%
Agents nationaux sous contrat à durée déterminée				39	32	-17,95%
Personnel expatrié sous contrat à durée indéterminée						
Personnel expatrié sous contrat à durée déterminée						
NOMBRE DES DÉPOSANTS						
Nombre total de déposants (1)+(2)				75 627	72 520	-4,11%
Nombre de déposants - personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a) + (b)				75 627	72 520	-4,11%
				74 012	70 795	-4,35%
* Hommes (a)				7 573	7 710	1,81%
* Femmes (b)				66 439	63 085	-5,05%
Nombre de déposants - personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, association, etc.) (2)				1 615	1 725	6,81%
NOMBRE DE CRÉDIT EN COURS						

Nombre de crédit en cours (1)+(2)	27 172	28 298	4,14%
Nombre de crédits en cours sur les personnes physiques membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	27 172	28 298	4,14%
* Nombre de crédits en cours sur les hommes (a)	3 602	3 932	9,16 %
* Nombre de crédits en cours sur les femmes (b)	23 570	24 366	3,38 %
Nombre de crédits en cours sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprise associations, etc.) (2)			
RÉPARTITION DES CRÉDITS SELON LEUR OBJET			
Crédits immobiliers			
Crédits d'équipement			
Crédits à la consommation	27 180 000	23 065 000	-15,14%
Crédits de trésorerie	8 491 380 000	9 323 131 500	9,80%
Autres crédits			
NOMBRE DE CRÉDITS EN SOUFFRANCE			
Nombre de crédits en souffrances (1)+(2)	1 957	1 465	-25,14%
Nombre de crédits en souffrance sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	1 957	1 465	-25,14%
* Nombre de crédit en souffrance sur les hommes (a)	197	190	-3,55%
* Nombre de crédit en souffrance sur les femmes (b)	1 760	1 275	30,27%
Nombre de crédits en souffrance sur les personnes morales (groupement de personne physique, entreprises associations, etc.) (2)			
INDICATEURS SUR LA SURVEILLANCE			

Nombre d'institutions affiliées*				
Nombre d'institutions affiliées contrôlées*				
Nombre de réunions tenues par le Conseil de Surveillance*				-
Nombre d'agences ou de points de services**	11	11		-
Nombre de rapports de contrôle interne**	46	17		63%
NOMBRE DE STRUCTURES DE BASE (Caisses Autorisées)	1	1		-
Nombre de points de services, d'antennes ou d'agences	10	10		-

1. DONNÉES GÉNÉRALES

Tableau n° 1.1 : Nombre de membres, bénéficiaires ou clients (en unités)

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients (les groupements sont comptés sur une base unitaire) (1) +(2)	98 254	75 627	-23,03%
Nombre de personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	96 633	74 012	-23,41%
Hommes (a)	9 426	7 573	-19,66%
Femmes (b)	87 207	66 439	-23,81%
Nombre de personnes morales (groupement de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	1 621	1 615	0,37%
Nombre de groupements de personnes physiques bénéficiaires (3) = (c)+(d)			
Hommes (c)	9 426	7 573	-19,66%
Femmes (d)	87 206	66 439	-23,81%

Tableau n° 1.2 : Effectif des dirigeants et du personnel employé (en unités)

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Nombre de membres du Conseil d'Administration ou de l'organe équivalent	4	5	25%
Nombre de membres du Conseil de Surveillance (*)	0	0	-
Nombre de membres du Comité de Crédit (*)	14	17	21,43%
Nombre de membres des autres comités créés par le SFD (**)	3	3	-
Effectif total des employés (3) = (1) + (2)	150	156	4%
Dirigeants (employés exerçant des fonctions de direction ou de gérance) dont : (1)	14	16	14,29%
- nationaux			
- personnel expatrié			
Autres employés (2) = (a) - (b) + (c)	97	139	14,12%
Agents permanents (a)	97	107	10,31%
Agents contractuels (b)	39	32	14,12%
Personnel expatrié (c)			

(*) À renseigner par les institutions coopératives ou mutualistes d'épargne et de crédit

(**) À préciser

II. DONNÉES SUR LA GOUVERNANCE

Tableau sur l'état des rémunérations des dirigeants et du personnel de l'institution

Rubriques		2024	2025	Variation (%)
Masse salariale globale en FCFA [1]		503 262 491	536 643 226	6,63%
- Personnel dirigeant (Directeur Général et son adjoint, Directeurs de service) ;		65 733 274	82 229 350	25,10%
- autre personnel.		437 529 217	454 413 876	3,86%
Montant des frais généraux en FCFA		735 534 350	779 371 980	5,96%
Ratio Masse salariale rapportée aux frais généraux		68%	69%	1,47%
Proportion salaire du Directeur Général rapporté aux frais généraux		8,93%	11%	23,18%

Tableau sur les remboursements de frais des dirigeants élus

Rubriques		2024	2025	Variation (%)
Indemnités de fonctions versées aux administrateurs non-salariés [2] en FCFA				0
Frais de tenue des réunions des organes et des assemblées en FCFA		1 864 498	957 537	-48,64%
- Perdiem		300 001	600 000	100%
- Transport		0	0	0
- Hébergement		0	0	0
- Téléphone		0	0	0
- Carburant		0	0	0
- Autres		1 564 497	357 537	-77,14%

[1] Salaire, appointements, indemnités, gratifications et primes occasionnelles ou périodiques versés au personnel, les rémunérations des administrateurs salariés, les cotisations aux régimes de retraite. etc.

[2] S'applique aux sociétés (SA, SARL)

III. DONNÉES SUR LES OPÉRATIONS DE COLLECTE DE DÉPÔTS

Tableau n° 3.1 : Évolution du montant des dépôts (en FCFA)

Indicateurs	2024	2025	Variation %
Montant total des dépôts des membres, bénéficiaires ou clients (1) +(2)	2 512 447 831	2 849 058 337	13,40%
Montant des dépôts des personnes physiques membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	2 147 507 197	2 415 373 890	12,47%
Montant des dépôts des hommes (a)	232 347 049	262 962 852	13,18%
Montant des dépôts des femmes (b)	1 915 160 148	2 152 411 038	12,39%
Montant des dépôts des personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	364 940 634	433 684 447	18,84%

Tableau n° 3.3 : Évolution du nombre de déposants (membres, bénéficiaires clients ayant un dépôt dans les livres du SFD) et des comptes inactifs

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Nombre total des déposants (1) + (2)	75 627	72 520	-4,11%
Nombre de déposants personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a) + (b)	74 012	70 795	-4,35%
Nombre de déposants hommes (a)	7 573	7 710	-19,66%
Nombre de déposants femmes (b)	66 439	63 085	-23,81%
Nombre de déposants personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	1 615	1 725	0,37%
Nombre de comptes inactifs			
Montant des soldes des comptes inactifs			
Nombre total des comptes	75 627	72 520	-4,11%

Tableau n° 3.4 : Évolution du capital social *

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Montant du capital social (en milliers de FCFA)	0	0	-

* pour les sociétés de capitaux

IV. DONNÉES SUR LES CRÉDITS (PRÊTS ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE)

Tableau n° 4.1 : Évolution du montant annuel des prêts accordés* (en milliers de FCFA)

Indicateurs	2024	2025
Montant des prêts accordés (1) + (2)	8 518 560 000	9 346 196 500
Montant des prêts accordés aux personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	8 518 560 000	9 346 196 500
▶ Montant des prêts accordés aux hommes (a)	806 206 000	899 268 500
▶ Montant des prêts accordés aux femmes (b)	7 712 354 000	8 446 928 000
Montant des prêts accordés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	0	0

* il s'agit du montant des prêts accordés dans l'année

Tableau n° 4.2 : Évolution du nombre de prêts accordés dans l'année (en unité)

Indicateurs	2024	2025
Nombre de prêts accordés (1) + (2)	39 435	42 236
Nombre de prêts accordés aux personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a) + (b)	39 435	42 236
► Nombre de prêts accordés aux hommes (a)	4 261	4 667
► Nombre de prêts accordés aux femmes (b)	35 174	37 569
Nombre de prêts accordés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	0	0
Montant moyen des prêts accordés (somme des prêts rapportée au nombre de prêts accordés)	216 015	221 285

Tableau n° 4.3 : Engagements par signature (en milliers de FCFA)

Nature de l'engagement donné	Année (n-1)	Année (n)
Engagement de financements donnés en faveur des institutions financières	0	0
Engagement de financements donnés en faveur des membres, bénéficiaires ou clients	0	0
Engagement de garanties d'ordre des institutions financières	0	0
Engagement de garanties d'ordre des membres, bénéficiaires ou clients	0	0

Tableau n° 4.4 : Encours de crédit au 31 décembre (en FCFA)

Indicateurs	2024	2025
Encours total de crédits (1) + (2)	3 953 497 270	4 414 563 452
Encours de crédits sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	3 953 497 270	4 414 563 452
► Encours de crédits sur les hommes (a)	434 623 233	488 903 845
► Encours de crédits sur les femmes (b)	3 518 874 037	3 925 659 607
Encours de crédits sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc) (2)	0	0

Tableau n° 4.5 : Nombre de crédits en cours au 31 décembre (en unité)

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Nombre de crédits en cours (1) +(2)	27 172	28 298	4,14%
Nombre de crédits en cours sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a) + (b)	27 172	28 298	4,14%
► Nombre de crédits en cours sur les hommes (a)	3 602	3 932	9,16%
► Nombre de crédits en cours sur les femmes (b)	23 570	24 366	3,38%
Nombre de crédits en cours sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	-	-	-

Tableau n° 4.8 : Opérations de crédit sur les ressources affectées

Indicateurs	2024	2025
Nombre de crédits accordés sur ressources affectées	-	-
Montant des crédits accordés sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	-	-
Nombre de crédits en cours sur ressources affectées	-	-
Montant des crédits en cours sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	-	-

Tableau 4.9 : Gestion du portefeuille de crédit

Indicateurs	2024	2025
Encours des créances en souffrance (en milliers de FCFA)	232 534 492	189 402 418
Taux brut des créances en souffrance ¹	5,88%	4,29%
Taux de remboursement des crédits accordés ²	97,95%	98%
Taux de recouvrement des créances en souffrance ³		1,87%
Encours brut des créances en souffrance sur ressources affectées (en milliers de FCFA)		
Taux brut de créances en souffrance sur ressources affectées ⁴		
Taux de remboursement des crédits accordés sur ressources affectées ⁵		
Taux de recouvrement des créances en souffrance sur ressources affectées ⁶		
Montant des crédits passés en perte (en milliers de FCFA)	63 577 400	70 443 873
Taux de perte sur créances ⁷	1,61%	1,60%

¹ rapport entre l'encours brut des créances en souffrance et le total de l'encours brut des crédits

² rapport entre les échéances remboursées et le montant attendu au cours de l'année

- ³ rapport entre le montant des créances en souffrance recouvrées et le montant total des créances en souffrance
- ⁴ rapport entre l'encours brut des créances en souffrance sur ressources affectées et le montant total de l'encours brut des crédits sur ressources affectées.
- ⁵ rapport entre le montant des échéances des crédits sur ressources affectées effectivement remboursées et le total des échéances attendues sur les crédits sur ressources affectées
- ⁶ rapport entre le montant recouvré sur créances en souffrance sur ressources affectées et le total des créances en souffrance sur ressources affectées
- ⁷ rapport entre le montant des crédits passés en perte et le total de l'encours des crédits de la période

Tableau n° 4.6 : Évolution de l'encours des crédits par terme

Encours total des crédits en milliers de FCFA (2025)		Encours total des crédits en milliers de FCFA (2024)		Validation de l'encours des crédits à court terme	Validation de l'encours des crédits à moyen et long terme
Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme		
4 336 478 322	78 085 130	3 918 908 780	34 588 490	-9,63%	-55,70%

Tableau n° 4.7 : Encours des crédits des agents relevant des Autorités de contrôle (Ministère chargé des Finances, BCEAO et commission Bancaire de l'UMOA)

Prénoms et nom	Encours total des crédits (en FCFA)	Structure dont relève l'emprunteur
NÉANT		

V. DONNÉES SUR LES AUTRES ACTIVITÉS AUTORISÉES

5.1 Activités de transfert rapide d'argent

Informations d'ordre général :

- nom et adresse du représentant (Banque, Poste) ;
ORABANK-TOGO Place de l'indépendance, Angle avenue des Nîmes et Nicolas Grunitzky. Boite postale. 65 Lomé – TOGO. Téléphone. 00 (228) 22 21 36 41
- nom et adresse de la société représentée (western union, money gram, etc.) ;
- nombre d'opérations exécutées au cours l'année :

À l'émission

À la réception

Tableau n° 5.1 : Opération de transferts (en milliers de FCFA)

Rubriques	2024	2025	Variation (%)
Transfert reçu (1)			-
UEMOA			-
Autres pays africains			-
Union européenne			-
Etats Unis			
Autres pays			-
Transferts émis (2)			-
UEMOA			-
Union européenne			-
Etats Unis			
Autres pays			-
Solde des transferts (3) = (1) + (2)		-	-

5.2 Activités de micro assurance

Information d'ordre général :

- Nombre de bénéficiaires ;
- Catégories de prestations offertes : à détailler

Tableau n° 5.2 : Opérations de micro assurances (en milliers de FCFA)

Rubriques	2024	2025	Variation (en %)
Montant des primes émises	NÉANT		
Assurance-vie			
Assurance non vie			
Montant des arriérés de primes			
Montant des sinistres à payer			

Tableau n° 5.3 : Opérations de change

Devises concernées	Montant des devises achetées	Contrevaleur en FCFA des devises achetées	Montant des devises vendues	Contre-valeur en FCFA des devises vendues
EURO (EUR)				
Dollar des EU (USD)	NÉANT			
Franc Suisse (CHF)				
Livre Sterling (GBP)				
Autres				

VI. AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Tableau n° 6.1 : Tarification des opérations avec la clientèle (*)

Indicateurs	2024	2025
Taux d'intérêt créditeur minimum servi sur les dépôts des membres, bénéficiaires ou clients	0	0
Taux d'intérêt créditeur maximum servi sur les dépôts des membres, bénéficiaires ou clients	0	0
Taux d'intérêt nominal débiteur minimum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients	6,00%	6,00%
Taux d'intérêt nominal débiteur maximum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients	18%	18%
Taux d'intérêt effectif global (**)	22,85%	23,94%

(*) : Communiquer le taux d'intérêt annuel

(**) : Indiquer le mode de détermination

Tableau n° 6.2 : Répartition des crédits selon leurs objets (en milliers de FCFA)

Objet du crédit	2024	2025	Variation (%)
Crédits immobiliers			
Crédits d'équipement			
Crédits à la consommation	27 180 000	23 065 000	-15,14%
Crédits en trésorerie	7 870 080 000	9 323 131 500	18,46%
Autres crédits (commerces alimentaires, non alimentaires, mixtes, restauration et prestation de service)			

Tableau 6.3 : Dons et œuvres sociales

Références du bénéficiaire	Nature du don ou des œuvres sociales	Evaluation financières (en FCFA)
	NÉANT	

Tableau 6.4 : Répartition sectorielles des crédits accordés (*) en milliers de FCFA

Secteurs d'activité	2024	2025	Variation (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	621 300 000	807 276 000	29,93%
Industries extractives	0	0	
Industries manufacturières	0	0	
Bâtiment et travaux publics	0	0	
Commerce, restaurants, hôtels	7 897 260 000	8 515 855 500	7,83%
Electricité, gaz, eau	0	0	
Transports, entrepôts et communications	0	0	
Assurances, services* aux entreprises	0	0	
Immobilier	0	0	
Services divers	0	23 065 000	-

* La sectorisation retenue dans ce tableau est celle prévue par le référentiel comptable spécifique des SFD

VII. OPÉRATIONS AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Tableau n° 7 : Opérations avec les autres institutions financières (établissement de crédit, SFD, autres institutions financières) et les partenaires au développement

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Encours des placements auprès des autres institutions financières (en milliers de FCFA)	300 000 000	300 000 000	-
Encours des emprunts auprès des autres institutions financières (en milliers de FCFA)	1 610 209 458	1 734 236 993	7,10%
Montant total des emprunts obtenus dans l'année auprès des autres institutions financières	524 432 068	1 068 952 703	103,83%
Taux d'intérêt moyen des emprunts obtenus dans l'année auprès des institutions financières	7,50%	7,50%	0,00%
Ressources affectées (en milliers de FCFA)	-	-	-
Subventions d'exploitation reçues (en milliers de FCFA)	100 000	33 342 282	332,42%
Subventions d'équipement reçues (en milliers de FCFA)	-	3 088 162	-

Non applicable, car la structure n'est pas un réseau.

VIII. FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES

Tableau n° 9 : Nombre de réunions tenues au cours de l'année

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Par l'assemblée Générale	1	1	-
Par le conseil d'Administration ou l'organe équivalent	4	5	25%
Par le Conseil de Surveillance (*)	-	-	-
Par le Comité de Crédit (*)	-	-	-
Par les autres comités (**)	-	-	-

(*) A renseigner par les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit

(**) À préciser

IX. PERFORMANCES FINANCIÈRES

Tableau n° 10 : Indicateurs de performances financières

Indicateurs	2024	2025	Variation (%)
Marge d'intérêt en milliers de FCFA	670 307 815	779 371 980	6%
Produit financier net en milliers de FCFA	633 650 522	692 946 934	9%
Résultat net en milliers de FCFA	-135 590 528	-118 531 396	-13%
Taux de marge nette ¹	-21%	-17%	-20%

¹ Le taux de marge nette est égal au rapport entre le résultat net et la marge d'intérêt.

SIEGE

Tel.

BP. LOME

Imprimé le : 20/04/2026

Imprimé par : ANTOINE EDJAH

Journée : 20/04/2026

Devise : F.CFA

SITUATION PATRIMONIALE (Version développée)

Situation au : 31/12/2025
ETAT CONSOLIDE

(Annex)

(Annex)

Poste	Ac91	Ac91	Montant brut	Amort./Préc.	Dec 2025	Dec 2024	Poste	Passif	Dec 2025	Dec 2024
A81	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INST		836 854 669		836 854 669	1 013 236 722	F81	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INST	1 786 367 906	1 823 599 236
A90	Valeur en caisse		54 045 574		54 045 574	126 302 885	F1A	Comptes ordinaires créditeurs		
A11	Billets et monnaies									
A12	Comptes ordinaires débiteurs		438 482 058		480 493 358	581 832 054	F2A	Autres comptes de dépôts créditeurs		
A24	Autres comptes de dépôts débiteurs		308 000 000		380 000 300	308 300 000	F2B	Dépôts à terme reçus		
A28	Dépôts à terme constatés		308 000 000		300 000 300	300 300 000	F2C	Dépôts de garantie reçus		
A29	Dépôts de garantie constatés						F2D	Autres dépôts reçus		
A31	Autres dépôts constatés									
A34	Comptes de prêts						F3A	Comptes d'emprunts	1 734 236 969	1 813 289 458
A38	Prêts à moins d'un an						F3E	Emprunts à moins d'un an		
A3C	Prêts à long terme						F3F	Emprunt à long terme	1 734 236 969	1 813 289 458
A40	Créances rattachées		2 347 037		2 547 337	2 661 683				
A50	Prêts en souffrance						F50	Autres sommes dues aux institutions financières		
	Prêts immobilisés						F55	Ressources affectées		
A71	Prêts en souffrance de moins de 12 mois au plus						F80	Dettes rattachées	22 130 013	13 388 872
A72	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus									
A73	Prêts en souffrance de plus de 24 mois au plus									
B81	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEVOLE		4 432 478 019	37 474 047	4 358 061 971	3 826 176 879	G81	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEVOLE	2 855 711 365	2 824 043 231
B20	Crédit à court terme		4 150 542 079		4 150 542 079	3 685 136 828	G70	Comptes ordinaires créditeurs	1 242 341 812	963 676 389
B29	Comptes ordinaires						G75	Dépôts à terme reçus	302 253 430	300 503 000
B30	Crédit à moyen terme		74 559 815		74 559 815	30 828 960	G29	Comptes d'épargne à régime spécial		
B40	Crédit à long terme									
B45	Créances rattachées		37 912 596		37 912 596	36 453 846	G30	Autres dépôts de garantie reçus		
B50	Crédits en souffrance		159 461 618	37 474 047	91 987 375	119 767 290	G35	Autres dépôts reçus	1 304 403 325	1 218 268 442
	Crédit immobilisés		59 200		59 200		G40	Emprunts		
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus		23 213 405	5 308 762	17 613 843	27 844 687				
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus		58 257 840	28 721 312	30 536 528	47 192 483	G70	Autres sommes dues		
B73	Crédits en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus		308 931 173	83 352 925	43 578 200	44 729 130	G80	Dettes rattachées	6 852 848	12 006 400

PURFECT VIL3

1/3

Poste	Actif	Montant brut	Amort./Prov.	Déc 2025	Déc 2024	Poste	Passif	Déc 2025	Déc 2024
C01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERS	133 319 920	2 309 869	131 010 051	105 463 041	H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERS	68 880 956	22 890 758
C10	Titres de placement					H10	Versements restant à effectuer		
C30	Comptes de stocks	11 603 679		11 603 679	15 070 419	H40	Créditeurs divers	57 013 764	7 305 100
C31	Stocks de meuble					H6A	Comptes d'ordre et divers	11 867 192	15 585 658
C32	Stocks de marchandises					H6B	Comptes de liaison		
C33	Stocks de fournitures	11 542 879		11 542 879	15 052 819	H6G	Compte de régularisation-passif	11 867 192	15 585 658
C34	Autres stocks et assimilés	60 800		60 800	17 600	H6C	Comptes de différences de conversion		
C40	Débiteurs divers	107 900 538	2 309 869	105 590 669	62 496 013	H6P	Comptes d'attente-passif		
C55	Créance rattachées					K01	VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOB		
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat					K20	Titres de participation		
C59	Valeurs à rejeter					L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	773 548 732	904 805 288
C6A	Compte d'ordre et divers	13 815 703		13 815 703	27 896 609	L10	Subventions d'investissement	12 356 752	19 481 279
C6B	Comptes de liaison					L20	Fonds affectés		12 000 000
C6C	Comptes de différence de conversion					L21	Fond de garantie		12 000 000
C6G	Comptes de régularisation actif	13 815 703		13 815 703	27 896 609	L22	Fonds d'assurance		
C6Q	Comptes transitoires					L23	Fonds de bonification		
C6R	Comptes d'attente actif					L24	Fonds de sécurité		
D01	VALEURS IMMOBILISEES	374 522 936	242 881 548	131 641 388	80 967 968	L25	Autres fonds		
D1A	Immobilisations financières	1 000 000		1 000 000	1 000 000	L27	Fonds de crédit	928 615 262	928 615 262
D10	Prêts et titres subordonnés					L30	Provisions pour risques et charges	37 357 680	19 560 279
D1E	Titres de participation	1 000 000		1 000 000	1 000 000	L31	Provisions pour charges de retraite	17 627 562	2 516 312
D1L	Titres d'investissement					L32	Provisions pour risque d'exécution des engagements par		
D1S	Dépôts et cautionnements	13 550 000		13 550 000	13 550 000	L33	Autres provisions pour risques et charges	19 730 118	18 043 967
D23	Immobilisations en cours					L35	Provisions réglementées		
D24	Incorporelles					L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de		
D25	Corporelles					L37	Provisions spéciale de réévaluation		
D30	Immobilisations d'exploitation	359 972 936	242 881 548	117 091 308	66 417 968	L41	Emprunt et titres émis subordonnés		
D31	Incorporelles	90 550 750	89 287 187	1 263 563	11 417 920	L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subord		
D36	Corporelles	269 422 186	153 594 361	115 827 825	55 000 048	L45	Fonds pour risques financiers généraux		
D40	Immobilisations hors exploitation					L50	Primes liées au capital		
D41	Incorporelles					L55	Réserves	48 923	48 923
D45	Corporelles					L56	Réserve générale	48 923	48 923
D46	Immobilisations acquises par réalisation de garantie					L57	Réserves facultatives		
						L58	Autres réserves		
						L59	Ecart de réévaluation des immobilisations		

PERFECT V6.3

2 / 3

Poste	Actif	Montant brut	Amort./Prov.	Déc 2025	Déc 2024	Poste	Passif	Déc 2025	Déc 2024
D47	Corporelles					L60	Capital		
						L61	Capital appelé		
D50	Crédit bail et opérations assimilées					L62	Capital non appelé		
D51	Crédit-bail					L65	Fonds de dotation	52 137 721	52 137 721
D52	L.O.A					L70	Report à nouveau (+ou-)	-138 466 210	9 552 352
D53	Location-vente					L75	Excédent des produits sur les charges		
						L80	Résultat de l'exercice (+ou-)	-118 531 396	-135 590 528
D60	Créances rattachées					L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	-118 531 396	-135 590 528
						L82	Excédent ou déficit de l'exercice		
D70	Créances en souffrance								
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus								
D72	Créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au								
D73	Créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au								
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MEMBRES								
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital non appelé								
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital appelé non v								
E05	EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS								
E90	TOTAL DE L'ACTIF	5 797 173 543	342 665 464	5 454 508 079	5 075 838 607	L90	TOTAL DU PASSIF	5 454 508 079	5 075 838 607

SIEGE

Tél.

BP. LOME

Imprimé le : 20/04/2026

Imprimé par : ANTOINE EDAH

Journée : 20/04/2026

Devise : F.CFA

ETAT DE FORMATION DU RESULTAT (Version développée)

Situation au : 31/12/2025
ETAT CONSOLIDE

(Annuel)

(Annuel)

Poste	Charges	Déc 2025	Déc 2024	Poste	Produits	Déc 2025	Déc 2024
R08	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	89 556 212	99 554 595	V08	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	16 465 175	6 916 384
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs			V1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs		
R1B	Organe financier			V1B	Organe financier		
R1C	Caisse centrale			V1C	Caisse centrale		
R1D	Trésor public			V1D	Trésor public		
R1E	CCP			V1E	CCP		
R1F	Banques et correspondants			V1F	Banques et correspondants		
R1H	Etablissements financiers			V1H	Etablissements financiers		
R1I	SFD			V1I	SFD		
R1K	Autres institutions financières			V1K	Autres institutions financières		
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs			V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs	16 465 175	6 916 384
R1N	Dépôts à terme reçus			V1Q	Intérêts sur Dépôts à terme constitués	16 465 175	6 916 384
R1P	Dépôts de garantie reçus			V1R	Intérêts sur Dépôts de garantie constitués		
R1Q	Autres dépôts reçus			V1S	Intérêts sur Autres dépôts constitués		
R2A	Intérêts sur comptes d'emprunts	89 556 212	99 554 595	V2A	Intérêts sur comptes de prêts		
R2F	Intérêts sur emprunts à moins d'un an			V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an		
R2G	Intérêts sur emprunts à terme	89 556 212	99 554 595	V2G	Intérêts sur prêts à terme		
R2R	Autres intérêts			V2Q	Autres intérêts		
R2T	Divers intérêts			V2S	Divers intérêts		
R2Z	Commissions			V2T	Commissions		
R3A	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU	27 379 848	25 179 400	V3A	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU	833 243 466	788 125 426
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients	27 379 848	25 179 400	V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients	667 409 401	645 492 912
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	13 982 000	13 050 500	V3G	Autres crédits à court terme	665 788 331	644 155 180
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus	13 417 848	12 128 900				
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial			V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	1 621 070	1 337 732

PERFECT V6.3

1 / 5

Poste	Charges	Déc 2025	Déc 2024	Poste	Produits	Déc 2025	Déc 2024
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus			V3H	Intérêts sur crédits à long terme		
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus						
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues			V3R	Autres intérêts		
R3Q	Autres intérêts			V3T	Divers intérêts		
R3T	Commissions			V3X	Commissions	165 834 065	142 632 514
	MARGES D'INTERÊT BÉNÉFICIAIRE	732 772 581	670 307 815		MARGES D'INTERÊT DÉFICITAIRE		
	TOTAL CHARGES D'INTERÊTS	116 936 060	124 733 995		TOTAL PRODUITS D'INTERÊTS	849 708 641	795 041 810
R4B	CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES			V4B	PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES		
R4C	Charges et pertes sur titres de placement			V4C	Produits et profits sur titre de placement		
R4K	Charges sur opérations diverses			V4E	Produits sur opérations diverses		
R4N	Commissions			V4F	Commissions		
R5B	CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES			V5B	PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
R5C	Frais d'acquisition			V5C	Produits sur petits et titres subordonnés		
R5D	Étalement de la prime			V5G	Dividende et produits assimilés sur titre de participation		
				V5F	Produits et profit sur titres d'investissement		
R5E	CHARGES SUR CREDIT BAIL et OPERATIONS ASSIMILEES			V5G	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL et OPERATIONS ASSIMIL		
R5G	Charges sur opérations de crédit bail			V5H	produits sur opérations de crédit bail		
R5H	Dotation aux amortissements			V5J	Loyers		
R5J	Dotation aux provisions			V5K	reprises de provisions		
R5K	Moins-value de cession			V5L	plus-values de cession		
R5L	Autres charges			V5M	autres produits		
R5M	Charges sur opérations de location avec option d'achat			V5N	produits sur opérations de location avec option d'achat		
R5N	Dotation aux amortissements			V5P	loyers		
R5P	Dotation aux provisions			V5Q	reprises de provisions		
R5Q	Moins-value de cession			V5R	plus-values de cession		
R5R	Autres charges			V5S	autres produits		
R5S	Charges sur opérations de location-vente			V5T	produits sur opérations de location vente		
R5T	Dotation aux amortissements			V5V	loyers		
R5U	Dotation aux provisions			V5W	reprises de provisions		
R5V	Moins-values de cession			V5X	plus-values de cession		
R5X	Autres charges			V5Y	autres produits		
R5Y	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés						
R6A	CHARGES SUR OPERATIONS DE CHANGE			V6A	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CHANGES		
R6B	Perte sur opérations de change			V6B	Gains sur opérations de change		

PERFECT V0.3

Poste	Charges	Déc 2025	Déc 2024	Poste	Produits	Déc 2025	Déc 2024
R6C	Commissions			V6C	Commissions		
R6F	CHARGES SUR OPERATIONS HORS BILAN			V6F	PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN		
R6K	Charges sur engagements de financements reçus des institutions financières			V6K	Produits sur engagements de financements donnés aux institutions financières		
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières			V6L	produits sur engagements de garantie donnés institutions financières		
R6L	Charges sur engagements de financements reçus des membres, clients ou bën			V6N	produits sur engagements de financements donnés aux membres, clients ou b		
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou c			V6P	produits sur engagements de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou c		
R6S	Charges sur engagements sur titres			V6Q	produits sur engagements sur titres		
R6T	Charges sur autres engagements reçus			V6R	produits sur autres engagements donnés		
				V6S	Produit sur les opérations effectuées pour le compte de tiers		
R6V	CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	44 827 863	48 930 708	V6V	PRODUITS SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	5 002 216	12 273 808
R6W	Charges sur les moyens de paiement			V6V	produits sur les moyens de paiement	626 633	1 138 901
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers	44 827 863	48 930 708	V6W	Autres produits sur prestations de services financiers	4 375 583	11 134 544
R7A	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIERE			V7A	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIERE		
R7B	Moins-values sur cession d'éléments d'actif			V7B	Plus-values sur cession d'éléments d'actif		
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière			V7C	Transferts de charges d'exploitation financière		
R7D	Diverses charges d'exploitation financière			V7D	Divers produits d'exploitation financière		
AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS		4 948 432	11 724 215		AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	44 774 079	48 381 508
AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES		44 827 863	48 930 708		AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	5 002 216	12 273 506
MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE		732 772 581	670 307 815		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE		
AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS		4 948 432	11 724 215		AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	44 774 079	48 381 508
PRODUIT FINANCIER NET		737 721 013	682 032 030		CHARGE FINANCIERE NETTE	44 774 079	48 381 508
ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS		10 514 734	6 736 763		VENTE	260 000	467 000
R8G	Achats de marchandises	208 000	379 200	V8B	MARGE COMMERCIALE	260 000	467 000
R8J	Stocks vendus			V8C	VENTES DE MARCHANDISES		
R8L	Variations positives de stocks de marchandises	10 306 734	6 357 563	V8D	VARIATIONS NEGATIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES		
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		1 068 602 196	1 028 915 286		PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	267 730 272	241 599 158
S02 FRAIS DE PERSONNEL		536 643 226	503 262 491				
S03 Salaires et traitements		433 807 102	408 660 961	W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	75 233 800	91 789 500
S04 Charges sociales		98 760 509	91 071 230	W4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires		
S05 Rémunérations versées aux stagiaires		4 075 615	3 530 300	W4D	Indemnités de fonction et rémunération d'administrateurs, gérants, requets		

PERFECT V6.3

3 / 5

Poste	Charges	Déc 2025	Déc 2024	Poste	Produits	Déc 2025	Déc 2024
S1A IMPÔTS ET TAXES		709 708	401 004	W4G	Plus-values de cession		
S1B	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	276 997	204 000	W4H	Sur immobilisations incorporelles et corporelles		
S1C Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés à l'administration d		432 711	107 004	W4J	Sur immobilisations financières		
S1D	Impôts directs			W4K	Revenus des immeubles hors exploitation		
S1G	Impôts indirects			W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière		
S1H	Droits d'enregistrement et de timbre	274 927	107 004	W4M	Charges refacturées		
S1J	Impôts et taxes divers	157 784		W4N	Charges à r répartir sur plusieurs exercices		
S1K	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes			W4P	Autres transferts de charges		
				W4Q	Autres produits divers d'exploitation	76 233 800	91 789 500
S2A AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATIO		242 019 046	231 870 855	W50	PRODUCTION IMMOBILISEE		
S2B Services extérieurs		76 139 071	71 295 585	W51	Immobilisations corporelles		
S2C	Redevances de crédit bail			W52	Immobilisations incorporelles		
S2D	Loyers	24 486 599	23 005 688	W53	SEVENTIONS D'EXPLOITATION	33 342 262	
S2F	Charges locatives et de co-propriété						
S2H	Entretien et réparations	8 117 907	7 022 433	X50	REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GÉNÉRAUX		
S2J	Primes d'assurance	28 115 666	26 596 801				
S2K	Etudes et recherches			X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
S2M	Frais de formation du personnel	7 626 263	6 397 151	X54	Reprises d'amortissements des immobilisations		
S2L	Divers	7 792 016	8 273 512	X56	Reprises de provisions sur immobilisations		
S3A Autres services extérieurs		160 488 902	154 733 851	X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMO	158 894 190	149 342 658
S3B	Personnel extérieurs à l'institution	51 057 036	46 129 514	X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance	137 750 317	130 581 505
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	13 345 546	17 010 167	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	64 372 767	62 492 649
S3E	Publicité, publications et relations publiques	3 381 527	2 820 775	X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	21 494 715	29 900 765
S3G	Transports de biens	285 000	314 666	X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 12 mois à 24 mois au plu	51 882 835	38 188 091
S3J	Transports collectifs du personnel			X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif	11 672 682	8 354 930
S3L	Déplacements, missions et réceptions	14 858 126	10 567 368	X6H	Reprises de provisions pour risques et charges	6 043 967	9 185 530
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	64 791 660	64 698 365	X6J	Récupération sur créances amorties	3 427 224	1 220 693
S3N	Frais postaux et frais de télécommunication	12 770 007	13 192 996	X6I	Reprises de provisions réglementées		
S3P	Divers			X6O	PRODUITS EXCEPTIONNELS	12 339 896	27 105 442
S4A Charges diverses d'exploitation		5 391 073	5 841 419	X80			
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs si			X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	914 509	4 596 252
S4D	Indemnités de fonction versées						
S4I	Frais de tenue d'assemblée	957 538	1 984 498				
S4K Moins-value de cession sur immobilisations							

PERFECT V6.3

4 / 5

Poste	Charges	Déc 2025	Déc 2024	Poste	Produits	Déc 2025	Déc 2024
S4L	Sur immobilisations corporelles et incorporelles						
S4M	Sur immobilisations financières						
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière						
S4Q	Produits rétrocedés						
S4R	Autres transferts de produits						
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	4 433 535	3 856 921				
T50	DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX						
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBI	44 781 134	48 155 770				
T53	Dotations aux amortissements de charges à répartir						
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	44 781 134	48 155 770				
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation						
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours						
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation						
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation						
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVR	244 449 084	245 225 166				
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	122 447 122	151 414 805				
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	34 070 101	59 398 430				
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrances de 6 mois à 12 mois au pl	36 786 245	49 935 248				
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrances de 12 mois à 24 mois au	51 590 776	42 081 127				
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif	2 309 869	11 672 682				
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges	49 244 870	18 560 279				
T6J	Dotations aux provisions réglementées						
T6K	Pertes sur créances incouvrables couvertes des provisions	57 671 138	52 617 758				
T6L	Pertes sur créances incouvrables non couvertes par des provisions	12 776 085	10 959 642				
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLE	250 441	430 491				
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	11 411 716	6 459 362				
T82	IMPOTS SUR LES EXCEDENTS	1 683 918					
L80	EXCEDENT			L80	DEFICIT	118 531 396	135 990 528
T84	TOTAL CHARGES	1 254 226 930	1 216 206 695	X84	TOTAL PRODUITS	1 254 226 930	1 216 206 695

TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

Poste	Libellés	Période précédente	Période en cours	Variations en valeur absolue	Variations en % (3/1)
		Pn-1	Pn	(2-1)= (3)	
	EMPLOIS				
B01	I- OPÉRATIONS AVEC LES MEMBRES, BÉNÉFICIAIRES OU CLIENTS (1+2+3+4+5+7)	3 840 720 028	4 317 089 405	476 369 377	12,40%
B2D	1) Crédits à court terme	3 688 135 828	4 150 542 019	462 406 191	12,54%
B30	2) Crédits à moyen terme	32 826 950	74 559 815	41 732 865	127,13%
B40	3) Crédits à long terme	0	0	0	0,00%
B2N	4) Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	0,00%
B70	5) Créances en souffrance et immobilisées (5'+6)	119 757 250	91 987 571	-27 769 679	-23,19%
(B71+B72+B73)	5') Créances en souffrance	119 757 250	91 928 371	-27 828 879	-23,24%
	6) Crédits immobilisés	0	59 200	59 200	0,00%
	Crédits nets en souffrance/total crédits nets (5'/1)	0	0	-0	-28,97%
D50	7) Crédit-bail et opérations assimilées (8+9+10)	0	0	0	0,00%
D51	8) Crédit-bail	0	0	0	0,00%
D52	9) L.o.a.	0	0	0	0,00%
D53	10) Location-vente	0	0	0	0,00%
	II- AUTRES EMPLOIS (11+12+15+16+17+22)	224 563 720	302 911 042	78 347 322	34,89%
C10	11) Titre de placement	0	0	0	0,00%
D1A	12) Immobilisations financières (13+14)	1 000 000	1 000 000	0	0,00%
D1E	13) Titres de participation	1 000 000	1 000 000	0	0,00%
D1L	14) Titres d'investissement	0	0	0	0,00%
D10	15) Prêts et titres subordonnés	0	0	0	0,00%
	17) Autres immobilisations (18+19+20+21)	66 417 968	117 091 388	50 673 420	76,29%
D1S	16) Dépôts et cautionnements	13 550 000	13 550 000	0	0,00%
D23	18) Immobilisations en cours	0	0	0	0,00%
D30	19) Immobilisations d'exploitation	66 417 968	117 091 388	50 673 420	76,29%
D40	20) Immobilisations hors exploitation	0	0	0	0,00%
	21) Immobilisations acquises par réalisation de garantie	0	0	0	0,00%

	22) Divers emplois (23+24+25+28+26+27)	143 595 752	171 269 654	27 673 902	19,27%
(A60+B65+C55+D60)	23) Créances rattachées	38 132 711	40 259 603	2 126 892	5,58%
C30	24) Comptes de meubles	15 070 419	11 603 679	-3 466 740	-23,00%
C40	25) Débiteurs divers	62 496 013	105 590 669	43 094 656	68,96%
C56 + C59	26) Valeur à l'encaissement avec crédit immédiat et à rejeter	0	0	0	0,00%
C6A	27) Comptes d'ordre et divers	27 896 609	13 815 703	-14 080 906	-50,48%
D70	28) Créances en souffrance	0	0	0	0,00%
	A-TOTAL EMPLOIS (I+II)	4 065 283 748	4 620 000 447	554 716 699	13,65%
	RESSOURCES				
	III-DEPOTS ET EMPRUNTS (29+30+31+32+33+34+35)	2 512 447 831	2 849 058 537	336 610 706	13,40%
G10	29) Comptes ordinaires créditeurs	993 736 389	1 242 341 812	248 605 423	25,02%
G15	30) Dépôts à terme reçus	300 503 000	302 253 400	1 750 400	0,58%
G2A	31) Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	0,00%
G30	32) Autres dépôts de garantie reçus	1 218 208 442	1 304 463 325	86 254 883	7,08%
G35	33) Autres dépôts reçus	0	0	0	0,00%
G60	34) Emprunts	0	0	0	0,00%
G70	35) Autres sommes dues	0	0	0	0,00%
(F60+G90+H10+H40+H6A+K01+L30+L75)	IV- DIVERSES RESSOURCES	66 936 309	135 021 497	68 085 188	101,72%
	V- FONDS PROPRES NETS (36+37)	886 245 009	736 191 052	-150 053 957	-16,93%
(L41+L45+L50+L55+L59+L60+L65+L70-E01-E05)	36) Capital, Dotation Réserves	61 738 996	-86 279 566	-148 018 562	-239,75%
(L10+L27+L20+L35+L43+L80)	37) Autres	824 506 013	822 470 618	-2 035 395	-0,25%
	B- TOTAL RESSOURCES (III+IV+V)	3 465 629 149	3 720 271 086	254 641 937	7,35%
	C- Excédent + ou Déficit – (B – A)	-599 654 599	-899 729 361	-300 074 762	-50,04%
	OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES (D+E)	-599 654 599	-899 729 361	-300 074 762	-50,04%
A10	D – CAISSE	128 922 805	54 045 574	-74 877 231	-58,08%
	E- Opérations avec les institutions financières (R-E)	728 577 404	953 774 935	225 197 531	30,91%
(A12+A2A+A3A+A70)	Trésorerie actif (E)	881 632 054	780 462 058	-101 169 996	-11,48%
(F1A+F2A+-F3A+F50+F55)	Trésorerie passif (R)	1 610 209 458	1 734 236 993	124 027 535	7,70%

ÉTATS DES BIENS DONNÉS EN CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES

CODE	CODE	LIBELLÉS	Durée	Montants Bruts	Amortissements/Provisions	Montants nets
ZA1	ZA1	CRÉDIT-BAIL				
ZA2	ZA2	Crédit-bail Mobilier				
ZA3	ZA3	Crédit-bail Immobilier				
ZA4	ZA4	Crédit-bail sur actifs incorporels				
ZA5	ZA5	Location avec option d'achat				
ZA6	ZA6	LOCATION-VENTE				
ZA7	ZA7	CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET ASSIMILÉES				
		TOTAL				

ÉTAT DES BIENS DÉTENUS DANS LE CADRE DE LA CONCESSION

CODE	Postes	DURÉE	VALEUR D'INVENTAIRE ou VALEUR DE MARCHÉ	CONCESSIONNAIRE	
				NOM	VALEUR DÉCLARÉE DANS LE CAHIER DE CHARGES
DIMF_2007_1_1					
DIMF_2007_1_2					
DIMF_2007_1_3					
DIMF_2007_1_4					
DIMF_2007_1_5					
DIMF_2007_1_6					
DIMF_2007_1_7					
DIMF_2007_1_8					
DIMF_2007_1_9					
DIMF_2007_1_10					
DIMF_2007_1_11					
DIMF_2007_1_12					
DIMF_2007_1_13					
DIMF_2007_1_14					
DIMF_2007_1_15					
DIMF_2007_1_16					
DIMF_2007_1_17					
DIMF_2007_1_18					
DIMF_2007_1_19					
DIMF_2007_1_20					
	TOTAL		0	TOTAL	0

ÉTAT DES BIENS DÉTENUS DANS LE CADRE DE CLAUSE DE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

CODE	Libellés des biens inscrits à l'actif frappés de la clause de Réserve de Propriété	Objet clause de Réserve	Montants Bruts	Calendrier arrêté		Créanciers
				Date d'inscription	Durée de Jouissance	
DIMF_2008_1_1						
DIMF_2008_1_2						
DIMF_2008_1_3						
DIMF_2008_1_4						
DIMF_2008_1_5						
DIMF_2008_1_6						
DIMF_2008_1_7						
DIMF_2008_1_8						
DIMF_2008_1_9						
DIMF_2008_1_10						
DIMF_2008_1_11						
DIMF_2008_1_12						
DIMF_2008_1_13						
DIMF_2008_1_14						
DIMF_2008_1_15						
DIMF_2008_1_16						
DIMF_2008_1_17						
DIMF_2008_1_18						
DIMF_2008_1_19						
DIMF_2008_1_20						
	TOTAL		0			

CODE	Libellés	EFFECTIF (en unités)							FACTURATION A L'INSTITUTION
		NATIO-NAUX	Autres États de L'UMOA	Hors UMOA	Secteur Primaire	Secteur Se-condaire	Secteur Tertiaire	TOTAL	
ZB1	1. Cadres Supérieurs							0	
ZB2	2. Techniciens Supérieurs et cadres moyens							0	
ZB3	3. Techniciens Agents de Maîtrise et ouvriers qualifiés							0	
ZB4	4. Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis 34							0	
ZB5	TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	
ZB6	PERMANENTS							0	
ZB7	SAISONNIERS							0	
ZB8	TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	

ETAT DES CRÉDITS EN SOUFFRANCE

CODE	CRÉDITS EN SOUFFRANCE	A	B	C= A-B	D	E= C-D
		191,192 et 193 291,291 et 293, Crédits et Prêts en souffrance	162 et 254 Dépôts de garantie	Soldes restants dus	199 et 299 Provisions	Crédits et Prêts en souffrance nets
B71	Crédits comportant au moins une échéance impayée <= à 6 mois	23 213 405	9 715 000	13 498 405	5 399 762	8 098 643
B72	Crédits comportant au moins une échéance impayée >6 à <= 12 mois	59 257 840	23 356 200	35 901 640	28 721 312	7 180 328
B73	Crédits comportant au moins une échéance impayée >12 à <= à 24 mois	106 931 173	43 578 200	63 352 973	63 352 973	0
	TOTAL	189 402 418	76 649 400	112 753 018	97 474 047	15 278 971

ÉTATS DES INFORMATIONS ANNEXES

CODE	LIBELLÉS	Montant / Effectif
ZC01	Encours des engagements par signature à court terme	
ZC02	Encours des engagements par signature à moyen et long termes	
ZC03	Montant total consacré par l'institution aux opérations autre que les activités d'épargne et de crédit	
ZC04	Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de l'institution	130 399
ZC05	Nombre total de groupements de l'institution ainsi que de leurs membres	128 417
ZC06	Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe masculin de l'institution	12 947
ZC07	Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe féminin de l'institution	115 470
ZC08	Nombre total de groupements bénéficiaires	1 982
ZC09	Nombre total d'usagers bénéficiaires	
ZC10	Nombre total de sociétaires bénéficiaires	
ZC11	Population cible de la caisse (ou son estimation)	250 000
ZC12	126-127-128 Dépôts à plus d'un an du SFD auprès des institutions financières	
ZC13	252- Dépôts à terme à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de la caisse	553 400
ZC14	253-Comptes d'épargne à régime spécial	
ZC15	254-255- Autres dépôts à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de la caisse	
ZC16	Recouvrements sur prêts intervenus au cours de l'exercice	
ZC17	Recouvrements sur prêts attendus au cours de l'exercice	

ÉTATS DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

CODE	LIBELLÉS	90- 91- 92 – 93 – 95 – 96 – 99 Montant
ZC18	Encours des engagements par signature donnés à court terme	
ZC19	Encours des engagements par signature donnés à moyen et long termes	
	TOTAL	0

ÉTATS DE L'ENCOURS DES DIX (10) DÉBITEURS LES PLUS IMPORTANTS

CODE	N° DE COMPTE	NOMS ET PRÉNOMS	DURÉE INITIALE DU CRÉDIT (en mois)	DURÉE RESTANTE À COUVRIR (en mois)	MONTANTS NETS
DIMF_2012_1	A0303114	KPAYE Abidé Pyalo	12	12	5 000 000
DIMF_2012_2	A0411594	ADEGNIKA ABLAVI	12	10	4 614 000
DIMF_2012_3	A0305004	DJAMA Laouhalou	18	16	4 505 800
DIMF_2012_4	A0113642	KEKOU VICTOIRE	12	10	4 232 500
DIMF_2012_5	A0704156	KOBA Victorine	12	11	4 000 000
DIMF_2012_6	A0304515	ABINA BIZINAOU	16	15	3 992 000
DIMF_2012_7	A0406864	ATTI Hélène	12	12	3 500 000
DIMF_2012_8	A0601896	KOUAKANOU GAMELIE JEANNE	18	15	3 399 900
DIMF_2012_9	A0208105	KONDOH Kemealo	12	10	3 252 000
DIMF_2012_10	A0413644	AGUNYO AMEYO	12	10	3 229 800
	TOTAL		136	121	39 726 000

ÉTATS DES RESSOURCES AFFECTÉES ET DES CRÉDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTÉES

CODE	LIBELLÉS	COURT TERME	MOYEN TERME	LONG TERME	TOTAL
ZD1	RESSOURCES AFFECTÉES				
DIMF_2014_1_1					0
DIMF_2014_1_2					0
DIMF_2014_1_3					0
DIMF_2014_1_4					0
DIMF_2014_1_5					0
DIMF_2014_1_6					0
DIMF_2014_1_7					0
DIMF_2014_1_8					0
DIMF_2014_1_9					0
DIMF_2014_1_10					0
ZD2	CRÉDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTÉES				0
ZD3	dont crédits en souffrance				0
	TOTAL	0	0	0	0

ÉTATS DES VALEURS IMMOBILISÉES

CODE	LIBELLÉS	Montant bruts	Amortissements/ Provisions	Montants nets
D1A	Immobilisations financières	1 000 000	0	1 000 000
D1E	Titres de participation	1 000 000	0	1 000 000
D1L	Titres d'investissement	0	0	0
D1S	Dépôts et cautionnements	13 550 000	0	13 550 000
D23	Immobilisations en cours	0	0	0
D24	Incorporelles	0	0	0
D25	Corporelles	0	0	0
D30	Immobilisations d'exploitation	359 972 936	242 881 548	117 091 388
D31	Incorporelles	90 550 750	89 287 187	1 263 563
D32	Droit au bail			0
D33	Autres éléments du fonds commercial			0
D34	Frais d'établissement			0
D35	Autres immobilisations incorporelles			0
D36	Corporelles	269 422 186	153 594 361	115 827 825
D40	Immobilisations hors exploitation	0	0	0
D41	Incorporelles	0	0	0
D42	Droit au bail			0
D43	Autres éléments du fonds commercial			0
D44	Autres immobilisations incorporelles			0
D45	Corporelles	0	0	0
DIMF_2015_1_21	Immobilisations acquises par réalisation de garantie	0	0	0
D46	Incorporelles	0	0	0
D47	Corporelles	0	0	0

ÉTATS D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

CODE	LIBELLÉS	Proposition de répartition	Répartition effective
DIMF_2016_1_1	<u>DÉTERMINATION DU RÉSULTAT À AFFECTER</u>		
L80	Résultat de l'exercice (+/-)	-118 531 396	
L70	Report à nouveau (+/-)	-138 466 210	
770	RÉSULTAT À AFFECTER		
DIMF_2016_1_5	<u>AFFECTATION DU RÉSULTAT BÉNÉFICIAIRE</u>		
772	Réserve générale		
773	Réserve facultatives		
774	Autres réserves		
776	Report à nouveau bénéficiaire		
777	Autres affectations		
DIMF_2016_1_11	<u>AFFECTATION DU RÉSULTAT DÉFICITAIRE</u>		
776	*Report à nouveau déficitaire	-118 531 396	
778	*Prélèvements sur les réserves		
779	Autres		

ÉTAT DE TRAITEMENT DE RÉÉVALUATION

CODE	Biens réévalués	Date de Réévaluation	Nature de Réévaluation		Méthode de Réévaluation		Valeurs avant Réévaluation (1) (VNC)	Valeur Réévaluée (2)	Écart de Réévaluation (2) - (1)
			Libre	Légale	Indiciaire	Coûts actuels	-		
DIMF_2018_1_1									0
DIMF_2018_1_2									0
DIMF_2018_1_3									0
DIMF_2018_1_4									0
DIMF_2018_1_5									0
DIMF_2018_1_6									0
DIMF_2018_1_7									0
DIMF_2018_1_8									0
DIMF_2018_1_9									0
DIMF_2018_1_10									0
DIMF_2018_1_11									0

DIMF_2018_1_12									0
DIMF_2018_1_13									0
DIMF_2018_1_14									0
DIMF_2018_1_15									0
DIMF_2018_1_16									0
DIMF_2018_1_17									0
DIMF_2018_1_18									0
DIMF_2018_1_19									0
DIMF_2018_1_20									0
DIMF_2018_1_21									0
DIMF_2018_1_22									0
DIMF_2018_1_23									0
DIMF_2018_1_24									0
DIMF_2018_1_25									0
DIMF_2018_1_26									0
DIMF_2018_1_27									0
DIMF_2018_1_28									0
DIMF_2018_1_29									0
DIMF_2018_1_30									0
DIMF_2018_1_31									0
DIMF_2018_1_32									0
DIMF_2018_1_33									0
DIMF_2018_1_34									0
DIMF_2018_1_35									0
DIMF_2018_1_36									0
DIMF_2018_1_37									0
DIMF_2018_1_38									0
DIMF_2018_1_39									0
DIMF_2018_1_40									0
DIMF_2018_1_41									0
	TOTAL						0	0	0

BILAN CONSOLIDÉ ACTIF

CODE POSTE	ACTIF	NETS N
010	CAISSE	54 045 574
014	CRÉANCES SUR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	
015	A vue	480 462 058
016	Banque centrale	
017	Trésor Public,CCP	
018	Autres institutions financières	
019	A terme	302 347 037
030	CRÉANCES SUR LES MEMBRES OU BÉNÉFICIAIRES	4 355 001 971
035	Autres concours aux membres, bénéficiaires ou clients	
037	Crédits ordinaires	
051	CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	
100	TITRES DE PLACEMENT	
110	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	1 000 000
120	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN ÉQUIVALENCE	
140	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 263 563
145	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	115 827 825
150	ACTIONNAIRES, ASSOCIÉS OU MEMBRES	
155	AUTRES ACTIFS	131 010 051
160	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	13 550 000
165	ÉCART D'ACQUISITION	
250	TOTAL ACTIF	5 454 508 079

BILAN CONSOLIDÉ PASSIF

CODE POSTE	PASSIF	NETS N
300	DETTES À L'ÉGARD DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	1 756 367 006
310	A vue	
311	Trésor Public,CCP	
312	Autres institutions financières	1 756 367 006
320	A terme	
330	DETTES À L'ÉGARD DES MEMBRES OU BÉNÉFICIAIRES	2 855 711 385
331	Comptes d'épargne à vue	1 242 341 812
332	Comptes d'épargne à terme	302 253 400
334	Autres dettes à vue	1 304 463 325
335	Autres dettes à terme	
345	AUTRES PASSIFS	6 652 848
350	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	68 880 956
355	ÉCART D'ACQUISITION	
360	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	37 357 680
362	EMPRUNTS ET TITRES ÉMIS SUBORDONNÉS	
365	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	
370	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	12 386 752
375	FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GÉNÉRAUX	
380	CAPITAL	980 752 983
385	PRIMES LIÉES AU CAPITAL	
390	RESERVES CONSOLIDÉES, ÉCART DE RÉÉVALUATION, ÉCART DE CONVERSION, DIFFÉRENCE SUR TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE	48 923
391	Part du groupe	
392	Part des intérêts minoritaires	
400	REPORT À NOUVEAU (+/-)	-138 466 210
420	EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE (+/-)	-118 531 396
421	Part du groupe	
422	Part des intérêts minoritaires	
450	TOTAL PASSIF	5 454 508 079

BILAN CONSOLIDÉ ACTIF

CODE POSTE	HORS BILAN	NETS N
DIMF_2900_HORS_BILAN_1_1	ENGAGEMENTS DONNÉS	
DIMF_2900_HORS_BILAN_1_2	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	
465	En faveur des institutions financières	
470	En faveur des membres, bénéficiaires ou clients	
DIMF_2900_HORS_BILAN_1_5	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	
475	D'ordre des institutions financières	
480	D'ordre des membres, bénéficiaires ou clients	
485	ENGAGEMENTS SUR TITRES	
DIMF_2900_HORS_BILAN_1_9	ENGAGEMENTS REÇUS	
DIMF_2900_HORS_BILAN_1_10	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	
490	Reçus des institutions financières	
495	Reçus des membres, bénéficiaires ou clients	
DIMF_2900_HORS_BILAN_1_13	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	
500	Reçus des institutions financières	
505	Reçus des membres, bénéficiaires ou clients	
510	ENGAGEMENTS SUR TITRES	

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

CODE POSTE	CHARGES	NETS N
600	INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	161 763 923
601	Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des institutions financières	89 556 212
602	Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard des membres, bénéficiaires ou clients	27 379 848
605	Autres intérêts et charges assimilées	
607	CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	
608	COMMISSIONS	44 827 863
609	CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES	
610	Charges sur titres de placement	
611	Charges sur opérations de change	
612	Charges sur opérations hors bilan	
613	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés	
615	CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION FINANCIÈRE	
620	ACHATS DE MARCHANDISES	208 000
621	STOCKS VENDUS	
622	VARIATIONS POSITIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	10 306 734
630	FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	972 266 325
631	Frais du personnel	536 643 226
632	Autres frais généraux	435 623 099
640	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	44 781 134
645	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN	
650	EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GÉNÉRAUX	51 554 739
655	CHARGES EXEPTIONNELLES	250 441
660	PERTES SUR EXERCISES ANTÉRIEURS	11 411 716
670	IMPÔT SUR LES EXCÉDENTS	1 683 918
690	TOTAL DES CHARGES	1 254 226 930

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

CODE POSTE	PRODUITS	NETS N
700	INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	
701	Intérêts et produits assimilés sur dettes à l'égard des institutions financières	16 465 175
702	Intérêts et produits assimilés sur dettes à l'égard des membres, bénéficiaires ou clients	833 243 466
704	Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	
705	Autres intérêts et produits assimilés	
707	PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	
708	COMMISSIONS	5 002 216
709	PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES	
710	Produits sur titres de placement	
711	Dividendes et produits assimilés	260 000
712	Produits sur opérations de change	
713	Produits sur opérations hors bilan	
714	Produits sur prêts et titres subordonnés	
715	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION FINANCIÈRE	
720	MARGES COMMERCIALES	
721	VENTES DE MARCHANDISES	
722	VARIATIONS NÉGATIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES	
730	PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	249 753 623
740	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	
745	SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN	
750	EXÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GÉNÉRAUX	17 716 649
755	PRODUITS EXCEPTIONNELS	12 339 896
760	PROFITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	914 509
765	QUOTE-PART DANS LE RÉSULTAT D'ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	
780	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	118 531 396
781	Part du groupe	
782	Part des intérêts minoritaires	
790	TOTAL DES PRODUITS	1 254 226 930



Anié, au sud du grand marché d'Anié,
à 400 m du côté de la nationale N°1
Tél : 9712 5151

Atakpamé, quartier Agbonou Kpotame
non loin du lycée d'Agbonou
Tél : 9679 9797

Amou, quartier Amlame 2
agence en face de l'antenne de TOGOCEL
Tél : 7960 3595

Tokoin hôpital en face vers
l'École Nationale des Sages Femmes
Tél : 9657 8585

Vakpossito en face
du marché
Tél : 9350 1825

Marché de Hedzranawe,
Quartier Tingame
Tél : 9657 7272

Adidogome, Carrefour Lapampa
en face de la maison Apsonic
Tél : 7960 3995

Carrefour Sanguera dans
le von de l'école IPG
Tél : 9741 4279

Baguida en face de
l'école primaire catholique
Tél : 9328 0993

Agoè, Carrefour commando
en allant vers Kossigan
Tél : 9238 0538

Aneho, quartier Adjido en face du marché
ABLODE (Ablodéssi)
Tél : 9689 5151

ASSILASSIME
Solidarité

Bd du 30 Août – Adidogomé, Carrefour la Pampa
08 B.P. : 81641
E-mail : assilassime@assilassime.org
Téléphone : +228 **22 51 12 34**
www.assilassime.org

